

Le Mouvement de la Main-d'Œuvre étrangère en France depuis la Grande Guerre (1914-1918)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON
présentée et soutenue le 16 Janvier 1940, à 14 heures

PAR

LI CHAO-KING

李 肇 膺

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT : M. LOUIS-LUCAS, *Professeur*
SUFFRAGANTS { M. GUILLOIS, *Professeur*
M. GROUBER, *Professeur*

LANGRES
IMPRIMERIE MODERNE
11, rue du Grand-Cloître, 11
1940

**Le Mouvement de la Main-d'Œuvre
étrangère en France
depuis la Grande Guerre (1914-1918)**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548204_0028

Le Mouvement de la Main-d'Œuvre étrangère en France depuis la Grande Guerre (1914-1918)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE DIJON
présentée et soutenue le 16 Janvier 1940, à 14 heures

PAR

LI CHAO-KING

李 肇 膺

MEMBRES DU JURY :

PRÉSIDENT :	M. LOUIS-LUCAS, <i>Professeur</i>
SUFFRAGANTS	M. GUILLOIS, <i>Professeur</i>
	M. GROUBER, <i>Professeur</i>

LANGRES
IMPRIMERIE MODERNE
11, rue du Grand-Cloître, 11

1940

Liste des Membres de la Faculté

- MM. P. LOUIS-LUCAS, *Doyen*, Professeur de Droit civil.
M. DESSERTAUX, *Assesseur*, Professeur de Droit civil.
R. JAPIOT, Professeur de Droit commercial.
A. GUILLOIS, Professeur de Droit administratif.
P. HUGUENEY, Professeur de Droit criminel.
F. DUMONT, Professeur de Droit romain.
G. CHEVRIER, Professeur d'Histoire du Droit.
A. BLONDEL, Professeur de Droit international public.
J. PAOLI, Professeur de Droit romain.
G. BURDEAU, Professeur de Droit public.
A. MARCHAL, Professeur d'Economie politique.
A. GROUBER, Professeur de Droit privé.
J. FLOUR, Agrégé de Droit privé.
H. GUITTON, Agrégé d'Economie politique.
O. WORMSER, Chargé de Cours d'Economie politique.
P. GIGOUT, Chargé de Cours de capacité.

PROFESSEURS ET DOYENS HONORAIRES

MM. M. DESLANDRES, M. VIGNES

DOYEN HONORAIRE

M. A. GUILLOIS

Secrétaire : M. H. VIAN

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

INTRODUCTION

L'immense réseau des relations entre les nations atteste par son resserrement et son enchevêtrement croissant, la solidarité grandissante des peuples dans l'usage de plus en plus fréquent de tous les moyens de transports, transport de la matière, transport des hommes, transport de la pensée. Dans l'ensemble de ce réseau l'économiste distingue actuellement trois grandes catégories d'échanges internationaux : les échanges de marchandises, les mouvements de capitaux qui résultent, d'ailleurs, souvent de simples ordres télégraphiques et téléphoniques, et les mouvements migratoires des hommes. Il s'en faut du reste que l'économiste ait placé ces trois catégories de mouvements sur le même pied. Il existe en effet entre eux une sorte de hiérarchie d'âge et d'importance.

Le premier, le commerce international a été pendant longtemps le seul étudié scientifiquement et législativement. Les premiers grands travaux économiques ont été les théories mercantilistes. Le commerce était investi d'une sorte de noblesse, de dignité, de prestige. Il était entouré d'une auréole qu'il est d'ailleurs loin d'avoir perdu, n'est-il pas en effet, la source, le signe de la richesse d'une nation, comme disaient les vieux mercantilistes ? (Exemple : *Thomas Mun*, auteur du livre : « *L'enrichissement de l'Angleterre par le commerce extérieur* » « *English treasure by foreign trade* »).

Le mouvement des capitaux n'a attiré l'attention qu'au xix^e siècle et il a fallu les récents bouleversements du change pour le placer au premier rang des préoccupations du monde savant et politique.

Quant au mouvement des hommes, qui, certainement est beaucoup plus ancien dans l'ordre chronologique, car les migrations humaines sont aussi vieilles que le monde, malgré son importance indéniable, malgré le rôle qu'ont joué ces migrations dans la création, dans l'exploitation des pays nouveaux, malgré la place qu'elles occupent encore à l'heure actuelle dans le monde comme régulateur du marché international de la main-d'œuvre, ces migrations ont été pendant longtemps méconnues, négligées ; elles n'ont acquis droit de cité en science, en politique et en diplomatie qu'à une époque relativement récente, surtout à la faveur de la guerre et de l'après-guerre.

De cette négligence, de cette indifférence première, de ce revirement récent, de cet intérêt nouveau, les causes sont variables : causes politiques, causes scientifiques, causes sociologiques.

Le droit de circulation internationale était arrivé peu à peu, au xix^e siècle, à être traité comme un droit naturel de l'homme, un corollaire, un aspect de la liberté individuelle. Les Etats s'en désintéressaient, l'abandonnant à lui-même, le considérant comme un phénomène naturel de répartition mécanique, de nivellement démographique. Aussi, presque tous les Etats avaient-ils supprimé progressivement les entraves, les règlements, les passeports, les visas, Ils voyaient dans l'exode de leurs nationaux ou bien l'afflux d'immigrants, une source d'influence, d'expansion et d'enrichissement. En tout cas, ils considéraient, dans une large mesure, comme le montrent les débats de la conférence de

l'Union Interparlementaire de Berlin, tenue en août 1918, l'immigration et l'émigration comme une mesure purement nationale.

Tel a été pendant longtemps l'aspect du problème, mais la guerre, avec ses conséquences économiques, démographiques, politiques, a transformé ce point de vue. Le sens national s'est aiguisé, les marchés économiques se sont fermés ou restreints, la dénivellation, le déséquilibre numérique des populations décimées par les hostilités ou accrues par leur cantonnement sur leur propre sol, s'est accentué. Dans le même temps a progressé le sens de la protection internationale des travailleurs et des émigrants par la création d'organismes adéquats.

A la liberté de la circulation, succèdent la restriction et la réglementation ; les formalités et les frais de délivrance et de visa des passeports nous y ont tous accoutumés et pour des hommes de notre génération, qui ont connu la liberté de circulation, dans toute l'Europe avant la guerre, rien n'a été aussi pénible et gênant, surtout au lendemain des hostilités, que la nécessité de montrer quelquefois dix ou douze fois son passeport et de se prêter aux formalités longues et fastidieuses au passage de chaque frontière, mais même quand les barrières s'abaissent au profit des voyageurs ordinaires, ce qui a été le cas depuis quelques années, c'est-à-dire au profit des touristes et commerçants, des professeurs ou des étudiants, ces barrières persistent, elles s'élèvent même à l'encontre des travailleurs étrangers en quête d'emploi.

La spontanéité des mouvements migratoires fait place à l'organisation, à la canalisation, à l'encouragement systématique de la part des pays d'émigration ou, au contraire, à l'entrave de la part des pays d'immigration. L'administration, la législation, autrefois indifférentes ou silencieuses,

n'hésitent plus à s'occuper des émigrants, elles élèvent l'émigrant à la dignité et à la hauteur d'un sujet qui mérite une réglementation spéciale et, par la force même des choses, les définitions se précisent, la documentation se multiplie, la matière d'étude s'amplifie.

Enfin, à l'abandon de l'émigrant à lui-même, sans direction, sans contrôle, sans autre assistance que celle de philanthropes généreux et souvent sans moyens d'action, succède un besoin d'appui, de protection officielle ou privée, nationale ou internationale.

Aussi bien, si, d'une part, chaque nation, selon son tempérament, résoud pour son propre compte le problème de l'émigration, d'autre part, les organismes internationaux issus de la guerre le considèrent comme de leur compétence, et on voit la S. D. N., l'Organisation Internationale du Travail, s'en saisir et s'y consacrer. On voit ces organismes attirer sur ce problème l'attention même des individus ou des Etats qui, jusqu'alors, s'y montraient réfractaires.

En somme, mouvement d'abord spontané, manifestation de la liberté individuelle de déplacement et d'établissement, les migrations humaines ont changé de caractère. Leur physionomie juridique et politique s'est transformée de même que leur direction et leur orientation géographiques. Les anciennes formules, les anciennes méthodes d'études, les anciens procédés de solution ont fait leur temps. Toute une série de considérations ont, en effet, changé la face du problème, l'ont compliqué, d'une part, en lui donnant le plus en plus un caractère international et, d'autre part, en le revêtant d'un caractère social et en attribuant à l'émigrant considéré comme tel un statut juridique particulier différent de celui de l'ensemble des étrangers résidant dans le pays ; en d'autres termes, dans des pays comme la France qui, au-

trefois, ne faisaient aucune différence entre les travailleurs étrangers et les étrangers tout court, ces pays en viennent de plus en plus à créer au profit ou à l'encontre du travailleur, de l'émigrant, un statut juridique spécial. C'est que l'émigrant est considéré comme un être, au moins passagèrement, international, parce qu'il est tour à tour saisi et perdu par une série de législations nationales. Sa propre législation, la législation de son pays d'origine, le régit jusqu'à la frontière qu'il a gagné et qu'il a franchi régulièrement ou irrégulièrement. Puis, ce sont les législations du pays ou des pays de transit qu'il traverse auxquelles il est soumis. Enfin, s'il est assujéti à la législation du pays d'immigration dès son arrivée, en revanche celle-ci ne peut s'étendre à son départ et à son déplacement, et on comprend dès lors que si l'on veut assurer à l'émigrant, un traitement fondé en droit, il ne suffit pas de mesures unilatérales, isolées, particulières. Il ne suffit pas de règles ou de lois nationales, mais il faut un ensemble de mesures internationales, de traités de pays à pays, de traités conclus entre groupes de pays, ou même, enfin, il faut de grandes conventions ouvertes, que l'on appelle aujourd'hui des conventions multilatérales, conclues sous l'égide ou la proposition des grands organismes de législation sociale internationale. Ce sont des accords forts importants, car ils constituent, peut-on dire, dans notre monde encore si autarchique, si national, les linéaments, la préfiguration d'une sorte de droit commun international des migrations humaines, phénomène dont la nature même dépasse le cadre de la vie et de la souveraineté nationale, problème qui appelle des solutions diplomatiques plus ou moins étendues, à moins qu'on ne veuille le résoudre uniquement par des solutions de violence, c'est-à-dire par la guerre.

Plan d'étude.

Cette étude sera divisée en trois chapitres de la façon suivante :

Chapitre Premier : L'histoire du mouvement migratoire des travailleurs étrangers en France.

Chapitre II : Les causes du mouvement migratoire des travailleurs étrangers en France.

Chapitre III : Le statut juridique des travailleurs étrangers en France.

CHAPITRE PREMIER

L'HISTOIRE DU MOUVEMENT MIGRATOIRE DES TRAVAILLEURS ETRANGERS EN FRANCE

Nous distinguerons trois périodes dans cette étude : la période d'avant-guerre, la période de guerre, la période d'après-guerre.

Etudions-les donc dans l'ordre suivant :

Section I : L'immigration ouvrière en France, avant la guerre.

Section II : L'immigration ouvrière en France pendant la guerre.

Section III : L'immigration ouvrière en France depuis la guerre.

Section I. — L'immigration ouvrière en France depuis le XIX^e siècle jusqu'à la guerre (1914-1918)

Dans le dernier quart du XIX^e siècle et au début du XX^e, le nombre des étrangers recensés en France montrait une stagnation certaine. Sans doute, comparé aux chiffres de 1850,

où les étrangers dénombrés étaient inférieurs à 400.000, le chiffre des étrangers relevé en France au cours du dernier demi-siècle accusait-il un relèvement important. Il atteignait, en effet, en 1881 de 1.000.000. Mais depuis, les oscillations étaient autour de ce nombre même en France, compte tenu des naturalisations automatiques de la loi de 1889, qui avait transformé les étrangers en néo-Français, le niveau demeurerait à peu près constant jusqu'en 1911, ainsi que l'attestent les chiffres suivants.

C'est depuis 1851, que la nationalité des habitants résidant en France a été relevé pour la première fois. A cette époque, on a recensé en France 380.000 étrangers et 13.500 naturalisés sur 38.000.000 d'habitants environ. Depuis, la progression a été la suivante (1) :

	Néo-Français	Naturalisés	Pr 10.000	Etrangers	Pr 10.000
1851	35.400.000	13.500	4	380.000	106
1861	37.400.000	»	»	506.000	135
1872	36.100.000	»	»	740.000	305
1881	36.300.000	77.000	21	1.000.000	267
1891	36.800.000	117.000	45	1.130.000	297
1901	37.200.000	221.000	59	1.035.000	269
1911	37.800.000	253.000	64	1.160.000	296

Si bien que, en prenant en bloc les étrangers et les naturalisés, la proportion de 1881 à 1911 accusait le mouvement suivant :

En 1881	287	pour 10.000
En 1891	352	»
En 1901	320	»
En 1911	360	»

(1) Les chiffres que nous donnons ici ainsi que les suivants ont été extraits du cours de 1936-1937 de M. W. OUALID.

En nous bornant aux seuls étrangers, le nombre de ces étrangers nés hors de France formait 3 % de la population totale et oscillait entre un maximum de 2,97 et un minimum de 2,67. Ces oscillations étaient dues aux fluctuations de la vie économique. Aussi bien déjà à cette époque étaient-ce surtout les besoins de l'activité économique française qui provoquaient l'appel à la main-d'œuvre étrangère et c'était dans la population active, dans les catégories professionnelles, que se rencontrait la plus grande proportion étrangère et que se révélait ainsi le besoin que la France avait d'un appoint, d'un afflux d'ouvriers étrangers, destinés à combler les vides de sa main-d'œuvre déficitaire.

En 1911, les étrangers formaient environ 3 % de la population totale recensée, mais ils représentaient plus de 3 % de la population française au travail.

En effet, sur 100 Français, 52 appartenaient à la population active. Pour les étrangers, cette proportion était de 58.

Ayant ainsi marqué brièvement le rôle économique de la population étrangère dans l'économie française avant la guerre, nous nous bornons maintenant à examiner, en un paragraphe 1, la répartition de la population active par nationalité ; en un paragraphe 2, la répartition professionnelle de la population étrangère ; et en un paragraphe 3, la localisation par nationalité.

§ I. — LA RÉPARTITION DE LA POPULATION ACTIVE PAR NATIONALITÉ

Déjà, l'anoblissement, l'ascension sociale de la main-d'œuvre française se dessinait. Déjà les immigrés étaient surtout nombreux parmi les travailleurs originaires de pays évolués, moins riches que la France et dont les éléments des

classes les moins aisées étaient plus disposés à accepter les tâches rudes ou rebutantes. Naturellement aussi, les étrangers se recrutaient principalement parmi des voisins immédiats de la France dont certains sont séparés du territoire français par une simple frontière terrestre, aisément franchissable, et même quelquefois quotidiennement traversée.

Au contraire, les pays plus riches, plus évolués que la France, envoyaient beaucoup plus de touristes ou de résidents que de salariés. C'était le cas des Américains, des Anglais, voire même pour une partie, des Russes et des Allemands qui peuplaient davantage les quartiers aristocratiques du 16^e arrondissement et du Bois de Boulogne que les quartiers populaires à Paris, de même qu'ils séjournaient plus volontiers dans les régions aristocratiques de la Côte d'Azur que dans les régions industrielles plus déshéritées.

Le tableau ci-dessous indique, par ordre d'importance numérique, la population totale de chaque nationalité étrangère représentée en France, la population active, et le pourcentage de la population active à la population totale. La différence au sein de chaque groupe ethnique s'en trouvera accentuée, et la différence avec la population autochtone française, aussi mieux marquée.

En 1911 :

Nationalité	Population totale	Population active	Pour cent
Français	38.400.000	20.200.000	52 %
Italiens	419.000	258.000	61 %
Belges et Luxembourgeois..	306.000	182.000	59 %
Espagnols	105.000	61.000	58 %
Allemands	102.000	62.000	61 %
Suisses	73.000	46.000	63 %
Russes	35.000	16.000	46 %
Anglais	40.000	15.000	37 %
Divers	79.000	35.000	44 %

En somme, tous les groupes étrangers, à l'exception des Russes, des Anglais et du groupe « divers », avaient un pourcentage de professionnels supérieur à celui de la population française. En outre, si, au lieu de comparer globalement l'ensemble de la population de chaque nationalité, on y fait la distinction entre les individus appartenant à l'un et l'autre sexe, on est alors amené aux deux constatations suivantes :

1° — La population masculine y domine numériquement, surtout dans les métiers pénibles ;

2° — La fraction active de la population étrangère masculine donne un pourcentage proportionnellement encore plus élevé par rapport à la population française que l'ensemble de la population étrangère. Ceci démontre le caractère surtout professionnel de l'immigration.

En effet, tandis que dans la population française, les deux sexes étaient en équilibre à peu près parfait, les femmes représentant 51 % de la population française totale, les hommes 44 %, au contraire, chez les étrangers, on comptait 624.000 hommes et 535.000 femmes. La population respective était donc de 56 % d'hommes et de 46 % de femmes. De plus, chez les Italiens et chez les Espagnols, qui se livraient aux travaux pénibles et chez lesquels la femme s'expatrie moins que l'homme, l'écart numérique entre les deux sexes était encore plus accentué. Chez les Italiens, 237.000 hommes et 182.000 femmes ; chez les Espagnols, 61.000 hommes et 44.000 femmes.

En revanche, les Allemands, employés surtout dans des occupations moins pénibles, avaient plus de femmes que d'hommes, environ 57.000 femmes contre 45.000 hommes et il en était de même chez les Anglais qui comptaient beaucoup plus d'oisifs et chez lesquels on recensait 23.000 femmes et 17.000 hommes.

D'un autre côté, le pourcentage des hommes actifs par rapport au total des hommes recensés, atteignait, pour certaines nationalités, des chiffres inattendus, par exemple, chez les Belges et les Suisses 80 %, chez les Italiens 78 %, chez les Espagnols 77 %, chez les Allemands 73 %, chez les Russes 65 %. Quant aux Anglais, ils demeuraient, ici encore, au-dessous de la moyenne, avec 49 % seulement de travailleurs du sexe masculin.

Cette activité professionnelle exceptionnelle des étrangers tenait à la considération suivante. L'étranger arrive tout formé, il arrive à l'âge adulte, ayant fait son apprentissage, prêt à accepter, à occuper immédiatement un emploi rétribué. Il ne passe en pays étranger que la partie active de son existence, au bout de laquelle de deux choses l'une, ou bien il s'en retourne chez lui, ou bien, il se fixe et obtient sa naturalisation dans le pays où il a travaillé. Il s'ensuit que la décomposition par âge des Français et des étrangers y révèle une supériorité marquée des éléments actifs, c'est-à-dire des éléments mâles, de 20 à 59 ans, et une supériorité encore plus forte des éléments super-actifs, c'est-à-dire des hommes âgés de 20 à 40 ans.

Le tableau suivant, concernant l'état comparé de la population étrangère et de la population nationale en 1911, à cet égard, est démonstratif :

1911		
Groupes d'âge	Français	Etrangers
Moins de 20 ans	14 %	14 %
21 à 39 ans	42 %	52 %
40 à 59 ans	31 %	27 %
60 ans et plus	12 %	6,4 %
Age non déclaré	0,3 %	0,2 %

D'après ces chiffres (1), se trouve confirmée l'idée que l'étranger venait vraiment en France pour y exercer une profession active, y combler les vides des travailleurs français, élevés dans la hiérarchie sociale ou insuffisants par rapport aux besoins à combler en France.

§ II. — LA RÉPARTITION DE LA POPULATION ÉTRANGÈRE PAR PROFESSION

Naturellement, les professions administratives et libérales, qui exigent généralement la qualité de Français, ne comportaient qu'un nombre d'étrangers relativement faible, mais l'agriculture, malgré la pénurie de bras, ne les attirait guère, sauf en quelques régions. L'industrie, le commerce, les transports avaient leur prédilection et si l'on dresse un tableau analogue à celui qui vient d'être établi, nous y faisons les constatations suivantes .

Professions	Français	Etrangers
Agriculture	42 %	12 %
Industrie	30 %	43 %
Commerce et transports..	16 %	29 %
Professions libérales et administratives	6 %	6 %
Services domestiques	40 %	9 %

Près de la moitié de la population active française se li-

(1) Il ressort de ces chiffres que le groupe d'âge productif de 20 à 59 ans forme 79 % de la population étrangère masculine, alors qu'il ne forme que 73 % de la population française masculine. La différence au profit de la population étrangère est de 6 %. Quant aux groupes surproductifs, de 20 à 49 ans, la disproportion y est encore plus forte : 52 % chez les étrangers, 42 % en France, supériorité de l'étranger sur le Français, 24 %.

vrait à l'agriculture. Alors que 46 % seulement des Français étaient employés dans l'industrie, le commerce et les transports, 72 % des étrangers s'y consacraient et, en y ajoutant les 9 % d'étrangers employés aux services domestiques, 80 % de la population étrangère était occupée, soit dans l'industrie, soit dans le commerce, soit dans les métiers domestiques, au lieu d'une proportion exactement égale de 50 % pour les Français.

Cette disproportion trouve son explication dans la structure sociale de la population étrangère où l'élément salarié forme une fraction largement supérieure à celle de la France.

Ceci posé, portons d'abord nos regards sur l'industrie et le commerce et ensuite sur l'agriculture.

A) — *La population étrangère dans le commerce et l'industrie.*

La répartition de la population active étrangère, d'après la branche de son activité et d'après la position sociale que les intéressés y occupent, permet de dresser le tableau suivant :

En 1911 :

Catégorie prof.	Patrons	Employés	Ouvriers	Total
Ind. extrac. (mines, carrièr.)	350		20.270	20.620
Industrie de transformation	63.000	5.000	208.000	276.000
Manutention, transports	3.000		102.000	106.000
Commerce	43.000	51.000		95.000
Professions libérales et adm.	11.000	20.000	1.200	35.000
Domestiques			66.000	66.000
Environ.....	122.000	77.000	397.000	595.000

Le caractère ouvrier de l'immigration ressort ici :

1° — de la faible proportion des patrons ;

2° — de la forte proportion des ouvriers comparée aux proportions de même ordre de la population française. La France est, en effet, un pays de petits producteurs autonomes, de petits patrons travaillant seuls ou travaillant avec très peu d'ouvriers. Dans l'ensemble de la population active française la proportion des patrons est de l'ordre de 30 %. Au contraire, chez les étrangers, le nombre de patrons, par rapport à la population totale, est de 20 %. Quant aux employés, le chiffre en est plus fort proportionnellement chez les étrangers : 12 % que chez les Français : 8 %. Enfin, pour les ouvriers, la population est encore plus considérable chez les étrangers que chez les Français, puisque les étrangers comptent 67 % d'ouvriers dans leurs rangs, alors que les Français n'en comptent pas 40 %.

Les ouvriers étrangers se livraient surtout à l'industrie extractive, aux transports, à la manutention, aux industries de transformation qui en occupaient près de 8 %, le reste étant occupé dans les services domestiques.

Tous les indices concordent à démontrer que les travailleurs étrangers étaient destinés à combler les vides de la population professionnelle ouvrière française. C'étaient les salariés qui manquaient surtout, et il était tout naturel que l'on essayât de suppléer à leur carence, à leur défaut par des ouvriers immigrés de l'étranger.

C'était évidemment dans les professions les plus désertées par les nationaux, par suite de leur caractère pénible, salissant ou rebutant, que se trouvaient proportionnellement le plus grand nombre de travailleurs étrangers. On démontrait ainsi une proportion de 14 % d'étrangers dans la manutention et les transports. On en comptait 68.000 dans ces professions.

On recensait 13,5 % d'étrangers dans le terrassement et le

bâtiment ; 9 % dans les mines ; 5 % dans le travail des métaux et du bois : enfin on en trouvait 20 % dans les hôtels et les restaurants.

Quant aux femmes salariées, elles formaient 8 % de l'ensemble des domestiques occupées en France. Leur nombre total était de près de 60.000 parmi lesquelles 11.000 cuisinières ; 32.000 occupées dans le textile et le vêtement.

Les patrons étrangers étaient au nombre de 67.000 dans l'industrie ; de 43.000 dans le commerce. C'étaient surtout de petits artisans, de petits commerçants, des tailleurs, des cordonniers, des épiciers, des marchands de fruits, de petits entrepreneurs, maçons, plâtriers, peintres-vitriers, plombiers, zingueurs, fumistes. On en rencontrait aussi dans le commerce exerçant la profession de commissionnaires, de courtier, de marchand forain. Un tiers de ces patrons étaient des Italiens, un autre tiers étaient des Belges ; le reste se répartissait entre Allemands, Espagnols, Suisses et Russo-Polonais.

En ce qui concerne la répartition des nationalités entre les groupes professionnels, on constate que chaque nationalité se dirigeait vers l'activité qui lui convenait le mieux. Les Méditerranéens, Italiens et Espagnols, moins évalués économiquement, habitués à de durs travaux, allaient de préférence aux transports, à la manutention, ils étaient surtout journaliers, manœuvres, portefaix. On comptait par exemple 51.000 Italiens et 6.200 Espagnols. Entre autres, à Marseille, les dockers, les débardeurs du port étaient à peu près exclusivement composés d'Italiens et le beau roman de Louis Bertrand, intitulé *L'Invasion*, montre quelle était l'existence de cette colonie italienne dans le grand port français de la Méditerranée.

Les Italiens étaient aussi très nombreux dans le bâtiment

(ils ont toujours manifesté une prédilection pour cette sorte d'activité). Ils étaient terrassiers et bâtisseurs modèles. On trouvait en France 16.000 maçons-plâtriers ; 10.000 terrassiers-puisatiers ; 4.000 peintres-vitriers Italiens et 7.000 terrassiers-puisatiers, 2.000 mineurs Espagnols.

Les Belges, appartenant à un pays plus industrialisé, étaient employés de préférence dans l'industrie du textile. On comptait 23.000 fileurs, tisseurs et bonnetiers. On les employait aussi dans la métallurgie où ils étaient au nombre de 13.000.

Les Allemands, employés surtout dans les occupations moins pénibles de l'hôtellerie, du vêtement, de la domesticité, des bureaux, de commerce et de transport. On en comptait 6.000. Les femmes étaient surtout des domestiques ; on comptait au total 21.000 domestiques allemandes. Les professeurs de langues se recrutaient aussi parmi eux, au nombre de 2.000.

Les Suisses utilisaient leur connaissance des langues dans l'hôtellerie et le commerce et leur technicité dans la gravure, l'horlogerie, le travail du bois, cependant que les Suissesses et les Luxembourgeoises, étaient surtout des domestiques.

Enfin, le groupe des Juifs polonais, russes et roumains, se livraient à leurs métiers de prédilection, c'est-à-dire à ceux de tailleurs, fourreurs, casquettiers.

En réalité, l'immigration de ce moment revêt le caractère d'appoint destiné à parer à l'insuffisance numérique, à l'insuffisance professionnelle de la main-d'œuvre française. Elle supplée à la natalité défailante de la France. Elle remplace les travailleurs français qui abandonnent les métiers les plus durs, les plus pénibles, les plus rebutants. Ce sont en effet ces métiers qui occupent au total le nombre le plus grand de travailleurs étrangers.

B. — *La population étrangère dans l'agriculture.*

Dans le tableau de l'activité économique des étrangers de la France d'avant-guerre, l'agriculture mérite une place à part pour les raisons suivantes :

1° Le nombre des étrangers y était faible, relativement aux besoins.

2° Le personnel français, dans l'agriculture, est surtout composé de petits propriétaires exploitants, si bien que l'emploi d'une main-d'œuvre étrangère y est beaucoup plus difficile que dans l'industrie anonyme.

3° Les méthodes culturales, l'habitat, y sont plus spécialisés, et la familiarité moins facile à établir, sauf entre populations voisines géographiquement. Autant il est facile, pour le travailleur d'industrie de passer d'une usine polonaise, tchéco-slovaque, dans une usine de même nature française où il sera entre camarades et où la technicité ne diffère pas sensiblement de celle dont il a l'habitude, autant, au contraire, en matière culturale, tout est différent. Dans des pays de plaines, des pays sablonneux, des pays de forêts, les modes de culture sont tout à fait différents des modes de culture que l'on trouve en France.

4° Le travail agricole est souvent intermittent, saisonnier ; il contribue à favoriser plutôt le recours aux frontaliers, aux saisonniers, aux voisins, que le concours d'une main-d'œuvre peut-être sédentaire que l'on fait venir de fort loin.

Mais ces caractères de l'agriculture française n'ont pas encore perdu toute leur importance. Il convient donc d'y insister.

Alors que la population agricole française formait 41 % du total de la population professionnelle, la population étrangère recensée avant la guerre, n'en formait que 23 %. En effet,

595.000 étrangers étaient occupés dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire 77 % du total, 180.000 étrangers seulement, la plupart temporaires et saisonniers, travaillaient dans l'agriculture.

En outre, tandis que dans l'agriculture française l'élément patronal formait plus de 60 % du total, et que le reste, environ 40 % étaient des salariés, au contraire, dans la population étrangère recensée en 1911, on comptait seulement 27.000 patrons et 55.000 ouvriers. La proportion était donc de 33 % de petits patrons et 67 % d'ouvriers, exactement l'inverse de la population française.

En somme, ici aussi, l'ascension sociale du Français exigeait le recours à l'appoint étranger. Le propriétaire français, désireux d'amoindrir sa peine, de combler l'insuffisance de l'appoint de sa main-d'œuvre familiale, recherchait l'appoint étranger. La dénatalité qui a atteint l'ensemble de la population française a frappé plus lourdement la population agricole que la population urbaine. Dans la population urbaine, la réduction du nombre des enfants importe peu. Pour le paysan, au contraire, la réduction des naissances est en réalité la réduction d'une main-d'œuvre fort précoce et il fallait à tout prix recourir à l'appoint de la main-d'œuvre étrangère.

Nous voyons par exemple, lorsque, après la guerre, les grandes régions de l'Est se sont reconstituées, la plupart des paysans français les ont abandonnées. Non seulement les naissances y étaient faibles, mais encore une grande partie des jeunes gens avaient été tués à la guerre, et lorsque le père de famille revenait dans la région dévastée, lorsqu'il voyait la maison à reconstruire, les champs à remettre en valeur et qu'il comparait ce travail immense avec la main-d'œuvre familiale dont il disposait, il reculait, découragé, et vendait pour un morceau de pain sa propriété à un étranger

ou la louait à un Belge, arrivant avec une famille nombreuse et pouvant exploiter productivement une terre que le Français ne pouvait pas exploiter au même compte.

Si, par conséquent, le paysan français résistait à l'achat de sa terre par l'étranger, il employait de la main-d'œuvre étrangère, destinée à suppléer à l'insuffisance numérique de la natalité française.

§ III. — DE LA LOCALISATION PAR NATIONALITÉS.

Tandis que dans le commerce et dans l'industrie les patrons étrangers dominaient dans les régions de l'intérieur ; il était assez curieux, en effet, d'observer qu'au fur et à mesure que l'on s'éloignait des frontières, la position sociale des étrangers s'élevait. Quand ils restaient aux alentours des frontières, auprès de leur pays d'origine, ils demeuraient des salariés, mais aussitôt qu'ils avaient franchi cette limite et acquis de la mentalité française une certaine connaissance, aussitôt qu'ils avaient pris quelque indépendance économique, ils s'éloignaient de ce point d'arrivée, pénétraient davantage dans l'intérieur de la France et, là, exerçaient des métiers plus autonomes, se livraient à des occupations plus indépendantes soit comme petits artisans, soit comme petits commerçants, dans les localités où ils n'avaient pas à subir la concurrence des populations étrangères qui y résident.

Au contraire en agriculture, la population agricole étrangère était surtout frontalière. Chaque nationalité demeurait localisée dans le département proche de son pays d'origine, avançant peu dans l'intérieur du pays, où ne s'exerçait pas, comme dans l'industrie ou le commerce, l'attraction de centre d'activité.

Cette localisation topographique des colons étrangers dé-

montre ce caractère frontalier de l'immigration : Nord, Alpes-Maritimes, Basses-Pyrénées, sont contigus à la Belgique, à l'Italie et à l'Espagne. Même mentalité, même culture, même langue, parfois extrêmement voisines.

Les Belges, 20.000, restaient dans le Nord, ils étaient sédentaires. Les Allemands, les Suisses, dans l'Est et le Nord-Est ; les Italiens dans la région méditerranéenne, les Espagnols dans le Sud-Ouest et le Languedoc ; les Polonais dans le Nord-Est.

L'immigration agricole avant guerre avait, comme elle l'a d'ailleurs conservé aujourd'hui, un caractère saisonnier. L'entrée sur le territoire français de travailleurs étrangers n'était point une entrée continue, elle était intermittente ; ce n'était pas une entrée à titre définitif, mais à titre temporaire.

Ce caractère saisonnier se trouve établi par le fait que sur 150.000 ouvriers étrangers agricoles dénombrés en France avant la guerre, on estimait à près des deux tiers, c'est-à-dire à 95.000 environ ceux qui ne venaient en France qu'au titre de saisonniers. Tel était le cas, par exemple, des Belges, au nombre de 40 à 50.000 ; ils arrivaient chaque année en France en bandes, ils occupaient plutôt qu'ils ne logeaient, ils s'employaient dans les grandes fermes. Ils s'embauchaient dans l'Aisne, l'Oise, la Somme, la Seine-et-Marne, et leur aire de dispersion s'étendait jusqu'au Loir et un flot parvenu par la frontière franco-belge se déversait peu à peu vers le Sud.

Les bûcherons arrivaient les premiers, au début de l'hiver, dans les Ardennes. Ils s'en retournaient chez eux au moment de la fenaison.

A ce moment arrivaient en France les betteraviers, en majorité Flamands. Ils commençaient par faire le binage des betteraves, puis la moisson dans le bassin parisien et la Brie. Ils remontaient ensuite en Picardie, dans la zone de la Som-

me et de l'Aisne, pour y faire la moisson des blés et des avoines tardives.

En automne, c'était les houblonniers qui arrivaient, et enfin, vers novembre, l'heure définitive du retour vers la Belgique sonnait.

Cette immigration saisonnière, massive, par équipes, sobre, économe, se trouvait dans le Midi avec les Italiens qui venaient en France faire la cueillette des olives ou la cueillette des fleurs, en particulier, dans la région des Alpes Maritimes, dans la région de Grasse ; les Espagnols qui, eux, franchissaient les Pyrénées, pour venir faire la moisson et la vendange dans les départements viticoles du Midi.

Au total, la population agricole étrangère vivant en France avant la guerre se divisait en trois catégories du point de vue social et du point de vue de l'attachement qu'elle offrait avec le sol national.

D'abord, les saisonniers, population instable, véritable « hirondelles sautillantes » (galondrinas), comme on appelait dans le Midi en particulier les ouvriers espagnols. Ils formaient la majeure partie des étrangers, 100.000.

La hiérarchie de la main-d'œuvre étrangère, sa stabilité, se trouvaient affirmées ici d'une façon frappante, puisque les instables formaient la majorité, que les sédentaires formaient à peu près la moitié des instables et que ceux qui manifestaient leur attachement au sol par leur fixation définitive, en qualité d'exploitants et propriétaires, représentaient à peu près la moitié des ouvriers (1).

(1) Voir MAUCO : *Les Etrangers en France* et Albert DEMANGEON et MAUCO : *Document pour servir à l'étude des Etrangers dans l'Agriculture française*, Paris, 1939.

Section II. — L'immigration pendant la guerre

La guerre eut pour effet d'aggraver, dès le début des hostilités, les besoins de main-d'œuvre de la France. Les premières batailles avaient révélé l'insuffisance des moyens français de production. Il fallait, par conséquent à tout prix, pourvoir en personnel les fabrications militaires de la France.

Chose compréhensible, ce fut hors d'Europe que l'on songea d'abord à aller chercher les hommes. La raison en était simple : la guerre avait fermé les frontières. Bon nombre de travailleurs étrangers étaient retournés chez eux ou avaient été internés dans les camps de concentration. Sans doute, étaient-ils remplacés par les Belges réfugiés en France, par des travailleurs de nations neutres ou par quelques prisonniers de guerre, mais, au fond, ces quelques unités étaient bien peu de chose au regard des dizaines de milliers de manœuvres qui se révélaient nécessaires pour faire face aux besoins grandissants de la mobilisation industrielle.

Les colonies françaises y pourvurent en partie. Le grand réservoir humain que constitue la Chine fut aussi mis à contribution.

Aussi bien, presque dès l'origine des hostilités, le problème de l'immigration coloniale, de l'immigration exotique, de l'immigration étrangère, se pose avec tous ses aspects : question de la technique du recrutement et des transports, question des négociations avec les pays pourvoyeurs, question du contrôle, question de l'emploi sur le territoire.

Dans cette vaste expérience de cinq ans, courte par sa durée, mais grosse par ses résultats, nous chercherons à

étudier au paragraphe I : La main-d'œuvre coloniale et exotique ; et au paragraphe II. : La main-d'œuvre européenne.

§ I. — LA MAIN-D'ŒUVRE COLONIALE OU EXOTIQUE.

En laissant de côté l'embauchage forcé pratiqué en Algérie, et qui fut une véritable mobilisation, une réquisition civile, que seule permettait la souveraineté de la France sur le territoire de sa colonie, à s'en tenir aux embauchages volontaires pratiqués en Tunisie, au Maroc, à Madagascar, en Indochine et en Chine, les méthodes employées pour le recrutement, l'emploi de la main-d'œuvre coloniale et exotique furent les suivantes :

A. — *Recrutement.*

Dans les possessions coloniales de la France, le recrutement fut fait par les soins de l'administration française

En Chine, le recrutement fut fait par les syndicats de recruteurs, d'autant plus indispensables en l'espèce que le gouvernement de la République de Chine, à ce moment, n'avait point encore rompu avec les puissances ennemies, qu'il était, par conséquent, tenu de respecter la neutralité.

Ce recrutement volontaire était fait sous la forme de la signature d'un engagement comportant l'énumération des conditions d'emploi des travailleurs.

B. — *Contrats d'engagement.*

En ce qui concerne les coloniaux, le principe était de leur assurer un traitement semblable à celui des ouvriers européens de la même profession, de la même catégorie et leur garantissant un minimum de salaire.

Nous trouvons, dans les instructions interministérielles du 14 septembre 1916, art. 5, les dispositions suivantes : « Les travailleurs indigènes recevront, pour un travail égal, le salaire payé d'une façon normale et courante aux ouvriers européens de la même catégorie et de la même profession... ».

Au salaire en argent, s'ajoutaient des avantages en nature. Pour les Chinois, une prime était payée à la famille.

Les travailleurs avaient droit à la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques, au bénéfice des lois de prévoyance sociale, notamment au bénéfice des lois sur les accidents du travail et des retraites ouvrières.

C. — *Discipline et encadrement.*

Par contre, ces travailleurs étaient justiciables, en cas de refus de travail, des conseils de guerre. Ils vivaient en cantonnement et étaient obligatoirement nourris à une cantine.

D. — *Protection administrative.*

Enfin, pour assurer la protection matérielle et morale de ces travailleurs exotiques, toute une administration fut mise sur pied. Un service central, créé au Ministère de la guerre, le 1^{er} janvier 1916, service des travailleurs coloniaux.

Ce service établit les contracts de travail, règle l'embauchage, l'arrivée des travailleurs, répartit cette main-d'œuvre.

Un dépôt était créé à Marseille pour héberger ces travailleurs arrivant de l'Afrique du Nord et de l'Extrême-Orient.

Cette opération de recrutement collectif aboutit à intro-

duire près de 223.000 travailleurs coloniaux et Chinois, se répartissant ainsi :

132.000 Nord-Africains	}	18.000 Tunisiens
		73.000 Algériens
		35.000 Marocains

Environ 49.000 Indochinois, 4.500 Malgaches, 37.000 Chinois, lesquels s'employaient aux travaux les plus divers ; établissements publics et privés, fabrications de munitions, mines, usines à gaz, travaux de terrassement à l'arrière et au front.

Ces opérations furent facilitées par la souveraineté que la France exerçait sur ses colonies, et elle fut favorisée par la pléthore de la population de Chine.

§ II. — L'IMMIGRATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE EUROPÉENNE.

Passons maintenant du plan des travailleurs indigènes ou exotiques, au plan des travailleurs européens.

A l'origine, quelques réfugiés belges furent placés par les soins des bureaux publics de placement. De son côté, le Ministère de l'Agriculture, pour parer à la désertion des campagnes de la France, par suite du départ des hommes mobilisés, utilisa l'Office National de la main-d'œuvre agricole, créé en 1915, pour faciliter les relations entre les employeurs agricoles et les travailleurs représentant à la frontière.

Le Ministère de l'Agriculture avait créé des bureaux d'immigration. D'abord, en 1915, à la frontière espagnole, bureaux de Sète, de Cerbère, de Hendaye, car les travailleurs agricoles espagnols étaient les plus nombreux et ceux

dont le pays n'était pas belligérant. Puis, en 1916, le Ministère de l'Agriculture créa des bureaux d'immigration à Marseille, à Aramon et à Bordeaux. Enfin, en 1917, il étendit le cercle de ces postes sur la frontière franco-suisse.

D'autre part, le Sous-Secrétariat d'Etat de l'artillerie et des munitions, devenu par la suite le Ministère de l'Armement et des fabrications de guerre, assumait la tâche de pourvoir les usines de guerre.

Dès 1915, l'Italie avait déclaré qu'elle abandonnait la Triplice pour se ranger au côté de la France ; l'Administration française se tourna naturellement vers l'Italie. Des négociations engagées vers mars 1916 aboutirent, le 10 mai, à un accord de principe avec le commissariat royal de l'émigration et le premier contingent de travailleurs italiens arriva en France, au mois de juillet 1914.

Déjà avant 1914 des négociations furent entamées avec l'Italie et la guerre, en interrompant les conversations et les négociations entre le gouvernement italien et le Comité des Forges, n'avait point diminué les prétentions de l'Italie. Elle les avait même renforcées.

Le décret italien du 2 mai 1915 enjoignait, en effet, d'insérer dans les contrats passés avec les employeurs étrangers des clauses visant le droit, pour les inspecteurs italiens d'émigration, de visiter les ateliers, les chantiers et les logements où étaient employés et hébergés des Italiens.

Le gouvernement italien stipulait, en outre, dans les contrats, le droit, pour les consuls italiens, d'intervenir dans les conflits entre leurs nationaux et leurs employeurs, lesquels s'engageaient à ne pas refuser leurs bons offices.

L'homme qui fût mêlé le plus près à ces négociations, M. Nogaro, qui était à cette époque chef du service des travailleurs étrangers, expose ainsi la position que dut pren-

dre la France dans son ouvrage : « La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre ».

Dans un esprit de conciliation amicale, la France admit, pour la durée de la guerre seulement, qu'un officier de la maison militaire italienne à Paris pourrait, en compagnie d'un de ses collègues de l'armée française, visiter les locaux destinés aux ouvriers italiens avant leur introduction. Mais le gouvernement français se mit dans l'obligation de s'opposer à tout droit d'inspection et de juridiction.

En effet, en dehors des principes de droit public qui s'opposaient à voir ainsi une autorité étrangère intervenir sur le sol français dans des conflits juridiques entre Français et étrangers, on se serait heurté à des difficultés pratiques, car les conflits du travail étaient rarement propres aux travailleurs d'une seule nationalité et, d'autre part, vu le grand nombre de nationalités souvent représentées dans un même établissement, un employeur eût dû subir autant d'interventions consulaires et accepter autant de juridictions qu'il y aurait eu de nationalités parmi les ouvriers de son établissement.

Il fut cependant convenu, après de longues négociations, que, conformément aux traditions et aux usages internationaux, les autorités italiennes feraient connaître éventuellement leurs desiderata ou ceux de leurs travailleurs à l'administration française, laquelle, de son côté, s'efforcerait d'aplanir les difficultés en organisant un service de contrôle et d'inspection de la main-d'œuvre étrangère doté de contrôleurs interprètes.

Une fois ces difficultés réglées, l'accord se fit facilement sur les conditions dans lesquelles les travailleurs italiens pourraient être recrutés et employés en France.

Ces conditions furent insérées dans un contrat-type, établi de concert par les autorités des deux pays.

Le contrat-type est une convention dont les termes ont été mûrement pesés et dont la souscription est obligatoire pour les employeurs qui veulent obtenir telle ou telle catégorie de main-d'œuvre.

C'est une sorte de garantie que le salarié aura droit à un certain traitement.

Il précisait la durée du travail quotidien, fixait le tarif des salaires ordinaires. Il comportait une garantie des travailleurs contre les accidents du travail. Les ouvriers avaient droit aux soins médicaux et les frais de voyage étaient à la charge de l'employeur.

Désormais, quiconque voulait obtenir de la main-d'œuvre italienne n'était pas libre d'aller la recruter lui-même en Italie, il fallait qu'il en fit la demande au service compétent qui fut d'abord le service de la main-d'œuvre étrangère au Ministère de l'Armement, service qui passa, par la suite, au Ministère du Travail, lequel transmettait la demande au Commissariat royal de l'émigration. Ce recrutement permit de préciser les conditions d'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France, soit par voie de négociations avec le gouvernement d'origine (ce qui avait été fait avec le gouvernement italien le fut également avec d'autres gouvernements, en particulier avec le gouvernement portugais et le gouvernement grec), soit par voie de réglementation directe.

Enfin, les employeurs s'engageaient à signaler au service de la main-d'œuvre étrangère les départs d'ouvriers, afin de mieux permettre le contrôle de leurs déplacements.

Et pour assurer la stricte application des engagements ainsi souscrits, un service central à Paris, des services lo-

caux en province et aux frontières, sous la forme de commissions de recrutement fonctionnant à l'étranger, furent créés tour à tour.

Le bilan de l'immigration de guerre se chiffrait, pour la durée des hostilités, aux données suivantes : 89.000 avaient été dirigés sur l'industrie, environ 24.000 Grecs, 23.000 Portugais, 15.000 Espagnols, 5.500 Italiens, environ 1.300 Polonais et 13.000 travailleurs d'autres nationalités, y compris les Alsaciens-Lorrains et les Africains du Nord, recrutés librement autrement que par la réquisition militaire.

Quand à l'agriculture, elle avait reçu environ 150.000 personnes. Sur ces 150.000 travailleurs étrangers affectés à l'agriculture, on comptait 114.000 hommes, 22.000 femmes et 13.000 enfants.

En somme, plus de 220.000 travailleurs étrangers avaient été introduits en France, de 1915 à 1918, par les soins des divers services intéressés et répartis dans l'agriculture et dans l'industrie. A la fin des hostilités, dans les usines de guerre, sur un effectif total de 650.000 travailleurs civils, les étrangers étaient au nombre de 127.000, c'est-à-dire 20 % du total, le cinquième des ouvriers civils employés à la défense nationale étaient donc des travailleurs de nationalité étrangère.

Cet effort avait eu un autre résultat. Il avait eu pour effet de mettre sur pied toute une organisation de réception et de contrôle aux frontières.

Un recrutement sélectionné avait été pour la première fois pratiqué.

Les difficultés d'ordre diplomatique, les problèmes d'ordre politique avaient attiré l'attention sur la complexité de

ces questions, en même temps qu'ils avaient servi d'enseignements pour l'avenir.

Enfin, la rédaction de contrat-type avait permis d'imposer définitivement le principe de l'égalité du salaire ainsi que la durée égale du travail et de la protection sociale, qui est la base essentielle et rationnelle d'une immigration systématique, laquelle, si elle ne remplit pas cette condition, se heurtera à la résistance et provoquera inévitablement l'hostilité de la main-d'œuvre nationale.

L'œuvre se trouvait ainsi amorcée, la leçon allait servir ; nous passons à l'étude de l'immigration depuis la guerre.

Section III. — L'immigration ouvrière actuelle

Nous divisons cette période en deux sous-périodes : 1° les mouvements de la population étrangère depuis la guerre ; 2° les mouvements migratoires depuis 1920.

I. — Les mouvements de la population étrangère depuis la guerre (1914-1918)

À la veille de la guerre, la population étrangère en France était de 1.133.000. Ce chiffre représentait une proportion d'environ 2.86 % de la population totale.

Au lendemain des hostilités, dans les 87 départements de 1914, la population étrangère s'élevait à environ 1.400.000 personnes, un peu moins de 4 %, exactement, 3,78 %.

Si l'on y ajoute la population étrangère en Alsace, la population totale de non Français que révélait le recensement de 1921 était d'environ 1.550.000 personnes, c'est-à-dire 3.96 %, presque exactement 4 % de la population d'ensemble du territoire français en entier.

En d'autres termes, tandis que, de 1906 à 1911, la popu-

lation étrangère avait gagné à peu près 12 % de son effectif au point de départ, de 1911 à 1921, pour une période double de longueur, l'augmentation s'était poursuivie à la même cadence, dans les 87 départements d'avant-guerre, puisque la population étrangère s'y était accrue proportionnellement du double en 10 ans, et avait gagné 285.000 unités, ou 25 % de son effectif originaire.

Avec les trois départements nouveaux, l'augmentation s'élevait à environ 400.000 étrangers, c'est-à-dire 37 % du chiffre du départ.

Cette croissance, qui apparaissait aux statisticiens de 1921 comme énorme, allait être très largement dépassée dans la période décennale qui va de 1921 à 1931.

En effet, de 1921 à 1931, le nombre des étrangers dans la population légale est monté, pour l'ensemble du territoire, d'environ 1.500.000 à plus de 2.700.000. L'augmentation est donc d'environ 1.200.000 unités, c'est-à-dire 78 %, trois fois la cadence d'avant-guerre.

Il faut même aller plus loin en ajoutant à cet accroissement de la population d'origine étrangère, les néo-français.

Or, de 1921 à 1931, on a enregistré tout près de 500.000 naturalisés, exactement 490.000 naturalisations volontaires de majeurs, naturalisation des parents, réintégrations dans la qualité de Français.

La loi de 1927 permet d'acquérir ou recouvrer la nationalité française et elle a abouti à faire 500.000 nouveaux Français, étrangers de la veille.

En ajoutant ces 490.000 unités, aux 1.200.000 étrangers recensés en 1931, de plus qu'en 1921, la population étrangère et naturalisée se trouve avoir grossi de près de 1.700.000 personnes.

De 1921 à 1931, la population française s'est accrue de

2.600.000 habitants ; elle est passée de 39.200.000 à 41.000.000.

Si la population s'était accrue par l'excédent des naissances sur les décès, elle aurait gagné 600.000 unités seulement. Or, pendant ces dix ans, l'immigration étrangère ressort à près de 2.000.000 d'individus, soit 192.000 immigrants net par an.

Depuis 1931, la population étrangère a marqué un recul. Le recensement effectué en mars 1936 a révélé une diminution du nombre des étrangers recensés en France. Le nombre des étrangers qui était en fait tout près de 3.000.000, exactement 2.891.000 en 1931, est tombé à 2.453.000 en 1936. La diminution absolue est de 438.000.

Etudions maintenant, dans un paragraphe I, la répartition géographique de la population étrangère ; et dans un paragraphe II, la répartition des étrangers par nationalités.

§ I. — LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ÉTRANGÈRE

La population étrangère résidant en France est loin d'y être répartie selon une proportion uniforme. Certains départements n'ont presque pas d'étrangers, d'autres en comptent jusqu'à près d'un tiers de leur population. Mais cette localisation des étrangers n'a rien d'immuable.

La caractéristique de l'immigration actuelle est la tendance à la dissémination, à la diffusion. Autrefois cantonnée à la périphérie, au voisinage des frontières, la population étrangère pénètre dans des régions où, jusqu'à présent, le nombre des étrangers était infime. En dehors du littoral atlantique et du littoral nord et du centre de la

France, tout le territoire est lentement habité par la population étrangère.

Les départements qui renferment le plus d'étrangers sont les départements des frontières terrestres du Nord-Est et de l'Est, du Sud-Ouest, et ceux du littoral méditerranéen.

Les régions parisienne et lyonnaise forment la pointe avancée de presqu'îles constituées par la population étrangère et qui, se rattachant aux frontières dont elles sont originaires, poussent leur pointe dans le territoire.

On constate la présence de sept groupes géographiques différents d'étrangers : trois groupes réunissant chacun environ un cinquième de la population étrangère, c'est-à-dire au total les $\frac{3}{5}$ de cette population. Ces trois groupes sont :

1° — Le groupe de la région parisienne (départements de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne et de l'Oise). Ces départements renferment à eux seuls 633.000 étrangers, dont 274.000 à Paris.

2° — La région voisine de la frontière belge, le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme, l'Aisne, les Ardennes, la Marne et la Meuse. Ce groupe renferme ensemble près de 500.000 étrangers, dont près de 400.000 dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

3° — La région du littoral méditerranéen qui s'étend depuis les Pyrénées Orientales jusqu'aux Alpes Maritimes et qui compte environ 550.000 étrangers dont plus de 300.000 dans les seuls départements des Alpes Maritimes et des Bouches-du-Rhône. Si l'on y ajoute la région de l'Est : Meurthe-et-Moselle, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Vosges, Territoire de Belfort, Haute-Saône, Haute-Marne, dans laquelle s'agglomèrent plus de 300.000 étrangers, on constate donc que, depuis la frontière terrestre de l'extrême Nord jusqu'à Perpignan, les départements frontières français et

les départements avoisinants réunissent la moitié du total des étrangers recensés en France, et qu'avec l'îlot fort important de la région parisienne, ils constituent ensemble près de 2.000.000 d'étrangers, soit plus de 2/3 du total, puisque ce dernier n'atteignait point 3.000.000.

Le dernier tiers de cette population se répartit dans les zones frontières. Il se divise en trois îlots de 100.000 à 200.000 personnes : le Jura et les Alpes, avec les départements du Doubs, du Jura, de l'Ain, de la Haute-Savoie, de la Savoie, de l'Isère, des Hautes-Alpes, des Basses-Alpes, de la Drôme, qui comptent 80.000 étrangers. La région des Pyrénées et du Bassin de la Garonne ; Ariège, Haute-Garonne, Haute-Pyrénées, Basses-Pyrénées, Gers, Tarn-et-Garonne, Tarn, Lot-et-Garonne et Gironde ; avec un nombre à peu près égal à 177.000.

Cette répartition des étrangers en chiffres absolus se retrouve à peu près identique dans le rapport qui existe entre la population étrangère et la population totale.

Cette distribution révèle d'ailleurs des différences énormes d'une région à une autre. Ainsi, douze départements ont une population étrangère excédant 10 % de l'ensemble de leurs habitants. Dix départements, au contraire, ont une population étrangère inférieure à 1 % des habitants. Cette proportion est de l'ordre de 0.70 % ou de 7 pour mille.

Les départements qui comptent plus de 10 % d'étrangers, qui ont un nombre d'étrangers s'échelonnant de 10 à 40 % sont dans l'ordre d'importance décroissante : les Alpes-Maritimes, où il y a plus de 28 % d'étrangers, la Moselle, 20 % environ, la Meurthe-et-Moselle, 16 $\frac{1}{2}$ %, les Bouches-du-Rhône, plus de 15 %, le Var, 14 $\frac{1}{2}$ %, le Pas-de-Calais 13 $\frac{1}{2}$ %, l'Aube, 12 $\frac{1}{2}$ %, l'Hérault 12 %, les Pyrénées-Orientales 12 $\frac{1}{2}$ %, l'Isère 11 $\frac{1}{2}$ %.

Les populations étrangères sont denses dans les régions frontalières, où les communications sont faciles entre le pays d'origine et la France. Dans celles où la montagne constitue un obstacle physique au déplacement, obstacle économique à l'exploitation agricole, obstacle démographique à l'habitation, l'immigration étrangère est alors relativement faible comparée aux départements voisins.

Par exemple les Hautes-Alpes, et les Hautes-Pyrénées n'ont une population étrangère que de l'ordre de $4\frac{1}{2}$ %, alors que les Basses-Alpes en comptent près de 8 % et l'Isère, plus de 11 %.

De même, les Basses-Pyrénées et la Haute-Garonne ont une population étrangère de 6 à 7 %.

Ce sont celles aussi où la main-d'œuvre trouve aisément un emploi en raison de l'activité agricole, industrielle ou commerciale.

On peut conclure avec M. Deffontaine qui a discuté la question dans un rapport présenté au congrès du Redressement français, dans lequel il s'explique en ces termes : « La France n'est pas uniformément un pays d'immigration. Toute la zone océanique est une zone sans immigrants, et, parfois même une zone d'émigrants, Basques, Bretons, Normands. La seule région où l'immigration est importante, active, est la France méditerranéenne. Il faut donc opposer une France océanique à une France continentale au point de vue démographique. L'inégalité de répartition n'est rien comparativement à l'inégalité de composition de cette immigration et à la variété des statuts des immigrants ».

Et l'auteur ajoute : « Il est impossible de parler de l'immigration en France, en général. Il y a des régions d'immigration qui ont chacune leur variété d'immigrants, leur genre de situation familiale, et pour chacune de ces régions,

il est besoin d'une politique d'immigration particulière et aussi d'une politique démographique ».

C'est une observation d'une grande profondeur et qui montre avec quel soin il faut assouplir la politique d'immigration française.

§ II. — LA RÉPARTITION DES ÉTRANGERS PAR NATIONALITÉS.

La composition par nationalité d'origine de la population étrangère ainsi distribuée géographiquement est la plus variée. Le tableau suivant résume les résultats de ces observations pour les recensements de 1921 et de 1931.

Nationalité	1921	1931	Différence %
Italiens	451.000	808.000	+ 79
Polonais	47.000	508.000	+ 980
Espagnols	265.000	352.000	+ 33
Belges	349.000	254.000	— 27
Africains français ...	38.000	102.000	+ 168
Suisses	90.000	98.000	+ 9
Russes	32.000	72.000	+ 120
Allemands	75.000	72.000	— 4
Britanniques	47.000	49.000	+ 4
Portugais	11.000	49.000	+ 350
Tchécoslovaques	5.608	47.000	+ 730
Turcs	5.000	36.000	+ 620
Yougoslaves	16.000	32.000	+ 100
Arméniens		29.000	
Luxembourgeois	29.000	21.000	— 27
Divers	54.000	225.000	+ 317
Total :	7.532.000	2.715.000	+ 78

Comme à l'époque des précédents recensements, les Italiens constituent encore la colonie étrangère la plus importante. Elle compte 808.000 représentants, formant à eux seuls 30 % des étrangers sur le territoire français.

Les quatre groupes nationaux dont le nombre total des représentants dépasse 100.000 unités, sont : les Polonais, avec 508.000 représentants, les Espagnols, 352.000, les Belges, 254.000, les sujets français de l'Afrique du Nord (Algériens, Tunisiens, Marocains), 102.000.

Les Suisses, les Allemands et les Russes comptent plus de 50.000 ressortissants. S'échelonnent ensuite par ordre décroissant entre 50.000 et 20.000 : les Britanniques, les Portugais, les Tchécoslovaques, les Turcs, les Yougoslaves, les Arméniens et les Luxembourgeois. L'effectif des autres colonies étrangères en France est inférieur à 2.000 unités.

Cet ordre est sensiblement différent de celui que révélait le recensement de 1921. A cette date, les Belges occupaient le deuxième rang, venant immédiatement après les Italiens ; le troisième rang était occupé par les Espagnols ; les Polonais ne venaient qu'en sixième lieu avec les Britanniques, et ils étaient dépassés par les Suisses et Allemands.

Aujourd'hui, les Polonais se classent au deuxième rang. Leur effectif a monté de 1921 à 1931, de 461.000 personnes.

Approchant seuls de cette augmentation, les Tchécoslovaques dont le nombre a grossi de 730 %, les Turcs, dont l'effectif s'élève de 620 %, les Portugais, qui voient le nombre de leurs représentants grossi de 350 %.

La moyenne de l'accroissement total des étrangers en France entre 1921 et 1931 est de 78 %.

En dehors des nationalités qui viennent d'être classées, sont au-dessous de cette proportion : les Nord-Africains avec

168 % d'accroissement, les Russes, 120 %, les Yougoslaves 100 %, les Italiens 79 %.

Se rangent aussi au-dessous : les Espagnols, 33 %, les Suisses 9 %, les Britanniques 4 %, presque stationnaires.

Sont en recul, les Belges, avec près de 100.000 représentants de moins (27 %) les Luxembourgeois 27 % de moins et les Allemands 4 % de moins.

Sur l'ensemble du territoire, les Italiens forment un peu moins du tiers de la population étrangère totale, 30 % ; les Polonais un peu moins d'un cinquième, 19 % ; après eux se rangent les Espagnols 13 %, les Belges 9 %, les Africains sujets français 4 %, les Russes et les Allemands, 3 % chacun du total des étrangers présents.

Cette répartition est encore plus différente de la répartition de l'immédiate avant-guerre. Elle reflète la profonde transformation intervenue dans la politique d'immigration de la France.

Les Italiens ont conservé leur part proportionnelle pour des raisons diverses : professionnelles, géographiques ; ils étaient 30 % avant la guerre, ils sont encore 30 % aujourd'hui.

La proportion des Belges a diminué. Avant la guerre, ils étaient 23 %, aujourd'hui, ils ne sont plus que moins de 10 %. Les Espagnols sont aussi en recul, ils comptaient 17 % de la colonie étrangère avant la guerre, ils n'en forment plus que 13 %.

Les Allemands qui étaient au nombre de 5 % ne sont plus aujourd'hui que 2,7 % et le recul est sensible pour les Britanniques, pour les Grecs, les Hollandais, pour les Luxembourgeois et pour les Suisses.

Au contraire, les autres colonies étrangères empruntant leurs représentants à des éléments beaucoup plus éloignés

de la France, mais qui, pendant la guerre avaient fait l'objet de recrutement massif, voient ces éléments grossir : les Polonais passent de 3 à 19 % du total, les Africains sujets français sont au nombre de 3,8 contre 2,4 ; les Portugais, les Hongrois, les Roumains, les Serbes, les Bulgares, les Tchécoslovaques et les Turcs voient aussi grossir leurs effectifs.

Au total, en rapportant les diverses colonies étrangères à la population présente totale, on constate que, sur 1.000 personnes recensées en France en 1931, on compte à peu près 20 Italiens, 12 Polonais, 9 Espagnols, 6 Belges, 2 Suisses, 2 Africains du Nord, 3 Allemands ou Russes, 1 Britannique, 1 Portugais, 1 Roumain, 1 Yougoslave ou Bulgare, 1 Tchécoslovaque, 1 Turc, 1 Asiatique ou Océanien.

En 1911, il n'y avait que 11 Italiens, 7 Belges, 2 Allemands, 2 Suisses, 1 Britannique, 1 Russe. En tout, en 1911, on trouvait à peu près 30 étrangers pour 1000, tandis qu'en 1931, on en comptait 66 pour 1000.

II. — Les mouvements migratoires en France depuis 1920

Ayant ainsi étudié la physionomie, la répartition géographique de la population étrangère en France, nous allons maintenant rechercher quel a été entre 1921 et 1931, le mouvement, la progression de cette immigration.

Nous allons, à cet effet, procéder de la façon suivante, en étudiant :

- 1° — L'étude de la représentation graphique des mouvements migratoires d'entrée et de sortie ;
- 2° — La répartition des introductions par nationalité ;
- 3° — La répartition des immigrants dans les différentes professions industrielles, commerciales et agricoles.

§ I. — L'ÉTUDE DE LA REPRÉSENTATION GRAPHIQUE
DES MOUVEMENTS MIGRATOIRES D'ENTRÉES ET DE SORTIES

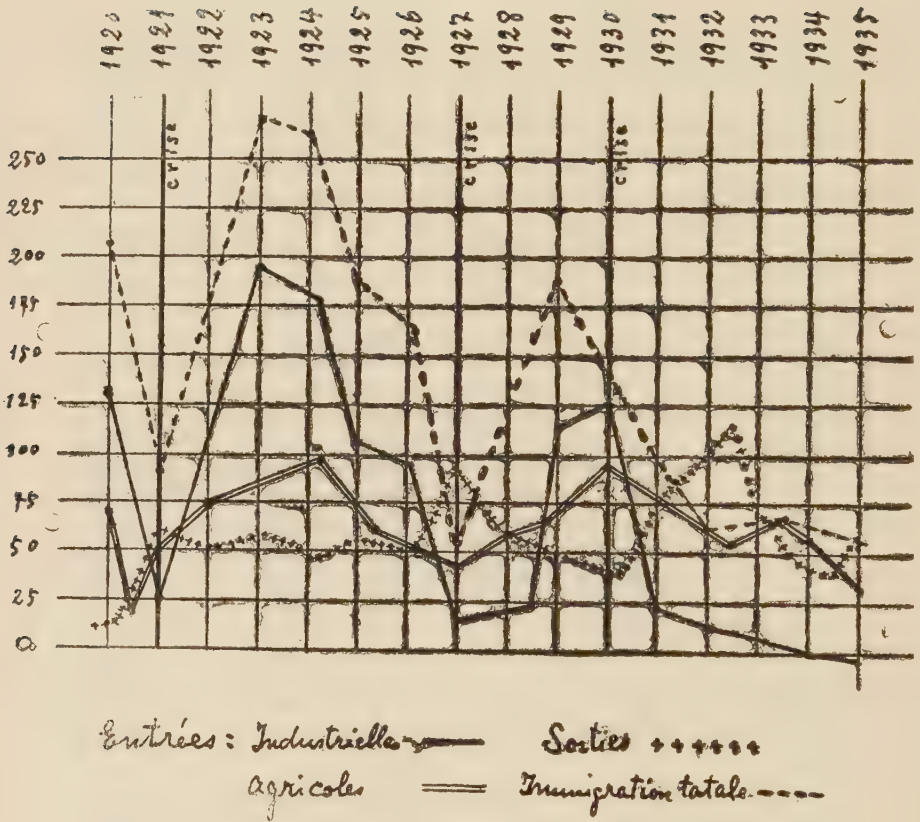
Nous procédons des deux façons que voici :

D'abord, nous dressons un tableau numérique, ensuite, nous le présentons sous la forme graphique.

Dressons donc tout d'abord un tableau de chiffres, nous passerons ensuite à la représentation graphique.

A) *Mouvements migratoires en France, de 1920 à 1935.*

Années	Introductions		Total	Sorties	Solde en + en —	
	Ind.	Agric.				
1920	131.000	71.000	202.000	12.000	+	190.000
1921	26.000	56.000	82.000	62.000	+	10.000
1922	108.000	74.000	182.000	50.000	+	132.000
1923	184.000	79.000	263.000	60.000	+	203.000
1924	173.000	90.000	263.000	48.000	+	215.000
1925	104.000	72.000	176.000	54.000	+	122.000
1926	99.000	63.000	162.000	49.000	+	113.000
1927	19.000	46.000	65.000	88.000	—	25.000
1928	36.000	62.000	98.000	54.000	+	44.000
1929	111.000	68.000	179.000	39.000	+	140.000
1930	129.000	93.000	222.000	44.000	+	178.000
1931	26.000	76.000	102.000	93.000	+	9.000
1932	13.000	57.000	69.000	108.000	—	39.000
1933	12.000	62.000	74.000	49.000	+	25.000
1934	11.000	60.000	71.000	40.000	+	31.000
1935	10.000	46.000	56.000	67.000	—	11.000
Total	1.192.000	1.075.000	2.267.000	920.000	+	1.3474.000



Ce tableau numérique et la courbe qui représente les mouvements d'entrée et de sortie des travailleurs étrangers appellent une première observation.

Deux périodes à distinguer :

1° Une période normale qui va de 1920 à 1930 ; elle est normale, parce que la courbe, tout en ayant des hauts et des bas fort accentués, n'en arrive pas moins à une sorte de stabilité indicative des besoins moyens annuels de la France en main-d'œuvre.

2° Une période exceptionnelle et critique qui commence en 1931.

Une deuxième observation vise la confiance que l'on peut accorder à ces statistiques.

Notons que pour des travailleurs entrants, il ne comprend que les ouvriers qui font leur déclaration au moment de pénétrer en France.

B) *Représentation graphique du mouvement migratoire en France de 1920 à 1925 (en milliers) (1)*

L'immigration industrielle.

Après les fortes introductions du temps de guerre, l'immigration industrielle ne reprit sérieusement qu'en 1920. De plus, c'est à partir de cette date qu'il fut tenu compte de cette immigration par les bureaux d'immigration organisés et réorganisés.

La courbe des introductions contrôlées globales nous indique que l'année 1920 ouvre la période par une immigration énorme, 202.000 étrangers pénètrent en douze mois sur le territoire français, dont 131.000 sont destinés à l'industrie, au commerce et 71.000 environ sont dirigés vers l'agriculture.

Pendant la période décennale 1920-1930, l'immigration industrielle dépasse très fortement l'immigration agricole. L'immigration industrielle est de plus de 1.000.000 personnes, tandis que l'immigration agricole est au moins de 800.000 personnes. En somme les ouvriers industriels représentaient 60 % du total et les agriculteurs 40 % ; pendant la période immédiate d'après-guerre, les ouvriers industriels et mineurs dépassèrent 70 % de l'immigration, 30 % seulement étant destinés à l'agriculture.

(1) V. Supra, P. 46.

En revanche, l'immigration agricole a, sur l'immigration industrielle, une supériorité que révèle le graphique, une régularité beaucoup plus grande, une stabilité beaucoup plus grande. En effet, tandis que l'immigration agricole oscille entre un maximum de 93.000 environ en 1930 et un minimum de 46.000 en 1927, en d'autres termes, tandis que la variation est du simple au double, qu'elle égale 100 % entre le maximum et le minimum, tandis que l'écart en plus est de 47 % et que l'écart en moins est de 27 %, pour la période de 7 ans 1921-1927, au contraire, l'immigration industrielle s'échelonne entre une maximum de 184.000 introductions en 1923 et un minimum de 19.000 environ en 1927.

On voit que l'immigration industrielle subit, beaucoup plus que l'immigration agricole, l'influence des variations de la conjoncture économique. La preuve est que depuis le début de la crise, en 1931, l'immigration industrielle a été réduite à rien, tandis qu'au contraire, l'immigration agricole s'est à peu près maintenue à son taux normal (voir le graphique).

§ 2. — LA RÉPARTITION DES INTRODUCTIONS PAR NATIONALITÉS.

Dans cette immigration globale de près de deux millions d'individus enregistrés entre l'année 1921 et les années 1934-1935, les diverses nationalités auxquelles la France fait appel sont représentées dans une proportion correspondant approximativement à leur importance relative dans l'ensemble de la population étrangère résidant en France.

Toutefois, la cadence des entrées de chaque nationalité n'est pas constante. Certaines nationalités tendent à prendre une place grandissante dans l'immigration, alors que d'autres voient au contraire leur effectif en recul.

Il y a là, un grand nombre de raisons : ces mouvements, ces départs, ces introductions sont à la fois le résultat d'une politique prudente de la part des autorités françaises, et ils sont aussi fonction de la politique adoptée par les pays auxquels ces ressortissants appartiennent.

Ces 1.800.000 introductions se distribuent ainsi : d'abord, les Italiens sont encore en tête, à peu près 600.000, environ 33 % du total. Les Belges viennent ensuite, environ 300.000, c'est-à-dire 17,5 %. Les Polonais les dépassent avec 383.000, environ 22 % du total. Les Espagnols en approchent avec 280.000, environ 16 % du total. Les Portugais font excellente figure étant donné surtout la faiblesse de la population portugaise, environ 74.000 entrées représentant 4 % du total. Les Tchécoslovaques figurent en rang honorable avec environ 51.000 représentants, c'est-à-dire tout près de 2 %. Quant aux autres nationalités, elles forment la différence entre 1.800.000 et les chiffres que nous venons d'indiquer, c'est-à-dire à peu près 112.000, environ 6 % du total.

Au début les Italiens emportent très largement dans cette répartition sur toutes les autres nations. Les Polonais sont très en arrière et les Espagnols occupent le deuxième rang. Au contraire, à la fin de la période, la répartition est beaucoup plus équilibrée, grâce au fait que l'appoint des éléments de l'Europe centrale, de l'Europe orientale s'est accentuée, tandis qu'au contraire la quote-part des éléments de l'Europe méridionale s'est ralentie.

	1929	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Italiens	42,6	14,5	29,3	41,8	38,7	31,2	23,5	17	18,8	15,8	26,2
Belges	14,2	32,6	12,7	12,6	15,1	23,6	25,5	50	35	15,1	10,7
Polonais	9	14,2	19,2	21	15,6	17,4	32,9	16	25,5	31,8	24,8
Espagnols ..	28,7	35	23,8	11,3	12	11	6	14	13,5	10	10
Portugais	3,7	1,3	4,5	4,4	5,4	3,5	1,5	0,4	0,9	7,8	7,8
Tchécoslov. ...	0,6		4	1,7	3,9	3,5	2,9	1,3	2,7	4,7	5,7
Divers	2,2	2,4	10,1	7,2	9,3	11,8	7,7	1,3	3,6	14,8	14,8

D'après ces chiffres, on voit que les Italiens forment, en 1920, 42,6 % des introductions totales enregistrées dans l'année. En 1930, ils ne sont plus que 26,2 %. Les Belges, à l'origine, forment 14,2 % des introductions, la dernière année, moins de 11 %. Les Polonais qui, au début n'étaient que 9 % de l'effectif total introduit, sont 25 % au point d'arrivée. Les Espagnols qui étaient près de 29 %, ne sont plus que 10 % à l'arrivée. Les Portugais qui étaient de 3,5 % forment près de 8 %. Les Tchécoslovaques qui ne donnaient pas 1 % du total des immigrés, en fournissent près de 6 % à la dernière période. Quant aux nationalités diverses, dont le total représentait à peine 2 % de l'ensemble de l'introduction en 1920, en 1930 elles arrivent à en constituer près de 15 %.

En laissant de côté l'année 1921, qui a été marquée par une crise profonde, on constate qu'en 1920 et en 1922-25, les Italiens formaient jusqu'à 43 % de l'immigration totale, que les Espagnols et les Polonais formaient plus du quart du total, alors que, par conséquent, le groupe de l'immigration italienne méridionale, latine, constituait plus des 2/3 et, à certains moments, près des 3/4 de l'immigration totale. A partir de 1924, le dosage tend à se modifier. L'élément continental, les éléments empruntés à la Tchécoslovaquie, à la Yougoslavie, à la Pologne, tendent à prendre la place des éléments latins, des éléments méridionaux ou méditerranéens. Les Belges sont remarquables au début par la constance de leur proportion, sauf en 1920 et en 1921, années d'immigration exclusivement agricole, où leur proportion s'élève à 33 et 50 %, et une fois la Belgique stabilisée, s'abaisse en 1925 et en 1926 à 25 %. Les Polonais manifestent la progression la plus forte et la plus constante, sauf en 1927 et à partir de 1926 où ils enlèvent ou tout au moins ils disputent de très près la première place aux Italiens ; avec leurs 50.000

immigrants, sur 162.000, ils priment les introductions italiennes.

Enfin, les Tchèques manifestent eux aussi un mouvement ascendant qui les fait passer de $\frac{1}{2}$ à près de 6 %.

La composition de l'immigration tend donc à se modifier. Les éléments assez proches de la France tendent à prendre le second rang.

Certains facteurs peuvent intervenir dans ces variations de la composition ethnique, nationale de l'immigration. Ainsi, la nature des emplois auxquels les diverses nationalités sont affectées joue un rôle, certains éléments étant plus enclins à l'agriculture d'autres à l'industrie. Par exemple : les Espagnols et les Belges sont attirés vers l'agriculture ; par conséquent, si au cours de certaines années, l'industrie voit fléchir ses introductions, ce qui s'est passé depuis 1930-1931, l'agriculture étant alors la seule à faire appel au concours étranger, il est tout naturel que les éléments qui constituent l'appoint de l'agriculture voient grossir leurs effectifs proportionnels ; la Belgique et l'Espagne reprendront une place meilleure, comparable à celle qu'elles avaient autrefois.

Au contraire, si c'est l'industrie qui est florissante, c'est alors l'immigration industrielle qui prédomine et par conséquent, ce sont les éléments constitutifs essentiels de cette immigration qui vont former le gros appoint de l'introduction, les Polonais, les Italiens, les Tchécoslovaques. Par exemple : sur 550.000 Espagnols et Portugais qui immigraient de 1920 à 1930, la moitié, 250.000 environ, ont été affectés à l'agriculture, alors qu'au contraire, sur 572.000, Italiens industriels, 161.000 seulement, c'est-à-dire moins de $\frac{1}{5}$, s'y sont dirigés. Chez les Belges, le partage est à peu près égal, 192.000 employés dans l'agriculture, 54 % sur 353.000 introduits, chez les Tchèques, 26 sur 47 %, chez les

Polonais, l'immigration industrielle domine (148.000) sur l'agriculture (30 %), mais l'affectation agricole grossit, notamment depuis la crise, et surtout depuis l'emploi grandissant de la main-d'œuvre féminine d'origine polonaise.

Il en résulte que, les années de crise industrielle, l'immigration des éléments nationaux destinés à l'industrie fléchit : c'est le cas des Italiens.

§ 3. — LA RÉPARTITION DES IMMIGRANTS DANS LES DIFFÉRENTES
PROFESSIONS INDUSTRIELLES ET AGRICOLES.

Après cette étude numérique, nous allons maintenant étudier la décomposition professionnelle des travailleurs étrangers occupés en France. A cet effet, nous étudierons d'abord les travailleurs étrangers dans l'industrie et ensuite, dans l'agriculture.

A) *Les travailleurs étrangers occupés dans
l'industrie française*

De 1920 à 1930, l'immigration totale a été, en gros, de 1.900.000. L'agriculture en a absorbé environ 775.000. L'industrie à peu près 1.125.000.

Les principales branches d'activités employant le plus grand nombre d'ouvriers étrangers sont les suivants :

Dans le terrassement et la construction en pierre, le nombre d'ouvriers étrangers employés est de près de 200.000 (178.000).

Dans les mines et les minières, 142.000. Dans les forêts et l'agriculture, 119.000. Dans le travail de la métallurgie proprement dite, 57.000. Dans les travaux de pierre et de terre à feu, 42.000. Dans l'industrie textile, 30.000.

Ces chiffres sont relatifs aux hommes. Quant aux femmes,

c'est parmi les domestiques qu'on en trouve le plus grand nombre, 50.000. Dans le textile, 33.000. Dans l'agriculture, 32.000.

Parmi les nationalités qui comptent le plus grand nombre de ressortissants dans les diverses activités professionnelles, on trouve encore que les Italiens viennent en tête, avec 475.000 professionnels. En France, près de 500.000 Italiens exercent une activité professionnelle. Ils ont les plus grands effectifs dans les professions industrielles, 250.000 hommes sur 383.000, c'est-à-dire 65 %.

Les Italiens prédominent dans le bâtiment, 125.000 hommes dont 104.000 ouvriers, forment plus du 1/6 des ouvriers travaillant dans ces industries.

Sur 6 ouvriers en France, il y a 1 Italien dans le bâtiment. Dans les métaux ordinaires 17.000, dans l'industrie du bois, à peu près autant, dans le travail des pierres à feu, la métallurgie et la mine. Quant aux femmes, il y en a 35.000 sur 92.000, c'est-à-dire 38 % dans l'industrie.

Sur les Polonais, au nombre de 233.000 employés en France, 93.000 (40 %) sont occupés dans les mines. On en trouve également 22.000 dans les métaux, 18.000 dans la métallurgie.

Les Polonaises, elles, sont nombreuses dans les industries textiles, les services domestiques, l'agriculture.

Les Espagnols se divisent en deux groupes, d'un côté le groupe industriel avec 25.000 représentants, d'un autre côté, l'agriculture et le commerce avec 77.000 représentants pour les deux groupes. Ils sont surtout terrassiers, maçons, métallurgistes, céramistes, ouvriers textiles.

Plus de la moitié des Belges sont employés dans l'industrie. Leur activité est variée : on en trouve dans les métaux, la métallurgie, le textile. Mais on en trouve aussi dans le com-

merce et la banque, comme domestiques et comme agriculteurs.

Les Africains, sujets ou protégés français, sont au nombre de 56.000 dont 35.000 dans les industries de transformation, la manutention et les mines.

Les Suisses, au nombre de 61.000, sont employés surtout dans l'industrie, les transports, le commerce et l'agriculture. Ils sont généralement très recherchés dans les professions commerciales et bancaires.

Dans cet ensemble d'activités économiques de la nation française, deux méritent l'attention des Français, car ce sont celles qui sont délaissées à l'heure actuelle, le plus volontiers, par la population de la France, à savoir : les mines et l'agriculture. Nous chercherons à déterminer dans quelle mesure la main-d'œuvre étrangère compense la déficience des travailleurs français.

En 1931, dans l'ensemble des exploitations minières françaises de toute sorte, telles que la houille, la lignite, la potasse, le fer, le cuivre, l'or, le sel gemme, etc... l'ensemble des exploitations minières emploient un effectif total d'environ 357.000 travailleurs.

Sur ce nombre, les étrangers figuraient pour 147.000, c'est-à-dire 42 %, ou près de la moitié. C'est de beaucoup la branche où prédomine l'élément étranger et maintenant que la richesse minérale de la France est accrue par le retour de l'Alsace et de la Lorraine, maintenant que la richesse minérale est un des principaux éléments de son actif national, on peut se demander ce que deviendrait la production de la France sans l'appoint des ouvriers étrangers !

En 1926, les mines de houille, de lignite et de potasse occupent 139.000 ouvriers environ, sur un total de 305.000. Par conséquent, dans cette catégorie particulière d'exploitation

minière, 46 % de l'effectif est composé d'étrangers. Les mines de métaux en occupent une proportion beaucoup plus forte encore, près de 32.000 sur 58.000, c'est-à-dire 54,5 %. Dans les mines de métaux, la fraction étrangère de la population ouvrière l'emporte sur la fraction française.

Ces proportions globales sont d'ailleurs largement dépassées dans certaines mines en particulier. Par exemple les mines d'Ostrécourt, dans le Pas-de-Calais, emploient environ 4.000 ouvriers étrangers, représentant à peu près 62 % de leur effectif total. Parmi les ouvriers qui travaillent au fond de la mine, les 3/4 sont des étrangers, 1/4 seulement étant constitué de Français, ceux-ci préférant le travail au jour, moins pénible.

Les groupes géographiques les plus importants chez les ouvriers mineurs se rencontrent dans le Pas-de-Calais, qui comptait, en 1931, 53.000 ouvriers étrangers ; la Moselle, 22.000 ; le Nord, 23.500. Celui-ci offre, d'ailleurs, ce contraste avec l'avant-guerre, qu'en 1913 il n'occupait que 3.500 ouvriers étrangers, tandis que, depuis l'après-guerre, cet effectif de travailleurs venus du dehors s'est accru chez lui de 20.000 ; et dans le Pas-de-Calais, la proportion a été plus forte encore.

La Loire, pays aux mines très riches, comporte 7.000 mineurs étrangers.

Les mines de potasse du Haut-Rhin occupent 3.000 ouvriers étrangers.

Enfin, on trouve des agglomérations notables dans le Gard, 4.500 ; dans l'Aveyron, 2.500 ; dans le Tarn, 2.300.

Passons à la décomposition de ces ouvriers étrangers d'après la nationalité à laquelle appartiennent les ressortissants, d'après cette vue d'ensemble. Nous constatons que les Polonais forment de beaucoup l'élément national le plus

nombreux. Les Polonais figurent parmi les étrangers pour 92.000. Ceci tient à deux raisons : d'abord à ce que, lorsqu'après la guerre, la France a été obligée de faire appel à la main-d'œuvre étrangère, comme main-d'œuvre d'appoint dans la mine, les premiers travailleurs qui ont été offerts à la demande de la France étaient des ouvriers polonais travaillant dans les mines de Westphalie.

D'un autre côté, la Pologne, pays riche en minerais, possède de nombreuses mines, et, par conséquent, lorsqu'après la guerre la France a été obligée de combler les vides creusés dans sa population minière par la guerre, c'est naturellement à la Pologne que le gouvernement français s'est adressé.

Viennent ensuite les Italiens, au nombre de 15.000 surtout employés en Meurthe-et-Moselle.

Les Allemands sont au nombre de plus de 8.000. Les Espagnols 15.000. Les Belges, 3.000. Les Tchécoslovaques 4.000. Les Yougoslaves, les Algériens et Marocains, 4.000. Les Hongrois, 1.500.

Quant aux mines de métaux, deux groupements géographiques occupent la quasi-totalité de la population ouvrière étrangère, dans le bassin du Rhin, la Meurthe-et-Moselle, la Moselle et la Meuse qui en emploient 11.500, à savoir 5.000 Italiens et 5.500 Polonais. La Saône-et-Loire en a 4.300.

D'autre part, la grosse métallurgie présente un remarquable échantillonnage de travailleurs étrangers. On n'y trouve pas moins de 32 nationalités différentes. La répartition des ouvriers étrangers employés dans cette branche d'activité industrielle est la suivante : plus de 50.000 Italiens, plus de 22.000 Belges, 44.000 Polonais, 16.000 Espagnols. Environ 10.000 Suisses. A peu près 11.000 Russes. Environ 2.500 Luxembourgeois, 5.500 Tchécoslovaques. Plus de 5.000 Allemands. Plus de 6.000 Portugais, 16.500 Marocains, Algé-

riens et Tunisiens. Environ 20.000 de nationalités diverses. Au total, près de 200.000 travailleurs de nationalités étrangères occupés dans les industries métallurgiques ou les industries connexes.

Dans les forges et taillanderies, la proportion est moindre de plus de moitié, environ 20.000 sur 140.000 (proportion 14 %).

Dans les métaux et dans la mécanique, la proportion est plus faible, puisqu'elle n'est que de 131.000 sur plus d'un million, c'est-à-dire 13 %.

Cette masse de population ouvrière étrangère se localise dans les départements où se trouve le plus grand nombre d'usines, d'ateliers, d'exploitations. Le Nord en occupe 23.000 ; la Meurthe-et-Moselle 21.000 environ ; la Moselle 18.000 ; le Rhône 3.000 ; les Ardennes 7.000 ; la Seine-et-Oise, le Doubs, l'Isère 6.000 chacun, et enfin la Loire 5.000.

Près de 50.000 travailleurs étrangers, soit le 1/6 des travailleurs étrangers environ se livrent à la métallurgie. L'importance de cet appoint étranger, de beaucoup le plus notable après celui des mines ; de même que l'extrême variété des échantillons humains représentés dans les usines métallurgiques de la France, tient à ce que la plupart des étrangers y sont employés comme manœuvres et que la seule qualification exigée d'eux n'est point tant professionnelle que physique.

Dans la construction mécanique, l'emploi des machines-outils perfectionnées, la subdivision du travail facilitent le recours aux étrangers. Souvent, le travailleur d'aujourd'hui est un simple servant de la machine, et ceci rend indifférents les employeurs à la qualité « nationalité » de ceux qu'ils occupent. Il en résulte que le nombre des étrangers et le nombre des manœuvres augmente.

En 1926, une grande maison d'automobiles de la région parisienne occupait, dans ses trois usines, 13.000 ouvriers, dont plus de 4.000 étrangers, près de 1/3 de la main-d'œuvre d'autrefois dans cette usine mécanique qui, anciennement, impliquait une haute qualification professionnelle de son personnel, et par conséquent, le recours presque exclusif à la main-d'œuvre française, cette grande industrie arrive à avoir presque autant d'ouvriers étrangers que la grosse métallurgie, 32 %.

Les deux éléments dominants étaient les Russes, qui formaient de 5 à 13 % du total dans chacune des trois usines et les Africains du Nord, de 7 à 10 %, suivis des Italiens, 2 à 3 % et des Arméniens, 2 à 3 %.

Pour la reconstitution des régions libérées, la France a dû faire appel, aussi, aux travailleurs étrangers.

Au moment où les travaux battaient leur plein dans les régions libérées, c'est-à-dire en septembre 1922, les chantiers y occupaient 300.000 ouvriers du bâtiment.

Sur ces 300.000 ouvriers du bâtiment, 125.000 étaient des étrangers, c'est-à-dire 44 %.

Les plus nombreux, comme toujours, c'étaient les Italiens, à peu près 80.000.

Viennent ensuite les Belges, 27.000 ; les Portugais, 10.000 ; les Espagnols, 6.500 ; les Polonais, 6.000 ; les Tchécoslovaques, 1.600 environ, et diverses nationalités, environ 4.000.

Dans l'industrie du bâtiment, on compte à l'heure actuelle 213.000 spécialistes étrangers environ qui y sont occupés.

Les Italiens y forment plus de la moitié, 125.000 ; les Espagnols, 24.000 ; les Belges, 11.000 ; les Portugais, 14.000 ; les Polonais, 12.000 ; les Suisses, 4.000 ; les Allemands, 5.000.

Dans la région parisienne, le nombre des travailleurs

étrangers occupés dans le bâtiment est fort important, 42.000 environ, dont 25.000 Italiens.

Enfin, quoique numériquement peu importante, une branche d'activité commerciale et industrielle mérite l'attention, parce que c'est sur elle que se concentre, la plupart du temps, l'hostilité de la main-d'œuvre nationale. Cette industrie est l'industrie hôtelière, hôtels et restaurants.

Ici, ce n'est pas dans la statistique générale de la France que nous irons chercher les renseignements relatifs à l'activité étrangère dans cette branche de l'économie nationale française. C'est dans une enquête faite par le Ministère du Travail, en 1926, que nous allons les consulter. Elle nous apprend qu'environ 11.000 hôtels, occupant ensemble 34.000 personnes, sont exploités dans 54 villes, dont 41 stations hydrominérales, balnéaires, climatiques, touristiques, réparties sur l'ensemble du territoire de la France.

Les groupes les plus importants sont : Paris, avec 50 hôtels occupant ensemble 8.000 personnes.

La Côte d'Azur, 85 hôtels occupant ensemble 4.300 employés.

Les Pyrénées, 212 hôtels, occupant ensemble 2.500 employés.

Le Massif Central, 80 hôtels occupant au total 2.500 employés.

Au total, la proportion de la main-d'œuvre étrangère dans chaque région s'exprime ainsi par ordre décroissant : dans les stations thermales du Massif Central, personnel étranger, 56 % ; Côte d'Azur, 43 % ; Alpes, 41 % ; Marseille, 28 %, Vosges, 28 % ; Normandie, 20 % ; Côte de l'Océan, 20 % ; Paris, 14 % ; Pyrénées, 12 %.

B) *La main-d'œuvre étrangère
dans l'agriculture française* (1).

L'agriculture, comme l'industrie minière, est aujourd'hui de plus en plus délaissée par la population française.

En 1921, le recensement avait révélé la présence dans l'agriculture de 145.000 étrangers environ.

En 1927, l'enquête du Ministère de l'Agriculture signalait que la population étrangère occupée dans l'agriculture était de 253.000 personnes et ce chiffre est tout à fait voisin de celui relevé par le recensement de 1931 : 256.000.

En 1922, on comptait en France, environ 12.000 exploitants étrangers occupant au total à peu près 334.000 hectares.

En 1927, une enquête de même nature avait abouti à la constatation suivante : le nombre des exploitants étrangers était de 92.000 cultivant au total 586.000 hectares.

Par conséquent, le nombre des exploitants avait augmenté de près de 6 fois, la superficie cultivée n'ayant augmenté que de 70 %.

D'après l'enquête agricole de 1929, les salariés étrangers étaient au nombre de 227.000 sur un total de salariés agricoles de 2 millions environ.

L'effectif des travailleurs étrangers employés dans l'agriculture forme à peu près 11,5 % du total des salariés occupés dans cette branche.

Toutes les natures de culture, toutes les spécialités professionnelles ne recourent pas, dans la même mesure, à l'appoint étranger. Ainsi par exemple, dans les exploitations

(1) Lire MM. Albert DEMANGEON et Georges MAUCO : *Les Etrangers dans l'Agriculture française*.

agricoles et viticoles, les étrangers forment à peu près 13 % du total des salariés, dans les exploitations horticoles, le nombre des salariés étrangers occupés est de 16 % et dans les exploitations forestières, exploitations pénibles, on retrouve, une fois de plus, la preuve de la tendance de la main-d'œuvre étrangère, à remplacer la main-d'œuvre française, la proportion de la main-d'œuvre étrangère y est de 18 %.

Parmi ces étrangers, collaborateurs à la prospérité de l'économie nationale française, 5.000 sont des maîtres-valets, des contre-maîtres, des commis.

20.000 environ sont des charretiers, des bouviers, des laboureurs.

8.500 sont des vachers.

1.500 sont des bergers.

22.000 sont des vigneron.

200 des mécaniciens.

Enfin, parmi les domestiques, on trouve : 18.000 femmes étrangères contre 184.000 femmes françaises, occupées comme domestiques dans l'agriculture et 48.000 domestiques hommes étrangers contre 482.000 domestiques français.

Quant aux exploitations, l'enquête de 1929 a révélé que, contre environ 2.700.000 Français qui faisaient valoir directement leur domaine, 19.000 étrangers seulement exploitaient leur domaine, en qualité de propriétaires, 13.000 étrangers occupaient leur domaine en qualité de fermiers, contre 715.000 Français occupant le sol en la même qualité, et enfin 9.000 étrangers étaient des métayers alors que le nombre des Français occupant le sol en cette qualité, était de 190.000 environ.

Au total, par conséquent, si le nombre des salariés étrangers occupés dans l'agriculture est de 11.5 %, du nombre

des travailleurs du sol, le nombre des exploitants étrangers sur le sol français atteint à peine 1 %.

Quant aux nationalités dominantes dans l'agriculture, on trouve : 70.000 Italiens ; 57.000 Espagnols ; 50.000 Polonais ; 35.000 Belges ; 11.000 Suisses ; 7.000 Tchécoslovaques ; 3.000 Portugais ; 6.000 sont de nationalités diverses.

En ce qui concerne la répartition géographique de la population étrangère en agriculture, les départements où la population agricole étrangère dépasse 10 % sont les suivants :

Alpes-Maritimes, 21 %, où la population italienne est extrêmement nombreuse.

La Seine-et-Marne, 20 % ; l'Oise, 18 % ; le Var, 16 % ; l'Aisne, 17 % ; l'Hérault, 16 % ; l'Aube, 16 % ; les Bouches-du-Rhône, 14 % ; les Pyrénées Orientales, 14 % ; la Seine-et-Oise 11 %.

On trouve ici la preuve que l'étranger est destiné à venir de plus en plus combler les vides de la main-d'œuvre agricole française. Les départements qui viennent d'être cités sont les départements de grandes propriétés, de grandes exploitations ; ils ont été en quelque sorte vidés de leur substance humaine par la proximité des grandes villes. Ce sont eux qui ont subi les grands prélèvements de main-d'œuvre, travailleurs des chemins de fer, et travailleurs des industries urbaines.

Les départements dans lesquels la population étrangère agricole est très faible, ceux où elle ne représente pas 1 0/00 de la population totale, sont les départements de la Haute-Loire, de la Vendée, de la Loire-Inférieure, des Côtes-du-Nord, du Morbihan, du Finistère.

Ce sont donc surtout les départements bretons où la population est abondante et où la main-d'œuvre n'est point rare,

qui évitent de faire appel à l'appoint des travailleurs étrangers.

A part les Polonais, dont la zone de dispersion s'étend de plus en plus et qui comptent au moins cent représentants dans 55 départements, soit à peu près les $\frac{2}{3}$ du territoire total de la France, avec une aire particulièrement dense dans l'Aisne et les régions libérées du Nord, les autres nationalités se groupant à peu près exactement dans les zones frontalières de leurs propres pays.

Ainsi, les Belges et les Luxembourgeois sont surtout nombreux dans le Nord, dans les Ardennes, dans l'Oise, dans les régions avoisinant l'Ile-de-France.

Les Italiens sont nombreux dans les départements niçois et provençaux, dans la région toulousaine.

Les Espagnols sont surtout employés dans les départements viticoles du Midi et dans la région toulousaine où le nombre des Espagnols est à peu près égal au nombre des Italiens.

Quant aux ouvriers suisses, ils prédominent dans le Doubs et en Haute-Savoie.

Enfin, la distribution du sol exploité entre étrangers accuse les mêmes caractères : les quatre principales nationalités représentées parmi les exploitants du sol se localisent très nettement, à part les Italiens, à proximité de leur pays d'origine. Les Belges forment de 75 à 99 % du total des exploitants étrangers et cultivant à peu près la totalité du sol détenu par les étrangers, dans la zone qui va du Nord ou du Nord-Est à la région parisienne, et qui comprend les départements du Nord, des Ardennes, de l'Aisne, de la Marne, de la Seine-et-Marne, de l'Oise, de la Somme et de la Seine-et-Oise.

Les Espagnols forment environ la totalité des propriétaires

et des fermiers étrangers, et ils possèdent la presque totalité du sol dans le Roussillon et dans le Morbihan. Ils constituent un noyau important en Gironde, dans le Gers, et en Haute-Garonne.

Quant aux Italiens, ils sont plus disséminés ; deux zones semblent les attirer surtout : tout le long de la frontière alpine et méditerranéenne jusqu'aux Bouches-du-Rhône, ils forment la presque totalité des exploitants étrangers, et c'est à eux qu'appartient presque la totalité du sol exploité par des non Français. Ils poussent même des pointes en Vaucluse, où ils occupent les $\frac{3}{4}$ du territoire exploité par des étrangers. On en trouve enfin dans la région de la Garonne, où ils forment la grosse majorité des exploitants étrangers.

Quant aux Suisses, c'est exclusivement dans les trois départements Jursiens de l'Ain, du Doubs, du Jura, et quelque peu dans la Haute-Savoie qu'on les rencontre ; ils y forment la presque totalité des exploitants étrangers.

En résumé, vers quelque branche d'activité de l'économie française que l'on tourne les yeux, partout la proportion des travailleurs étrangers est considérable ; partout elle va en s'accroissant.

Grâce à leur emploi, les ruines de la France, accumulées par une guerre sans merci ont pu être rapidement relevées ; grâce à l'appoint étranger, les industries françaises ont pu être remises en marche et développées. Le sol abandonné volontairement par les autochtones a pu être exploité. Dans les mines, par exemple, en 1919, la production minière était à peine de 22.000.000 de tonnes de houille, alors que les besoins de l'industrie française nécessitaient une production presque égale au triple.

Grâce au concours des travailleurs étrangers, grâce à l'appoint de 142.000 mineurs étrangers, la France a pu augmen-

ter sa production de plus du double et, en 1930, en particulier, sa production houillère a atteint le chiffre record qui n'avait jamais été égalé auparavant de 55 millions de tonnes.

Depuis, les circonstances se sont modifiées, la crise a éclaté, le chômage a sévi, le charbon s'est moins vendu, d'où la nécessité de réduire considérablement la production française et de renvoyer dans leur pays d'origine les travailleurs étrangers. Il n'en demeure pas moins que la France doit leur être reconnaissante de l'effort qu'ils ont fait et du concours qu'ils lui ont prêté.

En ce qui concerne la population des mines de métaux et de la grosse métallurgie, on pourrait faire des constatations analogues.

Mais il faut reconnaître aussi que, grâce à la France, un grand nombre de travailleurs en chômage dans leur pays, où ils étaient victimes d'une sorte de chômage chronique ou endémique, devant lesquels se fermait le débouché normal de l'Amérique du Nord, ont pu trouver un emploi et l'occasion d'un redressement économique.

C'est l'utile exemple d'une répartition rationnelle de la main-d'œuvre à la surface de l'Europe et de l'effet d'immigration systématiquement organisées et diplomatiquement, économiquement et socialement protégées. Mais pour que cela soit réalisé, il faut la bonne volonté de tous les gouvernements intéressés de l'Europe.

CHAPITRE II.

LES CAUSES DU MOUVEMENT D'IMMIGRATION DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN FRANCE

Comme nous venons de le voir dans le chapitre précédent, la France est aujourd'hui le plus grand pays d'immigration non seulement de l'Europe mais du monde. Cet afflux des étrangers donne plutôt à la France un aspect démographique, caractéristique d'un pays d'outre-mer que d'un pays européen, tout au moins en tenant compte de la place qu'occupent les habitants d'origine non française. Des causes de cet afflux constant et varié : les unes sont communes à la France et aux autres pays européens, les autres sont propres à la France. Les unes ont été accidentelles et momentanées, d'autres sont permanentes et durables. Mais toutes se ramènent essentiellement à ce principe : en un état donné de civilisation économique, il existe un équilibre indispensable, un rapport nécessaire entre les besoins de la population et les ressources en population, entre les besoins et l'offre. Or, si on compare la population de la France et celle des autres nations européennes, on constate que la France et l'Europe

sont à l'heure actuelle le siège d'un déséquilibre démographique. Mais si, pour le reste de l'Europe, le phénomène de déséquilibre est un phénomène de surpopulation relative, dont témoigne le chômage endémique dans plusieurs pays européens tels que la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Pologne et l'Italie, le phénomène français est, au contraire, un phénomène de sous population, d'insuffisance démographique absolue, due aux vides de la guerre, insuffisance relative due aux besoins nouveaux de main-d'œuvre de la France. Ce déséquilibre explique que le courant migratoire, motivé lui-même par la pléthore humaine accentuée par des causes politiques, se déverse sur le sol français en flots pressés en période normale.

Les causes de l'immigration étrangère en France sont en somme des causes internes et des causes externes de la situation démographique des différents pays, en particulier de celle de la France. Donc en trois sections, nous étudierons : en une section I. — Causes de l'état démographique des différents pays : § I. — La perte de la main-d'œuvre nationale due à la guerre (1914-1918) — § II. — La crise de natalité.

En une Section II. — Causes économiques et sociales ; et en une Section III. — Causes politiques.

Section I. — Les causes de l'état démographique des différents pays

§ I. — LES PERTES DUES A LA GRANDE-GUERRE (1914-1918).

Le travail humain, comme disaient les socialistes, est le principal acteur de la production des richesses d'un pays, puisque c'est de lui en somme que sortent toutes les autres. Toute réduction du nombre des travailleurs peut être regardée comme un appauvrissement pour un pays.

Or la Grande-Guerre a causé à la France une terrible amputation de ce capital humain. D'après un recensement de l'Etat-Major à la date du 1^{er} août 1919, le nombre des morts s'est élevé à 1.355.000 pour les forces terrestres et 10.700 pour les forces navales, total 1.365.000. Dans ce chiffre sont compris 68.000 indigènes de la France d'Outre-mer. Donc, pour la France métropolitaine, reste en chiffre rond le nombre de 1.300.000 morts.

A ce chiffre, il faut ajouter 120.000 invalides des suites de la guerre. La perte en hommes est donc $1.200.000 + 120.000 = 1.400.000$ (1).

La plupart de ces hommes étaient dans la force de l'âge, entre 20 et 45 ans ou même entre 20 et 30 ans. C'est l'âge de productivité maxima. Or, pour le travail manuel jusqu'à l'âge de 13 à 15 ans et pour le travailleur intellectuel, jusqu'à 25 et 30 ans, l'homme consomme et ne produit pas, d'après les économistes. La nation lui fait l'avance des frais d'apprentissage qu'il devra rembourser plus tard par son travail. S'il vient à être tué ou que le travail lui devienne impossible, c'est une perte pour le pays.

D'après le recensement de 1911, le chiffre des Français actifs exerçant une profession était de 13.550.000. Par conséquent, la proportion des pertes (1.420.000) est de près de 11 %.

Certains soutenaient que la catégorie des travailleurs agricoles aurait été la plus frappée par la guerre, parce que les ouvriers de l'industrie, pour la grande part étaient employés dans les usines de guerre. Le chiffre des morts de la population agricole représente 34 % des pertes totales (538.000 tués et 36.000 mutilés). Mais les travailleurs agricoles sont

(1) Voir MM. Charles GIDE et William OUALID : *Le Bilan de la guerre pour la France*, p. 98 et suivantes.

aussi les plus nombreux en France, 5.609.000, d'après l'enquête sur la production par le B. I. T. La perte de ces 574.000 travailleurs agricoles a laissé dans la campagne de la France un vide beaucoup plus difficile à combler que dans l'industrie, puisque la main-d'œuvre y faisait déjà défaut et que la lamentation sur le dépeuplement des campagnes était un lieu commun.

D'autre part, il est à remarquer que la diminution de la population française a été en fait supérieure à celle résultant des pertes d'hommes parce que, pour la population civile aussi par suite des souffrances physiques et morales de ces années tragiques, la mortalité a augmenté en France. Il suffit, pour le voir, de mettre en regard les deux recensements effectués l'un avant, l'autre après la guerre.

1911	39.240.000
1921 (non comptée Alsace-Lorraine)	37.505.000
Diminution	1.735.000

Ce chiffre de 37. 505. 000 était celui de la population française en 1881, (37.590.000). Ainsi, fait remarquable, elle se trouve reportée, par le désastre de la guerre, de 40 ans en arrière !

Par le fait de la guerre, il n'y a pas eu seulement la diminution effective de population résultant de l'augmentation de nombre des décès. N'oublions pas l'amoindrissement résultant de la diminution de la natalité, qui était déjà très faible avant la guerre. Cette natalité a eu particulièrement à souffrir ainsi qu'il apparaît dans le tableau que voici :

Chiffre des 4 années qui ont précédé la guerre :

1910	774.000
1911	743.000
1912	750.000
1913	746.000
Moyenne des 4 années	754.000

Donc, avant la guerre le chiffre des naissances était en moyenne de 754.000.

Voici les chiffres des 5 années, 1915 à 1919 :

1915	480.000
1916	382.000
1917	410.000
1918	470.000
1919	504.000
Total	2.246.000 (1)

La moyenne est de 449.000.

Le chiffre total est de : 2.246.000, alors que si ces cinq années avaient donné un chiffre antérieur de 755.000, le total eût été de 3.785.000. Le déficit est donc de 1.539.000 (2).

En somme, si l'on admet que pendant la décade 1911-1921, la France avait bénéficié du même accroissement de population que celui de la décade précédente 1901-1911 qui avait été de 635.000, elle aurait compté en 1921 une po-

(1) On ne compte pas l'année 1914, l'effet de la guerre sur la natalité n'a pu se faire sentir qu'au neuvième mois, soit à partir du mois d'avril 1915, mais de même elle s'est prolongée, après que la guerre a pris fin, jusqu'à septembre 1919.

(2) Voir MM. Charles GIDE et William OUALID, ouvrage cité, p. 106.

pulation de 40.280.000. Le chiffre du recensement de 1921 n'était que de 37.505.000 (non compris l'Alsace-Lorraine), le déficit virtuel est donc de 2.775.000 (voir plus haut le tableau des deux recensements de 1911 et de 1921). Il est vrai que le recensement de 1926 a donné le chiffre de 39.000.000, non compris l'Alsace-Lorraine, mais cet accroissement de 1.560.000 est dû pour la plus grande part à l'immigration.

La France avait cette heureuse chance que ses morts et ses invalides de guerre fussent remplacés, en grande partie, par l'immigration étrangère. En effet, tandis qu'en 1914 on ne comptait en France que 1.733.000 étrangers, en 1925 on en compte 2.845.000, soit 1.118.000 en plus, et qui presque tous sont des travailleurs agricoles, des mines ou de l'industrie. L'accroissement de la population française, d'un recensement à l'autre, est dû presque pour les 2/3 à l'immigration étrangère.

Il est douteux sans ce fort appoint de main-d'œuvre étrangère, que la France eût réussi à reconstituer en moins de dix ans ses régions dévastées, remettre en état les mines noyées, et rendu à l'agriculture les bras qui lui faisaient défaut. Ce sont des Polonais et des Italiens qui exploitent les mines de charbon et de fer du Nord ; des Espagnols et des Italiens qui remettent en culture les terres abandonnées du bassin de la Garonne et qui font les vendanges dans les vignobles du Sud-Est (1).

D'autre part, on peut dire que la disparition des travailleurs français était compensée par cette immigration, que la France y gagne, car elle économise les frais d'apprentissage des travailleurs : par l'immigration elle importe

(1) Voir Chapitre I^{er}.

des hommes tout faits. En outre, ces immigrés fournissent un rendement en travail supérieur, du moins quantitativement sinon qualitativement, à celui des Français. Ceux-ci se déchargent de plus en plus sur eux des travaux pénibles et on commence à voir apparaître dans la classe des salariés une subdivision de classes : celle des ouvriers simples manœuvres qui sont les immigrés et celle des ouvriers qualifiés, surveillants, contremaîtres, que sont les Français (2).

Mais il ne faut pas pousser cet avantage trop loin, parce que les travailleurs étrangers peuvent envoyer dans leur pays d'origine la plus grosse part de leurs salaires. De ce chef, la France se trouve à verser à l'étranger une somme dont il est impossible de fixer le montant, lequel pourrait avoir des répercussions sur la balance des comptes. Si l'on a pu qualifier les dépenses des touristes étrangers d' « exportations invisibles », on a pu aussi qualifier d' « importations invisibles » les paiements effectués au dehors pour le compte des étrangers.

Par contre, la France, qui est un des plus vieux pays d'Europe, devient le plus grand foyer des immigrés et les assimile admirablement par voie de naturalisation. Cette vieille terre des Gaules, non seulement a digéré facilement Romains et Francs, mais encore que de grands Français pourrait-on citer dans son histoire qui étaient d'origine étrangère ! (1). La France est le meilleur Jardin d'Acclimation du monde et un buvard de l'invasion comme la Chine.

(2) Ce que l'on appelle l'aristocratisation de la main-d'œuvre française signifie que les ouvriers français montent dans la hiérarchie sociale, laissant derrière eux les emplois pénibles aux ouvriers étrangers.

(1) Léon Gambetta était d'origine italienne.

De plus, l'immigration ouvrière en France a le plus souvent un caractère permanent. Mais il y a dans tous les pays, hormis en France, une tendance de plus en plus marquée, malgré les grandes protestations de solidarité internationale, à prendre pour règle de politique « chacun chez soi, chacun pour soi ». On n'entend dans le monde que le bruit sinistre des portes qui se ferment : les unes, comme aux Etats-Unis, en Autriche et même en Angleterre, pour empêcher les étrangers d'entrer, les autres, comme en Italie, pour empêcher les nationaux de sortir. Le gouvernement fasciste a déclaré officiellement que l'Italie voulait garder tous ses enfants, procédant en 1939 à rapatrier ses nationaux et n'entendant pas en procréer pour suppléer à la stérilité de la France. Mais la France, (quoique la densité de la population soit faible par rapport à ses voisins, Allemagne, Belgique, Hollande, Italie) a fermé aussi de bonne heure les siennes. L'Espagne et la Pologne montrent quelque velléité de faire de même, du moins elles ont pris certaines mesures restrictives.

§ 2. — LA CRISE DE NATALITÉ

La situation démographique de la France, déjà très faible avant la guerre, a été singulièrement aggravée par les pertes que nous venons d'indiquer, subies par la partie la plus précieuse de sa population. Il y a, pour une nation, un intérêt vital à maintenir un équilibre entre sa population et les diverses forces extérieures ou intérieures. Contre les premières, une forte population sera une sauvegarde capable de prévenir une tentative d'agression. A l'intérieur, cette nécessité était déjà aperçue, aussi bien par les mercantilistes, s'attachant à soutenir et à augmenter la

production, que par les physiocrates, cherchant la richesse dans la terre.

Cependant, dans les pays à population excessive ou jugée telle, on a organisé parfois sous l'influence de Malthus et des doctrines de l'école anglaise, une propagande méthodique en faveur d'une certaine limitation de la natalité. Cette propagande, abandonnée presque entièrement à la fin du xix^e siècle, se développe à nouveau, de façon très active, en Grande-Bretagne, sous l'influence du chômage et aux Etats-Unis, par l'effet de doctrines à caractère moral et socialogique. On a cru voir, dans cette politique, un remède aux inégalités, aux injustices sociales, à la misère avec les vices, les maladies, la mortalité excessive qu'elle engendre et même à la guerre.

Sans doute, si les peuples n'avaient d'autres ressources quand leur population augmente, que de s'entre-détruire, ou de mourrir de faim, une politique de restriction de la natalité pourrait en principe se justifier. Mais les progrès de l'industrie moderne, le développement des transports et de la colonisation ont mis les peuples civilisés en mesure d'accroître leur population. Le développement de la population est un stimulant d'énergie. Il augmente la puissance de la nation et ses possibilités d'expansion. La stagnation et à plus forte raison la diminution de la population exercent sur l'activité nationale une action déprimante ; elles peuvent devenir pour la nation une cause d'affaiblissement et de décadence. La France serait plus riche et plus prospère, ses colonies seraient mieux exploitées, si sa population n'était pas, depuis 1870, presque stationnaire. Peut-être aussi la Grande-Guerre n'aurait-elle pas éclaté.

L'expérience du passé et du présent nous apprend que la stagnation de la population et sa régression attirent sur les

pays insuffisamment peuplés les agressions des peuples belliqueux et provoquent ainsi des guerres. A cet égard aussi, l'équilibre est la condition de la paix. A l'heure actuelle, une politique de restriction de la natalité apparaît donc comme tout à fait inopportune. La diminution presque universelle de la natalité, les résultats de la propagande néo-malthusienne qui s'organise en tous les pays, qui se développe en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis sous la forme d'une philosophie scientifique, le « Birth Control », c'est-à-dire les restrictions systématiques des naissances, montrent que le péril le plus grand pour la civilisation européenne est, à n'en pas douter, du côté de la limitation excessive de la natalité.

Au congrès mondial de la population, qui s'est tenu à Genève en 1927, se sont exprimées les opinions que l'on a tendance à considérer comme hétérodoxes, car, évidemment, elles rompent avec les idées reçues, surtout en un pays en proie à la sous-population. On y a vu formuler l'idée que mieux vaut une population faible en nombre, mais riche en valeur, plutôt qu'une population grande en nombre, mais composée de non-valeurs humaines. Des économistes et démographes anglais et américains y ont proclamé, au nom de l'Eugénisme, la nécessité de limiter la natalité, pour éviter l'abaissement du niveau de vie de l'humanité et pour contre-balancer l'accroissement de population qui résultera de « l'hygiénisation » de l'Asie. Dans les pays anglo-saxons, en effet, contrairement à ce qui se passe en France actuellement, les procédés destinés à ralentir la natalité, non seulement sont tolérés, mais quelquefois même prescrits et encouragés par les autorités.

D'un autre côté, au congrès des questions de population tenu à Rome en 1931 sur ces problèmes, s'affrontèrent deux

tendances qui ont mis aux prises, d'un côté l'Europe, et de l'autre côté l'Asie. On y a discuté sur la question de savoir si le monde était surpeuplé ou souspeuplé et de savoir si la loi de Malthus prétendant que les subsistances croissent moins vite que la population, était vraie. L'Europe y a soutenu que la loi de Malthus est fausse, tandis que l'Asie y a formulé qu'elle est vraie. Ainsi, en Asie, où la population est excessive, la supériorité de la population sur les subsistances était amorcée. L'Asie vit sous la menace de la disette, tandis que l'Europe vit, au contraire, dans la crainte de la surabondance alimentaire.

De ces quelques observations, il résulte qu'il existe des tendances démographiques variables selon les temps et selon les pays. Mais entre pays parvenus à un certain stade de civilisation comparable, et situés dans le voisinage ou à faible distance les uns des autres, l'équilibre démographique est une loi sociologique assimilable à l'équilibre hydrographique des vases communicants. Elle constitue une tendance certaine qui peut être réalisée ou satisfaite soit par l'action propre de la population, soit par l'apport de l'étranger.

Une nation se trouve par exemple une insuffisance pour le moment ; sa réaction naturelle pourra être d'accroître le nombre de ses habitants. Si, au contraire, elle a un excédent de population, sa réaction naturelle consistera dans un ralentissement de la natalité. On assiste d'ailleurs, aujourd'hui, à une sorte de vérification de cette loi. Depuis la crise et depuis la fermeture des frontières à l'émigration, les pays en proie à la crise, victimes du chômage, ne pouvant trouver au dehors à déverser le trop plein de leur population, ralentissent, diminuent spontanément leur natalité.

Mais ce problème peut aussi trouver sa solution dans

l'apport de l'étranger. En ce qui concerne la France, c'est un procédé favorable. Car c'est un remède immédiat et rapide au problème de l'insuffisance de population, tandis, au contraire, que la solution consistant à faire naître des enfants en vue de combler une lacune est un remède qui n'est qu'à échéance extrêmement lointaine.

Si nous comparons à ce point de vue la France et l'Europe, nous constatons que la France et l'Europe sont en déséquilibre démographique. Pour le reste de l'Europe, le phénomène de déséquilibre est un phénomène de surpopulation relative. Au contraire, le phénomène français est incontestablement un phénomène de sous-population, de dépopulation, d'insuffisance démographique, d'insuffisance absolue, due aux vides de la guerre, insuffisance relative due aux besoins nouveaux de main-d'œuvre de la France. Ce déséquilibre explique que le courant migratoire motivé lui-même par la pléthore humaine accentuée par des causes économiques ou politiques, se déverse en France en flots pressés en période normale.

De ce point de vue, le mouvement d'immigration étrangère en France est d'une part justifié par la crise de dénatalité française non compensée par une diminution équivalente de la mortalité et même aggravé par la mortalité de guerre dont nous avons déjà parlé dans le paragraphe précédent et par l'augmentation de la population dans les pays émigrateurs et la fermeture ou la difficulté grandissante d'accès des anciens pays de destination des émigrants européens de l'autre.

Le phénomène de dépopulation de la France est un fait fort ancien. La dénatalité française a commencé à se produire exactement à partir de l'année 1807. La France de 1808 comptait environ 27.349.000 habitants. La France en

1821 en comptait 30.500.000. La France, il y a un peu plus d'un siècle, était par conséquent la nation la plus peuplée d'Europe, après la Russie. En effet, le Royaume-Uni ne recensait, en 1801, que 17.000.000 d'habitants, et en 1821, 21.000.000 d'habitants. L'Allemagne, en 1800, 24.000.000 d'habitants.

Aujourd'hui, la France compte 42.000.000 d'habitants environ, y compris l'Alsace et la Lorraine. La Grande-Bretagne possède plus de 50.000.000 d'habitants. L'Allemagne a 67.000.000 d'habitants. Mais depuis l'incorporation de l'Autriche et les pays des Sudètes et l'annexion de la Tchécoslovaquie (15 mars 1939) dans le Reich, sa population totale compte environ 70.000.000 d'habitants. La Russie d'Europe en compte 121.000.000. L'Italie compte 42.500.000 habitants, chiffre dépassant légèrement celui de la France.

Par conséquent, la France est un pays possédant la moindre population parmi les grandes nations européennes.

Quelle est la cause de cette situation lamentable de la France ? Voici. Elle est double :

1° — Affaiblissement du taux de la natalité française ;

2° — Affaiblissement du taux de la natalité mais abaissement moindre que celui du reste de l'Europe.

Certains croient et affirment que la mortalité infantile en France est plus forte qu'à l'étranger et que cette mortalité infantile est due à des conditions hygiéniques défavorables et à la cause du taux extrêmement élevé des décès en France. Mais cette affirmation n'était pas confirmée dans les statistiques. En 1930-1935, par exemple, elles nous indiquent que le taux de la mortalité infantile, c'est à dire le pourcentage des enfants morts de 0 à 1 an, est en France de 73 pour mille, proportion dépassée en Allemagne, 75 pour mille, en Autriche 100 pour mille ; en Italie 165 pour

mille, en Finlande 78 pour mille ; égalee en Belgique 72 pour mille etc. (1).

Il en résulte que la mortalité infantile en France est loin d'occuper le premier rang en Europe et que le taux de la mortalité élevé en France est dû principalement à la faiblesse du taux de la natalité.

Ainsi, dans une nation à une faible natalité, plus l'âge moyen de la population y est élevé, plus la fraction des vieillards y est considérable est plus, par conséquent, le taux de la mortalité y est important.

Supposons que le taux de la natalité française tombe à 0 plus un seul enfant venu au monde en France. Que se passera-t-il ? L'âge moyen de la population ira sans cesse en s'accroissant, et, au fur et à mesure que les années s'écouleront, comme il n'y aura plus d'enfants pour les remplacer, les hommes arriveront à l'âge d'adultes et de vieillards, la population ne consistera dès lors plus qu'en vieillards. Il arrivera un moment où il n'y aura plus qu'un seul Français, lequel, par sa mort, portera le taux de la mortalité à 100 pour 100. Il arrive donc au cours de certaines années que le taux de la mortalité dépasse celui de la natalité. L'âge moyen de la population se rapproche de la situation d'un pays où le nombre des vieillards l'emporte sur celui des hommes adultes et des jeunes gens, et où le taux de la mortalité grossit sans que les plus grands progrès de l'hygiène puissent faire autre chose que de retarder l'heure de la mort.

Si on compare au cours des années de 1936 et de 1937 l'excédent des naissances en France et à l'étranger, on constate

(1) Voir M. Willam OUALID dans son cours de 1936-1937, page 23.

que la France enregistre la moindre naissance par rapport aux autres nations européennes. Même après la récupération de l'Alsace et de la Lorraine à la mère patrie, la France arrive bien péniblement, dans les années où le nombre des naissances l'emporte sur les décès, à gagner quelques milliers d'habitants par an. L'accroissement allemand, lui, demeure beaucoup plus fort ; l'Allemagne a une augmentation annuelle six fois plus forte que celle de la France, 53 pour 10.000 habitants. L'accroissement italien est 12 fois plus considérable que celui de la France, 98 pour 10.000 habitants. L'Angleterre a une augmentation 4 fois plus forte que celle de la France, 32 pour 10.000 habitants. L'U.R.S.S. a un taux d'accroissement annuel 23 fois plus fort que le taux annuel de la France, 186 pour 10.000 habitants. La Pologne enregistre 261 naissances, 140 décès, et un gain annuel de 121 habitants pour 10.000, c'est à dire 15 fois plus que la France. (1).

Cette lamentable situation démographique de la France est le résultat des conséquences néfastes de la guerre (2) : mortalité accrue par les tués sur les champs de bataille, civils morts prématurément, natalité restreinte qui privera la France, non seulement des enfants qui ne sont pas nés, mais de tous ceux qu'ils auraient mis au monde. (3).

Si cette situation démographique française reste durable, l'avenir de la France est en jeu. L'histoire nous montre qu'il y eut jadis des villes célèbres : Sparte ou Athènes, qu'il y eut un empire fameux : l'Empire romain. La paucinatorité les a détruits, alors que la multinatalité a permis à quel-

(1) M. William OUALID : cours cité, page 24.

(2) Voir plus haut, paragraphe 1^{er}, Chapitre II.

(3) Voir plus haut, Chapitre II, paragraphe 1^{er}.

ques individus persécutés et voués à la disparition, d'essaimer de par le monde et de coloniser les régions désertiques.

D'autre part, pour le moment, on sent déjà pour la France les effets de cette crise de natalité, dans la diminution des classes militaires et dans la nécessité d'imposer aux jeunes Français une durée de service militaire prolongée.

En outre, la conséquence en est que la population française en âge de travailler ira en décroissant en chiffres absolus au fur et à mesure que le temps passera, tandis que la population des autres pays européens rivaux, concurrents, ou fournisseurs de main-d'œuvre ira en croissant.

Dans un rapport présenté pour la Conférence Economique Internationale de 1927, un statisticien anglais, Bowley, a établi un tableau de ce que sera en 1941, « la population en état de travailler », c'est à dire celle entre 15 et 70 ans, en prenant pour point de départ le recensement de 1910-1911. D'après son estimation, le chiffre de la population aura subi les modifications que voici :

Etats-Unis	augmentation de	60 %
Italie	»	38 %
Japon	»	32 %
Grande-Bretagne	»	26 %
Belgique	»	18 %
Allemagne	»	15 %
France	diminution de	6 %

Ainsi à cette date la France sera le seul pays dont la capacité productive aurait diminué, tandis que les autres pays auraient bénéficié d'accroissements qui seront de 15 à 60 pour 100. Sa population active masculine, qui était de

13.550.000 en 1911 ne serait plus que de 12.740.000 en 1941, celle féminine passant de 14.500.000 à 14.489.000. (1).

Par conséquent, si la France veut simplement se borner à conserver sa capacité de travail, et, en pareil cas, ne pas progresser, c'est déjà reculer, quand tous les autres avancent, il lui est indispensable de recourir à l'immigration. Celle-ci constitue le moyen le plus rapide, le plus économique aussi, de combler les vides de la population déficitaire.

Au point de vue économique, il est certain que l'introduction d'un adulte tout formé professionnellement a pour résultat de doter le pays d'un élément immédiatement productif, et dont l'éducation n'a rien coûté à la collectivité.

De plus, il est vrai que tout de suite, dès l'après guerre, le redressement démographique s'est produit partout, soit par suite du phénomène de la recrudescence de la natalité, soit parce que la lutte contre la mortalité infantile est efficace.

Cette augmentation de natalité est un phénomène normal après chaque guerre, et même chaque catastrophe. Ce sont des naissances ajournées. (2).

Mais pour la France cette reprise de natalité a été beaucoup plus faible que dans les autres pays, ainsi que le montrent les chiffres que voici :

1920	834.000 naissances.
1921	813.000 naissances.

Comme le chiffre moyen des naissances avant la guerre

(1) Voir MM. Charles GIDE et William OUALID : ouvrage cité, p. 110.

(2) Le nombre des mariages qui, avant la guerre (1914-1918), était de 300 à 350.000 et qui durant la guerre était tombé à 100.000, est monté brusquement à 623.000 en 1920, et 450.000 en 1921 ; mais dès 1922 il est redescendu au niveau d'avant-guerre.

était de 755.000, il y a eu un accroissement de 79.000 pour 1920 et 580.000 pour 1921, total 137.000. Dans ces chiffres se trouvent comprises les naissances d'Alsace-Lorraine, environ 40.000 par an.

Dès la troisième année la natalité est redescendue au chiffre d'avant guerre. (1). Comme nous avons indiqué tout à l'heure que l'écart entre la population des pays étrangers et celle de la France s'est sans cesse accentué, cet excédent d'hommes nés après guerre, incapables momentanément de vivre sur le territoire où ils étaient nés, sur un territoire ruiné, appauvri, sur un territoire insuffisant, cherchent par conséquent une issue au dehors.

Ainsi, en totalisant l'émigration européenne, soit sous la forme trans-océanique, soit sous la forme d'émigration continentale de pays d'Europe à pays d'Europe, on constate que, de 1921 à 1930, pendant la décade qui précède la crise, laquelle a bouleversé complètement tous les mouvements antérieurs, le total des sorties des frontières européennes s'est élevé à 8.370.000 personnes, soit 837.000 par an.

Sur ce total, l'Italie a fourni le plus gros appoint avec plus de 2.500.000 émigrés, la Grande-Bretagne en a eu près de 1.800.000 ; la Pologne, 1.300.000 ; l'Espagne, plus de 600.000. Sur ce total, environ 5.500.000 se sont dirigés vers les pays d'Outre-mer, et 2.800.000 environ ont émigré vers des territoires plus proches de leurs pays d'origine.

Ce qui intéresse la France, c'est l'émigration continentale. Or, sur les 2.800.000 européens ayant quitté leur pays, 1.600.000 se sont dirigés vers la France.

(1) 1922, 760.000 ; 1923, 762.000 ; 1924, 754.000 ; 1925, 770.000 ; 1926, 767.000 ; 1927, 745.000 ; 1928, 745.000 ; 1929, 729.000. — *Annuaire Statistique de la France*, 1930, pp. 13 (pages rouges).

Cet afflux des émigrés vers la France s'explique d'une part dans le besoin propre de la main-d'œuvre constituant un appel naturel à l'excédent numérique des pays plus prolifiques, moins décimés qu'elle, et dans la dérivation des courants migratoires qui, normalement, s'orientaient vers l'Amérique, vers l'Océanie et l'Afrique australe de l'autre.

De ces quelques observations, il en résulte que les émigrants européens trouvent devant eux des restrictions légales de plus en plus nombreuses et graves au libre accès aux anciens pays accueillants et des obstacles économiques causés par les ruines d'après-guerre qui s'opposent à des déplacements trop lointains.

En effet, dans tous les pays d'immigration, l'ancienne liberté de circulation et d'accès fait place à la réglementation. Le protectionnisme démographique, le protectionnisme ouvrier, viennent compléter le protectionnisme douanier, le protectionnisme financier.

De plus en plus, on pratique le système du contingentement en limitant le nombre des immigrants à chiffre déterminé. Une fois que ce chiffre a atteint son niveau, la frontière est fermée à toute arrivée nouvelle.

En outre, les immigrants sont soumis à des contrôles médicaux et on exige d'eux la possession d'une certaine somme pour leur permettre l'entrée sur le territoire. De plus en plus, on les soumet à un contrôle sévère de leurs antécédents judiciaires et de leurs antécédents politiques tout comme on fait pour les marchandises en limitant la quantité admise et l'on a soumis ces marchandises à des contrôles tels que les difficultés douanières équivalent à de nouvelles barrières.

Dès lors, comme la pression démographique persiste et ne peut désormais se diriger vers les pays d'outre-mer, on assiste donc à un triple phénomène.

1° — Une regression considérable de l'émigration trans-océanique ;

2° — Un accroissement de l'émigration continentale, dirigée presque exclusivement vers la France ;

3° — Un accroissement du chômage chronique, permanent, irréductible, dans la mesure où les progrès de l'émigration continentale ne peuvent compenser le recul de l'émigration d'outre-mer.

L'émigration trans-océanique d'Europe, en laissant de côté la Russie qui, depuis 1917, s'est en quelque sorte retranchée de l'Europe et vit sur elle-même, atteignait avant la guerre plus d'un million et demi d'individus. Après la guerre et avant la crise, elle était déjà tombée à moins de 500.000 personnes par an. Tandis que l'émigration continentale a été stable depuis la crise de 1921 jusqu'à la crise de 1930. Elle a même été en progressant, en contraste frappant avec l'émigration outre-mer. Au moment où l'accès de l'Amérique se ferme, les principaux pays fournisseurs de main-d'œuvre (Italie, Pologne, Espagne et Tchécoslovaquie) trouvent en France la compensation de leur ancienne émigration vers l'Amérique. Leur émigration continentale passe alors de 246.000 en 1920 à 426.000 en 1923, avec un maximum de 464.000 individus en 1930.

Et, après 1930, quand l'émigration trans-océanique dans les pays d'outre-mer est non seulement réduite, mais interdite, la France demeure le seul déversoir de l'émigration continentale. Elle atteint, pour l'Italie, l'Espagne, la Belgique et la Tchécoslovaquie, de 1931 à 1935, un total de plus de 600.000 départs.

Mais, tout de même, l'acheminement vers la France ne peut absorber le trop plein d'une population normalement habituée à se diriger vers le continent américain. Il s'ensuit

que le chômage croît dans les pays fournisseurs de main-d'œuvre, à mesure que l'exode vers les Etats-Unis décroît c'est ainsi qu'en 1931, le chômage sévit partout dans un état endémique. La fermeture brutale du continent américain à l'immigration européenne a eu donc pour effet d'augmenter le nombre des chômeurs sur les différents marchés nationaux du travail. La pression de ces chômeurs jeunes et valides, désireux de s'employer et ne trouvant plus de place chez eux les concentrait désormais vers la France en en faisant ainsi un véritable pôle d'attraction universelle, d'une sorte d'invasion pacifique et féconde.

Ce flot d'immigrants, qui se dirige vers frontières, trouve la France comme un centre électrique, placé à une distance moindre de celui des pays émigrateurs comme le continent américain. Il en résulte que les déplacements sont moins coûteux, que les frais de transport sont moins grands, surtout pour les émigrations individuelles et spontanées, s'acheminant à petite étapes de ville en ville, de localité en localité, de pays en pays, jusqu'à la destination désirée.

De plus, à cette époque, la France était moins sévère dans la réglementation de l'accès de son sol. Mais en tout cas, c'est un pays en état de déficit humain.

La France était donc tout naturellement destinée à devenir le refuge de masses d'étrangers en quête d'emploi. Cet apport humain venait, peut-on dire, fort opportunément, non seulement pour combler les vides causés par la guerre dans la population française active et aider à reconstituer les régions dévastées (1), mais aussi pour remédier aux conséquences d'une transformation assez profonde dans la struc-

(1) Voir plus haut, Chapitre II, paragraphe 1^{er}.

ture économique de la France, dans la répartition professionnelle, dans la répartition sociale, ce qui est le point auquel nous arrivons maintenant.

Section II. — Causes économiques et sociales.

Cette section se divise de la façon suivante :

§ 1. Besoins industriels ; §. Besoins agricoles.

Une des caractéristiques de la plupart des grandes nations européennes modernes, c'est l'industrialisation. L'industrialisation en France se caractérise par les deux séries de signes suivants :

I. Des signes positifs ;

II. Des signes négatifs.

Les signes positifs consistent :

1° Dans le progrès de la fraction de la population active affectée à l'industrie et au commerce ;

2° Dans la concentration et l'agrandissement des entreprises ;

3° Dans la production industrielle, surtout la production métallurgique.

Les signes négatifs se manifestent eux aussi de la façon suivante :

1° Le recul relatif de la population agricole ;

2° Les modifications constatées dans la nature des cultures. L'élevage et la culture industrielle font place de plus en plus aux cultures alimentaires ;

3° La dépopulation des campagnes ou l'exode rural.

(1) Voir MM. Charles GIDE et WILLIAM OUALID : Ouvrage cité, pp. 195 et 196.

Reprenons tour à tour ces deux séries de signes — positifs et négatifs — que nous venons d'indiquer en étudiant.

§ 1. BESOINS INDUSTRIELS

I. *Signes positifs.*

1° La population active masculine (1) a vu continuellement décroître la proportion de ses éléments agricoles au profit des éléments industriels et commerciaux. En effet, il y a 70 ans, c'est-à-dire au siècle dernier, dans les 90 départements qui constituaient la France d'alors, sur 1000 hommes, l'agriculture et les forêts en employaient 522. Cette proportion est tombée à 332 pour 1.000 en 1931.

En revanche, dans l'industrie, la proportion s'est élevée de 326 pour 1.000 à 455 pour 1.000. Ce que l'agriculteur a perdu, l'industrie l'a gagné. Dans les services publics, la proportion est passée de 61 à 71. Dans les professions libérales, la proportion est passée de 20 à 24 pour 1.000.

Enfin, le commerce enregistre la hausse la plus considérable, le personnel employé y est passé de 71 pour 1.000 personnes actives à 118 pour 1.000.

2° Le second indice de l'industrialisation française consiste dans la concentration industrielle mesurée à l'agrandissement des établissements. Le nombre des établissements

(1) On s'en tient aux éléments masculins, parce que pendant très longtemps, les éléments féminins, utilisés dans l'agriculture, n'ont pas été dénombrés : on considérait en effet que les femmes d'agriculteurs ne travaillaient pas à la campagne, alors que la pratique nous apprend au contraire que les femmes des paysans travaillent au moins autant que leur mari, non pas de la même façon, les unes s'occupent aux champs, les autres à l'étable ou à la confection des produits laitiers, mais le travail des femmes paysannes est aussi utile que le travail des hommes, et les statistiques actuelles les englobent dans la population active campagnarde.

industriels est en régression continue. En 1906, on comptait plus de 632.000 établissements industriels. En 1931, on n'en compte que 527.000. Donc, tandis que la population augmentait, le nombre des établissements industriels diminuait de plus de 110.000 unités. Les conséquences de cette transformation consistent, d'une part, en ce que la moyenne du personnel salarié par établissement a grandi. En effet, le personnel salarié qui était, en 1906, de moins de 3.900.000, est en 1935 de plus de 5.700.000. D'autre part, le nombre des établissements occupant 5 à 500 salariés est passé de 87.000 environ à près de 15.000 et le nombre des établissements occupant plus de 500 salariés est passé de 627 à 1134.

3° La France s'industrialise à mesure que la grande industrie tend à prendre la place occupée autrefois par la petite industrie artisanale. Les petits ateliers familiaux, les petits ateliers à domicile sont en recul, alors que les grandes industries de gros effectifs, de grands capitaux, au machinisme perfectionné, accusent un immense progrès dû à une évolution économique. Ainsi, les industries du vêtement et les industries textiles ont toujours constitué la base de l'industrie à domicile. Les premières occupaient en 1900 plus de 2.000 personnes sur 10.000 personnes actives. Les secondes en employaient environ 1.300. En 1931, la proportion des premières est tombée à environ 1.200 pour 10.000 ; celle des secondes, à 1.100 pour 10.000. Il en a été de même d'autres industries artisanes, telles que l'industrie des cuirs et peaux ou des bois, notamment dans les ateliers familiaux du faubourg Saint-Antoine à Paris.

En revanche, les grosses industries, telles que l'industrie lourde, la métallurgie, les produits chimiques, voient grossir leur effectif proportionnel. La métallurgie a vu son personnel passer de 97 pour 10.000 à 206 pour 10.000. Avant la

guerre, le travail des métaux occupait à peu près 1.000 personnes sur 10.000, il en occupe en 1935 près de 2.000 sur 10.000. Et l'industrie chimique progresse de 173 à 283.

Quant aux transports, avant 1906 le nombre des personnes employées était à peine de 700, alors qu'elles représentent aujourd'hui près de 1.000 personnes sur 10.000, ce qui est un signe à la fois d'industrialisation, de commercialisation et d'urbanisation de la vie française du temps moderne. Car les transports jouent en effet un triple rôle, facilitant la circulation urbaine, facilitant l'échange de marchandises et étant indispensables à l'expansion et à la localisation des industries (1).

§ 2. BESOINS AGRICOLES

II. *Signes négatifs de l'industrialisation française*

En contraste avec le développement de l'industrie se dresse le tableau de la décroissance de la population agricole, de la stagnation relative des procédés techniques cultureux et de la dimension stationnaire des exploitations rurales, lesquels poussent tout naturellement les agriculteurs à se tourner vers les productions qui requièrent le moins de main-d'œuvre tout en demeurant économiquement les plus lucratives.

1° La dépopulation de l'agriculture au profit de l'industrie et des autres branches d'activité urbaine ressort déjà des chiffres précédemment cités. Il est évident que les effectifs ouvriers considérablement grossis n'ont pu être consti-

(1) Les deux premiers indices qualifiés « indices quantitatifs », le troisième qualifié « indices qualitatifs ». Voir M. William OUALID : cours cité, pp. 35-40.

tués que par des prélèvements opérés sur les effectifs des ouvriers agricoles. C'est à la campagne que sont venus s'alimenter les usines, les chantiers, les grandes entreprises de transport, les ateliers, les bureaux, etc. Ceci explique que partout la population rurale soit en recul.

En 1931, la population agricole n'enregistrait plus que 4.400.000 hommes se livrant aux travaux des champs, alors qu'en 1906 on en comptait 5.393.000.

De ce recul de la population rurale, la nature des cultures se ressent. Les céréales en subissent le plus l'influence. Elles cèdent le terrain aux prairies. Si la production elle-même ne diminue pas tout à fait autant que les superficies emblavées, la cause en est l'amélioration des méthodes culturales substituant la machine et l'engrais à l'homme, c'est-à-dire le capital au travail.

En effet, la superficie totale de la France dépasse 55.000.000 d'hectares. Cependant la superficie affectée à la culture des céréales a diminué de plus de 2.000.000 d'hectares au profit des prairies et des pâturages qui ont gagné environ 1.000.000 d'hectares.

Le blé qui, en 1913, couvrait plus de 6.000.000 d'hectares, en couvre maintenant 5.500.000 seulement.

2° Mais l'industrialisation et l'urbanisation de la France ont eu une conséquence heureuse sur la campagne. C'est la reconstruction du troupeau national, grâce à l'accroissement des superficies affectées aux cultures fourragères, aux prairies et aux pâturages. A mesure que l'homme recule dans la campagne française, le bétail prend sa place. A mesure aussi que les céréales et le blé diminuent dans la consommation humaine, l'homme récupère les albuminoïdes dans la viande dont il a toujours besoin.

La France possède un troupeau s'élevant à peu près de

16.000.000 de têtes contre 13.000.000 avant la guerre. Le nombre des vaches a augmenté considérablement par suite du rôle que le lait et les produits laitiers jouent dans la consommation. Par conséquent, il y a eu pour les campagnes françaises une sorte de compensation entre la diminution de la production des céréales et l'augmentation de la production de la viande et des produits laitiers.

3° Ainsi donc s'explique économiquement la dépopulation des campagnes françaises. Mais les causes véritables de cette dépopulation se ramènent principalement en la dénatalité générale dont les campagnes, atteintes plus tardivement, subissent actuellement l'action avec plus d'intensité que les villes et l'attraction inévitable des centres de forte agglomération sur les régions à population clairsemée. Car les premières satisfaisaient mieux le besoin de sociabilité de l'homme. C'est cet instinct de sociabilité qui éloigne les habitants des campagnes désertées. D'autre part, on fait remarquer que les régions paysannes de la France les plus atteintes par la dénatalité étaient aussi celles de l'exode rural le plus intense.

Cet exode provoque dès lors le besoin de la main-d'œuvre agricole pour l'exploitation du sol de la France. Comme il est impossible de faire revenir à la terre les populations urbaines, même sous la pression de la crise, force est bien de faire appel aux populations étrangères qui, elles, dans leurs pays respectifs, sont en surnombre sur un sol surpeuplé et dans une agriculture trop pauvre pour les nourrir.

Le recensement de 1931 indique près de 250.000 étrangers travaillant dans l'agriculture. Depuis cette date le nombre des immigrés n'y a cessé de croître. C'est ainsi que, de 1931 à 1937, la population étrangère dans le Sud-Ouest a augmenté du quart, et, dans certains départements, de près du

tiers. Le Lot-et-Garonne qui comptait 5.238 étrangers en 1921, en a 22.246 en 1931 et 30.000 en 1937. Le Gers voit sa population étrangère passer de 4.991 en 1921 à 13.353 en 1930 et à 20.316 en 1936.

D'autre part, dans certaines communes les immigrés cultivent les trois quarts du sol et parfois même la totalité. Tel est le cas de certaines communes des Alpes-Maritimes et du Nord où pratiquement on ne trouve plus d'ouvriers agricoles français. Les étrangers fournissent à la fois la grosse main-d'œuvre non spécialisée, apte à tous les travaux et, d'autre part, des spécialistes très recherchés. Tel est le cas pour les bergers des alpages, qui viennent d'Italie et de Suisse, les fromagers et beurriers, les vachers et spécialistes pour laiterie d'origine suisse. Dans le Midi et dans l'Est, les meilleurs bûcherons sont des Italiens (1).

Section III. — Causes politiques de l'immigration étrangère en France

Le mouvement de l'immigration étrangère en France s'est trouvé enfin renforcé par les événements politiques de certains pays européens où, après la guerre, se sont produites des révolutions propres à inciter une partie de la population à l'exode.

Certains de ces événements ont été généraux, provenant des effets inévitables de la guerre et des traités. Tel est le cas du remaniement de frontières, entraînant l'éviction de certains individus et la construction de barrières douanières.

D'autres événements spéciaux tels que le cas des troubles,

(1) Voir MM. Albert DEMANGEON et Georges MAUCO : *Des Etrangers dans l'Agriculture française*, Paris, 1939, pp. 7-9.

des boycottages ou des bouleversements révolutionnaires ont eu sur les migrations humaines une influence plus directe et plus prompte encore.

Par exemple la révolution soviétique de 1917, en Russie, a amené en France bon nombre d'émigrés. Les tentatives avortées de contre-révolution, les essais malheureux de l'armée de Wrangel ont fait refluer en France les débris de ces troupes, déjà employées à des activités diverses. La révolution hongroise a eu une conséquence analogue. Il en a été de même de la défaite hellénique en Asie Mineure.

La même conséquence a été due à la proclamation du régime fasciste en Italie, à la dictature espagnole, à la révolution et à la dernière guerre civile en Espagne qui, elles aussi, continuent à faire affluer vers la France des éléments qui s'y réfugient (1).

Enfin, il faut tenir compte de l'avènement du troisième Reich et des persécutions dont ont souffert certains éléments racistes ou politiques et du plébiscite de la Sarre. Ces faits ont eu aussi pour effet de provoquer l'exode d'une partie de la population allemande vers la France qui naguère restait une des terres d'asile tant pour les réfugiés politiques que pour les réfugiés civils (2).

(1) On a évalué, le 26 février 1939, 400.000 réfugiés espagnols en France, qui coûtent une dépense totale de 3.500.000 francs par jour.

(2) Il est difficile de chiffrer le nombre de ces réfugiés en France, que la fuite devant un gouvernement redouté ou détesté a dirigé vers le sol français. Beaucoup, en effet, pour se donner aisément figure de martyrs ou obtenir une autorisation ou une prolongation de séjour en France, n'hésitent pas à couvrir du motif politique un déplacement irrégulier, très souvent motivé par des raisons économiques. Néanmoins il n'est pas exagéré de fixer à un total d'environ 200 à 250.000 personnes le nombre de proscrits ou de réfugiés qui ont cherché en France un refuge au moins temporaire. (V. M. W. QUAIL, cours cité, p. 50).

CHAPITRE III

LE STATUT JURIDIQUE DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS EN FRANCE

Le régime juridique des émigrants en France comporte des mesures de droit interne et des mesures de droit international.

Section I. — En droit interne

Il comporte plusieurs mesures relativement : § 1° à la police et à la sûreté ; § 2° au problème économique et social visant principalement à la protection du marché du travail.

Reprenons donc successivement ces deux groupes de mesures.

§ 1. MESURES DE POLICE ET DE SURETÉ

A) *Au moment du départ de l'immigrant*

Avant de venir en France, tout étranger doit solliciter le visa de son passeport auprès des représentants diplomatiques ou consulaires français dans son pays d'origine. Ce visa

ne lui sera accordé que si l'étranger n'est pas indésirable en vertu de l'instruction du 9 juillet 1928. Avant d'opposer son visa, l'agent diplomatique ou consulaire français doit examiner l'honorabilité, la moralité, les antécédents judiciaires, l'état physique de l'étranger.

B) *A l'entrée en France*

D'un autre côté, les bureaux d'immigration frontaliers fonctionnent comme organes de contrôle et de sûreté grâce à la présence d'un commissaire spécial chargé de la surveillance des pièces d'identité. Dès son arrivée à un poste-frontière, l'étranger est donc repéré, filtré (1).

C) *Pendant son séjour en France*

Une fois admis à entrer en France, il est soumis durant son séjour sur le sol français à une immatriculation et à une surveillance constantes, notamment du point de vue de la sûreté et de l'économie nationale, à l'aide d'une déclaration, de la délivrance d'une carte d'identité qui, par son renouvellement triennal, permet à la sûreté générale de contrôler le mouvement émigratoire en France. Celle-ci dispose de tous les renseignements, c'est-à-dire de la déclaration imposée

(1) En outre, l'article premier (§ 2) et l'article 5 (§ 4) du décret du 14 mai 1938 réglementant les conditions de séjour des étrangers en France, sont modifiés par l'article premier du décret du 19 septembre 1939. D'après ce nouveau décret, désormais, pour être admis à pénétrer régulièrement sur le territoire français, tout étranger doit être muni d'un passeport national valable ou d'un titre de voyage en tenant lieu, revêtus du visa consulaire français.

Si les étrangers sont titulaires d'un visa consulaire inférieur à deux ans, la validité accordée est égale à la durée de ce visa consulaire. (V. *Journal Officiel* du 2 septembre 1939, p. 11.619).

aux intéressés de soumettre leurs déplacements à un visa et de l'obligation faite aux logeurs de voyageurs et aux employeurs de travailleurs étrangers de signaler, soit leur séjour, soit leur embauchage.

Cette obligation est sanctionnée, depuis les décrets de mai 1938, par une peine d'amende pour les logeurs et les employeurs, par une peine plus sévère, pouvant aller jusqu'au refoulement en passant par celle de l'emprisonnement et d'amende, pour les étrangers qui ont pénétré irrégulièrement ou qui négligent de se soumettre aux formalités prescrites. Mais avant d'exposer les mesures prises relativement au séjour des étrangers en France en ce qui regarde le droit interne, il n'est pas inutile d'énumérer d'abord les textes organiques que voici :

1° La loi du 11 août 1926, complétée par celle de 1932, incorporée au Code du Travail sous la forme de l'art. 64, lettre A du livre II de ce Code, ayant pour objet d'assurer la protection du marché du travail national ;

2° Le décret du 6 février 1935, relatif à la délivrance des cartes d'identité aux étrangers, remplaçant les textes antérieurs, sanctionnés par la loi du 26 mars 1937 ;

3° Les décrets du 2 et 14 mai 1938.

4° Le régime spécial ou conventionnel des frontaliers. La loi du 11 août 1926, complétée par celle de 1932, vise la police économique de l'emploi des étrangers. Depuis lors le certificat d'immatriculation institué par la loi de 1893 fut remplacé par la carte d'identité qui constitue le moyen de contrôler la qualité, la profession, les conditions d'introduction en France du titulaire de cette carte (1).

(1) Un décret du 8 août 1935 réglementant la circulation des Français et des Etrangers et le régime des passeports en temps de guerre fut mis en application par le décret du 18 novembre 1939. (Voir page 104 en deuxième note).

Le décret du 6 février 1935 et les décrets des 2 et 14 mai 1938, qui sont les derniers textes régissant la délivrance des cartes d'identité, montrent le désir de l'administration de surveiller plus sévèrement l'entrée, les déplacements et l'emploi des étrangers en France. Il remplace l'ancien certificat d'immatriculation par une carte d'identité. Il astreint l'étranger à faire viser ses changements de résidence dans les vingt-quatre heures et à solliciter tous les trois ans le renouvellement de sa carte. Il soumet les logeurs des étrangers à l'obligation de signaler, dans les vingt-quatre heures ou quarante-huit heures selon les catégories, la présence d'étrangers et il soumet les maires à l'obligation de faire connaître les décès d'étrangers enregistrés.

En vertu de ces décrets, tout étranger qui ne jouit pas de l'immunité diplomatique, ou qui n'est muni d'une carte de tourisme, âgé de plus de 15 ans, devant résider en France pendant plus d'un mois, doit dans les huit jours de son arrivée, solliciter du commissaire de police ou du maire de sa résidence, une carte d'identité. Cette obligation incombe également aux étrangers qui, nés ou résidant en France, atteignent leur quinzième année.

Cette obligation s'impose aussi à la femme qui perd la qualité de Française et acquiert la nationalité étrangère de par son mariage avec un étranger dont la législation entraîne cette obligation, à moins que la femme déclare conserver, malgré son mariage avec un étranger, la qualité de Française, en vertu de la loi de 1927.

Par conséquent, tout étranger appartenant à une catégorie soumise aux obligations de déclaration, doit la faire. Récapéssé lui est délivré de sa demande, à l'appui de laquelle il doit remettre :

1° Quatre exemplaires de sa photographie de profil ;

2° Les indications justifiées, par des papiers authentiques (passeports, acte de naissance, etc...) ou garanties par deux citoyens français permettant l'établissement de fiches individuelles d'identité.

L'une des fiches établies est conservée à la Préfecture du département, l'autre est envoyée au service des cartes d'identité des étrangers au Ministère de l'Intérieur, où est tenu un sommier contenant le nom et la carte de tous les étrangers réputés résider en France.

La carte d'identité photographique, délivrée par la Préfecture, vaut permis de séjour et donne droit à la circulation sur tout le territoire, sauf les départements de Moselle, Haut-Rhin, Bas-Rhin, sous la seule charge pour l'étranger de notifier ses changements de domicile, notamment s'il change de logeur, dans les vingt-quatre heures de son arrivée au nouveau domicile et la faire viser avant son départ de la commune de son ancien domicile (1). Elle peut être retirée à l'étranger qui cesse de remplir les conditions de délivrance ou d'offrir les garanties jugées nécessaires.

Toutes mesures étudiées jusqu'ici concernent les étrangers en général. Il existe un régime spécial pour les travailleurs immigrants. Il importe donc de le signaler brièvement. Les travailleurs immigrants sont soumis à un régime de contrôle plus rigoureux que celui des étrangers en général. Outre que les mesures de police, de sûreté ou de moralité que nous étudions jusqu'ici leur sont applicables, ils sont soumis de plus à un contrôle préventif économique ou professionnel. Celui-ci a pour objet d'empêcher la pénétration sur le territoire français, d'éléments qui risquent de venir

(1) Voir les décrets en mai 1938.

encombrer certaines professions où déjà sévit le chômage, ou qui sont le théâtre de conflits du travail et où l'arrivée d'étrangers risque d'être considérée par les travailleurs nationaux en grève comme un recours à des briseurs de grève.

Pour éviter ces inconvénients, aux termes des instructions du 9 juillet 1928, données par le ministre des Affaires Etrangères à ses agents diplomatiques et consulaires, avant l'apposition du visa du Consul français sur son passeport, le titulaire sera invité à déclarer s'il se rend en France pour y occuper un emploi salarié. S'il répond affirmativement, il sera requis de présenter son contrat de travail et un certificat médical. Si la déclaration de l'étranger est fausse, si par exemple, ayant déclaré ne point venir en France exercer un emploi salarié, il est surpris occupé comme travailleur au mépris de cette déclaration, la sanction sera le refus de la carte d'identité, le refoulement, l'expulsion même (1).

Si un contrat de travail, ou un titre d'embauchage régulier est produit, le passeport doit être visé, sauf si le titulaire est un indésirable. Le visa est accompagné de la mention suivante : « Le titulaire est porteur d'un contrat de travail ».

Les membres de la famille qui demandent à rejoindre un travailleur déjà en France, ou à accompagner le travailleur qui s'y rend, obtiendront le visa dans les mêmes conditions que ci-dessus.

D'autre part, les bureaux-frontières sont chargés de veiller à la régularité des contrats de travail et d'embauchage dont les étrangers arrivent pourvus, en vue de s'assurer qu'ils ne se rendent point à un endroit où sévit soit un chômage, soit un conflit du travail.

(1) Art. 18 des instructions et les décrets (1) mai 1938.

Ce contrôle permet donc de s'assurer effectivement que l'étranger est bien un travailleur et qu'il se dirige certainement vers la localité dans laquelle il doit être employé.

Désormais : 1° Aucun étranger ne peut occuper un emploi quelconque sans posséder la carte d'identité de travailleur, afférente à sa catégorie.

2° Pour être admis à solliciter la délivrance de cette carte d'identité de travailleurs, il doit fournir un certificat sanitaire et un contrat de travail visé favorablement par le Ministère du Travail.

Enfin, la carte d'identité donne lieu, aux termes des décrets de mai 1938, à des sanctions sévères concernant soit ses titulaires, soit ceux qui sont appelés à connaître du séjour et du déplacement des étrangers.

1° Tout étranger qui n'a pas demandé la délivrance ou le renouvellement de la carte d'identité dans les délais prescrits, sera passible de la peine d'amende et d'emprisonnement.

La carte peut être retirée au titulaire qui néglige de se conformer à la réglementation en vigueur ou qui cesse de fournir les garanties désirables.

En cas de retrait, l'étranger doit quitter le territoire français dans les délais qui lui auront été imposés.

2° Tout étranger qui aura gratté, surchargé, falsifié une carte d'identité, ou qui en aura employé une autre que la sienne, sera expulsé du territoire français sans préjudice de toutes autres sanctions pénales à intervenir (amende et emprisonnement) (1).

Si, par exemple, un étranger a obtenu une carte d'identité de travailleur et si sa physionomie se rapproche de celle d'un de ses camarades qui, lui, n'en a point, mais qui désirait

(1) Voir les décrets de mai 1938.

travailler, la substitution de personne sera assez facile. Si elle est découverte, elle expose celui qui a prêté la carte, et celui qui l'a utilisée, à la mesure d'expulsion, sans préjudice d'ailleurs de toutes autres mesures, notamment la poursuite pénale en faux en écriture publique ou autres mesures moins graves.

3° Les propriétaires, les hôteliers, les logeurs, les propriétaires de pensions de famille doivent signaler, dans les vingt-quatre heures ou quarante-huit heures, suivant les catégories, au commissaire de police ou au maire, la présence des étrangers habitant leur immeuble ou établissement ou hébergés par eux ;

4° Il est interdit à toute personne d'employer un étranger non muni de carte d'identité régulière et portant la mention « travailleur ».

Quant aux maires, dès que le décès d'un étranger se produit dans leur commune, ils doivent en aviser le préfet de leur département.

Comme nous venons de le voir, le réseau du contrôle des étrangers se resserre de plus en plus en France. La carte d'identité, avec les justifications que l'étranger est obligé de produire pour l'obtenir, permet une surveillance qui pourrait être des plus efficaces, qui tend en fait à le devenir, mais qui se heurte à la difficulté de toute enquête sérieuse, en particulier dans la plupart des grandes villes et avec les possibilités de dissimulation d'identité (2).

(1) Art. 64 du Code du Travail.

(2) Depuis ce décret, la guerre a été déclarée le 2 septembre 1939, entre les Alliés et l'Allemagne. Un nouveau et dernier décret est intervenu. C'est le décret du 18 novembre 1939. D'après l'article 1^{er} de ce nouveau décret :

« L'article 41 du décret du 8 août 1935 réglementant la circulation

§ 2. MESURES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE PROTECTION DU TRAVAIL NATIONAL

Avant d'étudier le problème économique et social que resuscite constamment l'afflux de nouveaux travailleurs étrangers en France, nous essaierons de voir quelle était l'attitude de l'opinion française à l'égard de l'immigration ouvrière. A cet égard nous voyons que la position des intéressés variait selon leurs intérêts mêmes.

Le monde patronal était, en général, favorable aux travailleurs étrangers, il les considérait, en effet, comme un appoint indispensable à une main-d'œuvre insuffisante, mais surtout aux ouvriers nationaux, comme plus dociles, plus malléables et moins coûteux que la main-d'œuvre nationale.

Les ouvriers nationaux se sont au contraire dressés, la plupart du temps, contre l'appoint de travailleurs étrangers, et en particulier chez les employés d'hôtel et les garçons de café, qui souffraient d'un chômage chronique. Mais surtout les travailleurs français étaient soucieux de ne pas trouver dans les travailleurs étrangers des briseurs de grèves, des abaisseurs de salaires.

des Français et des étrangers, le séjour des étrangers et le régime des passeports en temps de guerre ; sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Article 41. — La carte d'identité d'étranger du temps de paix reste valable en période de guerre. Le modèle du temps de paix sera de même délivré aux étrangers nouvellement arrivés en France, ainsi qu'à ceux qui, se trouvant déjà en France, n'auraient pas de carte d'identité. Eventuellement, les ministres de la guerre et de l'intérieur pourront, par arrêté interministériel pris après avis du B. C. M. C. ; et s'ils l'estiment indispensables, remplacer la carte d'identité d'étranger du temps de paix par une carte du temps de guerre. La nouvelle carte ne sera valable que jusqu'à la date prévue, par la carte du temps de paix et sera délivrée dans les conditions prévues à l'art. 43 du présent décret. Récépissé de la demande sera remis immédiatement. Ce récépissé tiendra lieu d'autorisation de séjour pendant le temps nécessaire à l'établissement de la carte demandée... ». (v. J. O. du 19 novembre 1939).

Quant aux parlementaires, aux législateurs, selon le parti qu'ils représentaient, selon les intérêts dominants de leurs électeurs, ils souhaitaient tantôt la liberté, tantôt la réglementation, tantôt le contrôle, tantôt la restriction.

Mais aujourd'hui toute législation intérieure a subi l'influence étrangère et au protectionnisme douanier venait se surajouter un protectionnisme ouvrier conçu selon diverses méthodes.

Le premier procédé consistait à protéger le travail national en frappant les étrangers d'une taxe spéciale. De même que l'on frappe d'un droit l'entrée des marchandises, de même on frappe d'un droit l'emploi des étrangers. C'est, par exemple, le décret du 20 octobre 1888 en vertu duquel les étrangers se rendant en France pour un séjour prolongé, étaient tenus de faire une déclaration de séjour.

La loi du 8 août 1893, qui a servi de support juridique à toutes les mesures de police du marché du travail et de circulation des étrangers avant et après la guerre, soumet les étrangers arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, non seulement à faire une déclaration de résidence, mais également à acquitter un droit variant de 2 fr. 10 à 2 fr. 55, selon les communes. C'était une espèce de petite taxe de séjour avant la lettre. Le récent décret de 1939 institue une carte d'identité de commerçant pour le commerce et l'industrie des étrangers établis en France.

Les décrets du 10 août 1899 relatifs à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère dans les marchés publics distinguent deux catégories de personnes morales :

1° la personne morale Etat, pour laquelle l'application des décrets de 1899 était obligatoire ;

2° les personnes morales secondaires, départements, com-

munes, établissements publics qui pouvaient faire acte d'adhésion volontaire à la réglementation fixée par les décrets du 10 août 1899. Ces décrets prescrivaient que la durée du travail ne devait pas excéder la durée du travail normal en usage dans la région ; que dans l'exécution des marchés de travaux publics ou de fournitures, les salaires payés aux ouvriers qui exécutaient ces travaux devaient être égaux aux salaires courants de la région. Ils prévoyaient l'octroi d'un repos hebdomadaire. Mais surtout ce qu'il y a de plus important, ils prévoyaient que la main-d'œuvre étrangère ne devrait être employée que dans une proportion, laquelle ne serait pas uniforme, mais variable selon la nature des travaux, selon les départements, proportion qui devrait être fixée dans le cahier des charges par le préfet.

Ces mesures eurent pour effet de calmer pendant quelque temps l'opinion et évitèrent les rivalités économiques entre travailleurs étrangers et travailleurs français.

D'autre part, dans la loi sur les retraites ouvrières de 1910 et dans la loi sur les Assurances Sociales, les travailleurs étrangers ne jouissent pas, du point de vue des Assurances Sociales, exactement du même traitement que les travailleurs français, à l'exception de ceux qui sont liés vis-à-vis de la France par un traité d'égalité.

Les deux grandes lois de 1926 et de 1932 qui, beaucoup mieux que la loi de 1899 méritent le nom de lois ayant pour objet d'assurer la protection du marché national du travail ou la protection de la main-d'œuvre française.

Ces lois tendent vers ce but, non seulement en prescrivant aux employeurs de veiller à la régularité de la situation des étrangers, mais en établissant entre les diverses sortes de travailleurs étrangers les distinctions nécessaires.

La loi du 11 août 1926 interdit :

1° — D'employer un étranger dont la carte d'identité ne porte pas la mention « travailleur ». Le premier contrôle d'un employeur auquel un étranger s'adresse, doit être de lui demander la production de sa carte d'identité.

De deux choses l'une : ou bien cette carte porte la mention « travailleur » en même temps que la spécialité professionnelle de l'intéressé, ou bien la carte d'identité porte la mention « non travailleur », auquel cas, il ne doit pas être embauché ;

2° — d'occuper un travailleur étranger dans une profession autre que celle portée sur sa carte d'identité, à moins qu'un an ne se soit écoulé depuis la délivrance de la carte, ou qu'il ne soit porteur d'un certificat délivré par un office public de placement.

Voici par exemple : un étranger qui est entré en France avec une carte d'ouvrier agricole. Pendant l'année qui suit son arrivée, il essaie de se placer comme ouvrier industriel, dans l'industrie chimique par exemple. L'industriel auquel il s'adresse doit refuser de l'employer, à moins que l'Office public de placement ne l'y ait autorisé, ou à moins qu'un an ne soit écoulé.

La simple absence d'une de ces deux conditions suffit, même sans intention frauduleuse. Ainsi en a-t-il été jugé par la Cour de Cassation. (1).

3° — La loi prescrit à tout employeur de travailleurs étrangers de les inscrire dans un délai de 24 heures, suivant leur embauchage, sur un registre spécial.

D'autre part, pour répondre aux objections des ouvriers nationaux contre les sociétés d'immigration, la loi du 19

(1) Chambre Criminelle, 29 avril 1932, Bulletin du Ministère du Travail 1933, p. 185.

juillet 1928 régit le recrutement pour la France et l'introduction en France des travailleurs coloniaux et étrangers, le placement en France des travailleurs étrangers, le recrutement en France des travailleurs de toute nationalité pour l'étranger et les colonies, en aggravant les sanctions contre les infractions à la réglementation du placement payant.

Ces opérations sont soumises à un régime spécial. Tout individu, tout groupement désirant s'y livrer, doit avoir obtenu préalablement l'autorisation du Ministre du Travail.

En outre, la Commission interministérielle permanente de l'immigration a déterminé les conditions auxquelles doivent satisfaire les organisations privées françaises pour obtenir ces autorisations.

Il est interdit à ces groupements de prendre une dénomination susceptible de dissimuler leur caractère privé et de faire croire, par conséquent, qu'ils ont une autorisation officielle si ce n'est point le cas.

Mais le Ministre du Travail, de son côté, s'engage à faciliter aux groupements privés autorisés l'accomplissement de leurs opérations notamment en sollicitant du Ministère des Affaires Etrangères son intervention et son appui auprès des autorités du pays de recrutement.

Enfin, une disposition spéciale de la loi du 11 août 1928 est venue interdire à tout employeur d'embaucher directement ou par intermédiaire un travailleur étranger en France avant l'expiration du contrat de travail en vertu duquel il a été introduit. Cette interdiction est indépendante des actions en dommages-intérêts qui pourraient être intentées de ce chef.

Donc, un patron qui se rend coupable de cet acte, acte consistant à débaucher, à détourner un ouvrier introduit par

un autre patron, pour l'occuper chez lui avant l'expiration du contrat, est à la fois passible d'une répression pénale et d'une répression civile. La jurisprudence interprète rigoureusement et sévèrement ce texte, en ce sens qu'il n'y a pas lieu de rechercher l'intention dolosive du second employeur. Peu importe que le premier employeur ait ou non accompli les formalités prescrites sur l'emploi des étrangers (1).

Au moment où arrive la crise économique, le chômage sévit, les travailleurs, menacés de licenciement, acceptent de plus longues journées de travail ou même une diminution de leurs salaires.

D'autre part, le chômage technologique, le chômage dû aux progrès de l'organisation du travail ou de l'outillage s'ajoute au chômage de crise, au chômage conjoncturel. Certaines industries sont frappées, en particulier la corporation des musiciens d'orchestre, que le cinéma sonore chasse de leur emploi, ou le personnel d'hôtel que la fermeture des grands établissements condamne au chômage.

Tout naturellement, les ouvriers ou employés français licenciés se tournent vers les établissements qui présentent de l'activité. Mais souvent, ils les trouvent occupés par des étrangers. Les intéressés protestent, ils s'adressent aux pouvoirs publics, font agir leurs représentants au Parlement. Ceux-ci interpellent le Gouvernement. Ils déposent des propositions de la loi sur la protection de la main-d'œuvre nationale. C'est ainsi que fut votée par la Chambre des Députés, le 21 décembre 1931 et le 12 juillet 1932, par le Sénat, la loi devenue celle du 10 août 1932.

Cette loi tendant à la protection de la main-d'œuvre natio-

(1) Cour de Cassation, 19 mai 1931, Bulletin du Ministère du Travail, 1931, p. 153.

nale est un bon exemple de la nouvelle technique de confection de la législation du travail, avec coopération des intéressés, des patrons et des ouvriers ou, plus exactement, des organisations représentatives, patronales et ouvrières, à trois degrés, c'est-à-dire au moment de la préparation, pendant la confection et durant l'application de la loi.

La confection de la loi n'est, en effet achevée dans cette procédure, que quand ont été accomplies les trois formalités suivantes : la position du principe et des traits principaux par le législateur, la consultation préalable des intéressés par la voix de leurs syndicats, la décision administrative de portée restreinte quant aux régions, quant aux villes, quant aux industries, quant aux métiers considérés.

D'abord, la loi consolide, précise les dispositions générales relatives à l'introduction et à l'emploi des travailleurs étrangers en France.

« Tout étranger désirant entrer en France, pour y être employé comme travailleur, dit l'article 3, devra être muni d'une autorisation ministérielle spéciale accordée après consultation des services publics de placement. Tout étranger déjà entré en France ne pourra y être employé que s'il est pourvu de cette même autorisation ».

Ensuite la loi apporte son but spécifique : la limitation du nombre des étrangers susceptibles d'être employés dans les différentes catégories de travaux.

Jusqu'alors, en vertu du décret du 10 août 1899, seuls les entrepreneurs ou les fournisseurs travaillant pour le compte de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics devaient limiter le nombre des travailleurs étrangers employés par eux en vertu d'une stipulation obligatoirement inscrite dans les cahiers des charges. Quant aux

employeurs privés, ils étaient libres d'utiliser autant de main-d'œuvre étrangère qu'ils le désiraient.

Désormais, la loi généralise que deux catégories d'employeurs y sont obligatoirement assujetties.

Les cahiers des charges des marchés de travaux publics passés au nom de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics par voie d'adjudication ou par voie de marché de gré à gré, ainsi que les cahiers des charges des concessions ou d'affermages passés par ces mêmes collectivités, devront obligatoirement déterminer la proportion des travailleurs étrangers qui pourront être employés dans les chantiers ou ateliers en vue de l'exécution des marchés.

A côté de cette confirmation d'une réglementation antérieure, les innovations de la loi vont porter :

1° — sur les entreprises concédées ou affermées ;

2° — sur les entreprises privées.

Enfin l'article 33, lettre A du livre I du Code du travail prescrit que tous les ouvriers ou ouvrières occupés pour les travaux à domicile doivent être inscrits par leurs employeurs sur un registre spécial comme les autres travailleurs étrangers, en vertu de l'article 64, lettre C.

Pour les entreprises privées, la loi confère au Ministre le droit de fixer, par nature d'industrie ou par région, la proportion maxima d'ouvriers étrangers susceptibles d'être employés par un même employeur, soit en atelier, soit à domicile.

La procédure de consultation et de fixation est déterminée par le décret du 19 octobre 1932.

L'ensemble des trois mesures qui viennent d'être énumérées, la loi du 11 août 1926 interdisant à toute personne, sous les sanctions pénales qu'elle édicte, d'employer un étranger non muni de la carte d'identité régulière, portant

la mention « travailleur » ; le décret du 6 février 1935 spécifiant les conditions de délivrance de cette carte ; la loi du 10 août 1932 complétée par le décret du 19 octobre 1932 fixant la proportion des étrangers à ne pas dépasser, ces trois mesures paraissant de nature à atteindre le but poursuivi : la protection de la main-d'œuvre nationale, et la réserve de la priorité de l'emploi pour les travailleurs français.

Notons en dernier lieu le décret du 8 août 1935 qui a institué la protection des artisans français contre la concurrence des artisans étrangers. Il étend aux artisans les dispositions de la loi d'août 1926, c'est-à-dire les articles 64 et 172 du Code du Travail. Il leur étend les dispositions de la loi du 10 août 1932 et du décret du 6 février 1935. Les artisans étrangers sont désormais soumis au même régime que les salariés étrangers. On entend par artisans étrangers tous ceux qui travailleront dans des conditions telles qu'ils sont susceptibles d'être soumis aux dispositions fiscales frappant les artisans français et ils seront, du point de vue de la loi sur la protection du travail national, assimilés purement et simplement à des salariés étrangers et soumis à la réglementation visant ces derniers.

En conséquence, les étrangers ne pourront exercer la profession d'artisan ainsi définie, que s'ils sont porteurs d'une carte portant la mention « artisan » et dont la délivrance sera, à tous égards, assimilée et soumise aux mêmes conditions que la carte de travailleur. Mêmes pénalités pour absence de carte, même possibilité de limiter la proportion des artisans étrangers.

Nous venons de voir comment cette évaluation s'est poursuivie. Portant de simples mesures de police et de sûreté, elle a abouti à des mesures de police économique, de restrictions économiques, de contingentement économique, de

protectionnisme économique, qui véritablement transposent dans le domaine de l'immigration toutes les dispositions en œuvre dans le domaine de la protection douanière.

Les techniques et les raisons en sont les mêmes. De même que l'on défend les producteurs, les patrons nationaux, contre la concurrence des marchandises étrangères, de même on protège les producteurs salariés nationaux et les ouvriers contre la concurrence des étrangers.

Tandis que les producteurs nationaux se plaignent et qu'ils obtiennent la protection contre l'importation de marchandises étrangères, les travailleurs nationaux se plaignent et ils obtiennent la protection contre l'introduction de travailleurs étrangers. Ces mesures se sont multipliées au cours de ces dernières années, elles se sont resserrées et renforcées, elles constituent un corps non seulement cohérent mais logique en ce qui concerne le droit interne d'un pays souverain.

Section II. — Les protections conventionnelles internationales des immigrants en France

Si les mesures prises par le législateur national que nous venons d'exposer sont dictées, dans la plupart des cas, par le désir de protéger les travailleurs nationaux, les conventions avec les nations étrangères ont aussi pour mesure de protéger la main-d'œuvre étrangère contre les abus dont elle risque d'être victime de la part des employeurs nationaux. C'est ce que nous allons étudier maintenant : les traités et conventions d'immigration et de travail que la France a passés, soit avec certains pays individuellement considérés, c'est-à-dire de traités bilatéraux, soit aussi des traités généraux, multilatéraux auxquels la France a été partie.

Laissons de côté les traités du 30 novembre 1831, du 29

mars 1833, du 22 mai 1845, du 1^{er} juillet 1861, conclus entre la France et la Grande-Bretagne au sujet des nègres ; les arrangements conclus entre la France et la Belgique, le 4 mars 1876 et le 31 mars 1882, en vue de favoriser le transfert des épargnes des ouvriers belges dans leur pays, et des ouvriers français en France ; l'arrangement entre la France et la Grande-Bretagne, pour l'assistance à donner aux marins délaissés des deux pays, dispositions du 5 novembre 1879, mesure imitée dans l'arrangement avec l'Allemagne, le 16 mai 1880 et avec l'Italie, le 1^{er} janvier 1882. Depuis, des accords de nature analogue, touchant les caisses d'épargne, ont été signés avec l'Italie, le 18 août 1904 pour les caisses d'épargne postales, le 20 janvier 1906 pour les caisses d'épargne ordinaires, avec la Pologne le 14 octobre 1920, avec la Tchécoslovaquie le 20 mars 1920.

Et à partir de la fin du xix^e siècle et dès le commencement du xx^e, nous allons assister à la conclusion de véritables traités internationaux.

En effet, la loi du 9 août 1898 va poser pour la première fois un problème qui ne pourra être résolu que par voie d'arrangement bilatéraux. Dans son article 3 *in sine*, elle a décidé que, en principe, les ouvriers étrangers victimes en France d'accidents du travail, jouiraient de la même situation que leurs camarades français victimes dans les mêmes conditions d'un accident du travail, mais à la condition que la famille de l'étranger fût en France, si l'étranger était mort victime de l'accident ; ou à la condition que l'étranger demeurât en France s'il survivait à sa blessure. Au cas où l'étranger quitterait la France pour se rendre dans son pays, il n'avait droit qu'à la liquidation d'une indemnité forfaitaire égale à trois annuités de sa rente.

En conséquence, si la famille de l'étranger victime d'un

accident mortel ne résidait point sur le territoire français, elle n'avait droit à rien. Mais le texte ajoute que si la France a conclu avec les pays dont les étrangers victimes d'accidents sont ressortissants, des traités garantissant à nos nationaux victimes sur leur territoire d'accident du travail le même traitement qu'à leurs propres nationaux, les restrictions prévues au détriment des étrangers seraient levées et l'égalité entre ceux-ci et les Français proclamée.

C'était la porte ouverte par le législateur français aux gouvernements étrangers en vue de signer avec la France des conventions pour assurer l'égalité du traitement de leurs nationaux avec les Français.

C'est à partir de ce moment que la France et l'Italie ont conclu le 15 août 1904, un arrangement en vue d'assurer les garanties à la personne du travailleur.

Une série de conventions touchant la réciprocité en matière de réparation des accidents du travail a été conclue entre la France et les pays étrangers telles que la Convention franco-belge du 21 février 1906 ; convention franco-italienne du 9 juin 1906 ; convention franco-luxembourgeoise du 24 juin 1906 ; convention franco-britannique du 3 juillet 1909 ; convention franco-san-marinoise du 9 août 1917. Tous ces traités garantissent à l'ouvrier étranger ou à ses ayants-droit le paiement des indemnités qui seraient dues à un ouvrier français ou à ses ayants-droit victimes d'un accident du travail dans les mêmes conditions.

Enfin, arrangement franco-italien du 15 juin 1910 pour la protection réciproque des jeunes ouvriers et les conventions d'assistance hospitalière et médicale telles que celle conclue entre la France et la Suisse le 24 septembre 1882 ou celle conclue entre la France et les Pays-Bas le 9 février 1911.

La guerre a marqué pour la France, pour bien des raisons

morales et économiques, l'occasion d'accentuer encore son rôle d'initiatrice en matière de traités sociaux d'immigration et de travail.

C'est ainsi que les années 1919 et 1920 ont été marquées en France par la conclusion de quatre accords diplomatiques que voici :

1° La Convention franco-polonaise d'émigration et d'immigration, conclue à Varsovie le 7 septembre 1919, ratifiée par le décret présidentiel du 15 avril 1920 ;

2° Le Traité franco-italien d'immigration et de travail, d'assistance et de prévoyance sociale, signé à Rome le 30 septembre 1919, approuvé par la loi du 10 janvier 1921 et promulgué par le décret du 25 mai 1921 ;

3° La Convention franco-tchéco-slovaque d'émigration et d'immigration, conclue à Paris le 20 mars 1920 ;

4° La Convention franco-polonaise d'assistance, d'assurance et de prévoyance sociale conclue à Varsovie, le 14 octobre 1920, promulguée en France et entrée en vigueur le 16 mai 1922.

Le but de ces traités est de :

1° sauvegarder les intérêts économiques des travailleurs étrangers et de leur pays d'origine ;

2° assurer les intérêts des travailleurs nationaux qui ont besoin d'être protégés contre une concurrence éventuelle des immigrants et enfin

3° incorporer en quelque sorte le recrutement et le placement de la main-d'œuvre étrangère dans l'organisation générale du travail, en étendant son champ d'action au-delà des frontières.

Le 2° et le 3° point ont été déjà exposés (1). Il nous reste

(1) Voir chapitre I et chapitre III, paragraphe 1.

à étudier le premier, c'est lui qui est à la base de l'égalité du traitement envisagée sous ses multiples aspects tels que la prévoyance sociale, la réglementation du travail, l'égalité du salaire assurées aux travailleurs étrangers. C'est ce que nous allons chercher à étudier dans les traités cités ci-dessus, dans ce que nous pouvons appeler les clauses économiques des conventions internationales de travail ; les clauses sociales et les clauses politiques.

Notons immédiatement que deux précautions ont été prévues dans les traités d'immigration. D'une part, il a été stipulé qu'en aucun cas les travailleurs étrangers employés dans le pays ne pourraient recevoir, à capacité professionnelle égale, un salaire inférieur à celui des autres travailleurs français de même catégorie ; d'autre part toutes les obligations sociales des employeurs français en matière de prévoyance et de réparation des accidents du travail se trouvent appliquées aux travailleurs étrangers et enlèvent, par conséquent, tout intérêt aux patrons à employer de préférence la main-d'œuvre étrangère à la main-d'œuvre nationale.

Ainsi donc, poursuivant son rôle d'initiatrice, de son propre chef, avant même d'y avoir été invitée par la Conférence de Washington de 1919, mettant en pratique les dispositions de la partie 13 du Traité de Versailles et ayant même, par ses traités, devancé, anticipé, inspiré ces principes, la France a réalisé sur son territoire l'égalité de traitement des étrangers et des Français.

Etudions maintenant dans le détail, la réalisation de ces deux objectifs :

§ 1° — l'égalité économique (clauses économiques) ;

§ 2° — l'égalité sociale (clauses sociales). Et en dernier lieu nous exposerons ;

§ 3° — les clauses politiques dans les traités.

§ I. — EGALITÉ ÉCONOMIQUE (CLAUSES ÉCONOMIQUES)

Sur le principe de l'égalité des travailleurs nationaux et étrangers, la Conférence de Washington de 1919 n'a formulé que des recommandations. Dès sa constitution, la Commission de législation internationale du travail, instituée le 25 janvier 1919, par le Conseil suprême pour examiner les conditions d'emploi des travailleurs, fut saisie d'une série de propositions du gouvernement italien, relatives à l'émigration.

De nouveaux organismes devaient en sortir : le Bureau International du Travail et l'organisation internationale du travail.

La Commission se mit d'accord sur une clause dont elle propose l'insertion au Traité de paix, l'article 8 : « Les travailleurs étrangers, légalement admis dans un pays et leur famille, auront droit, pour tout ce qui concerne leur condition de travailleurs et les assurances nationales, au même traitement que les nationaux des pays dans lesquels ils résident ».

Cette proposition fut insérée dans le Traité de Versailles et elle avait, dans l'article 427 de ce dernier, le texte que voici : « Les règles édictées dans chaque pays au sujet des conditions du travail devront assurer un traitement économique équitable à tous les travailleurs résidant légalement dans le pays ».

De son côté, le Comité d'organisation de la Conférence de Washington avait mis à l'ordre du jour la question de l'égalité du traitement, mais en matière d'assurance-chômage seulement.

Renvoyée à la Commission de chômage, cette question y fut élargie et transformée en un projet de convention portant que « les débats qui ratifieront la présente convention ou y accorderont devront, réciproquement, assurer aux travailleurs étrangers, ou à leur famille, le bénéfice des lois et règlements de protection ouvrière ainsi que la jouissance du droit d'association, dans la limite de la légalité ». Cela fut ensuite transformé en une recommandation encore plus souple, en une invitation aux Etats à se mettre d'accord ou à réaliser par voie unilatérale les principes ainsi posés.

Cet et recommandation de Washington, qui n'a point encore reçu complètement satisfaction — puisque à la Conférence de 1932, le délégué de Chine a protesté contre son inapplication — était ainsi conçue : « que chaque membre de l'organisation internationale du travail assure, sur la base de la réciprocité, dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les pays intéressés, aux travailleurs étrangers occupés sur leur territoire et à leur famille, le bénéfice des lois et règlements de protection ouvrière, ainsi que la jouissance du droit d'association reconnu dans les limites de la légalité à ses propres travailleurs ».

Or, la France n'avait point attendu cette recommandation pour l'appliquer dans sa lettre et dans son esprit. C'était son délégué qui l'avait proposée. Elle s'inspirait peut-être des deux instruments diplomatiques qui venaient d'être conclus par la France avant la Conférence de Washington (1).

Les dispositions de ces traités, complétées par celles des conventions subséquentes : Convention d'assistance franco-belge du 30 novembre 1921, Traité du travail franco-belge

(1) Convention d'immigration franco-polonaise du 7 septembre 1919, à Varsovie et le traité franco-italien conclu à Rome le 30 septembre 1919.

du 24 décembre 1924 ; constitueront une excellente notion de l'égalité des traitements.

Le principe dominant de ces textes est le suivant :

D'une part, égalité absolue au point de vue économique et social, ou bénéfice de réciprocité.

D'autre part, maintien des inégalités considérées comme touchant au droit public et constituant comme le corollaire de l'absence de droits politiques des étrangers.

Voyons donc les applications de ces principes.

L'égalité du traitement économique et social se traduit par les clauses des traités concernant :

a) la rémunération, les conditions et la réglementation légale du travail, ainsi que la fiscalité ;

b) La prévoyance sociale ;

c) L'assistance.

Étudions-les donc :

A) *Egalité et rémunération, condition et réglementation du travail*

Le principal grief dirigé par la classe ouvrière contre l'immigration de la main-d'œuvre étrangère est la crainte de la sous-concurrence. Les traités et les conventions entendent écarter à tout jamais cette crainte. A cette fin, les traités posent le principe capital et nouveau de l'égalité de salaire à l'égalité de travail : « Le salaire des travailleurs émigrés, dit l'article 2 du traité franco-italien, ne pourra être inférieur à celui que, dans la même entreprise, reçoivent, à travail égal, les ouvriers nationaux de même catégorie, ou, à défaut d'ouvriers nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, au salaire normal et courant des ouvriers de même catégorie dans la région ».

Et l'article 2 de la Convention franco-tchéco-slovaque le formule en termes concis : « Les travailleurs immigrés recevront, à travail égal, une rémunération égale à celle des nationaux de même catégorie et de même spécialité professionnelle employés dans la même entreprise, rémunération basée sur le taux du salaire normal et courant de la région ».

Les travailleurs étrangers jouissent de la même protection que les ouvriers nationaux. On remarque ici même, sous une stipulation diplomatique que les lois protectrices du travail, les lois règlementant le travail sont des lois de police, de police industrielle. Or, justement les lois de police régissent toutes les personnes résidant sur le territoire national. Le fait d'y être assujetti n'implique point la nationalité française ; ce sont des dispositions d'ordre public et il est, par conséquent, tout naturel que les étrangers en profitent.

Mais cette stipulation n'est pas inutile. Parce qu'elle montre que la France entendait demeurer fidèle aux principes de l'égalité du traitement.

§ I. EGALITÉ SOCIALE (CLAUSES SOCIALES)

B) *La prévoyance sociale*

C'est dans l'étude des clauses sociales des traités que se posent avec le plus d'acuité les principes directeurs de la législation diplomatique nouvelle. Le principe qui y préside est le principe de la réciprocité. Les étrangers ne bénéficient en France que du statut, du sort qui est fait par le pays étranger aux Français.

D'un autre côté, un second principe est que l'intéressé ne doit à aucun titre souffrir de son extranéité, pour se voir refuser les soins, la protection, l'assistance à laquelle il a droit ou, tout au moins l'assistance que commandent de lui

donner les règles les plus élémentaires d'humanité. Mais ceci ne signifie point pour autant que l'Etat qui a ainsi accompli un devoir d'humanité doive conserver définitivement à sa charge la défense qu'aura provoquée cette assistance.

c) L'assistance. L'Etat devra participer à tout ce qui constitue, dans une certaine mesure, une sorte d'accessoire immédiat ou futur du salaire, au prorata de l'avantage qu'il aura pu tirer de la présence du travailleur immigré sur son sol. Or le travailleur immigré a été, pendant longtemps, un auxiliaire précieux de la vie économique. Il a contribué à l'exploitation, à la mise en valeur des richesses nationales. Se posent donc pour lui les questions de prévoyance, prévoyance en cas de maladie, en cas d'accident, en cas de chômage, en cas de retraite.

Tout d'abord, pour les accidents du travail, le principe posé dans le paragraphe final de l'article 3 de la loi du 9 avril 1896 précisait en règle que les étrangers, tant qu'ils demeuraient sur le territoire français, étaient assimilés aux Français, mais que s'ils venaient à quitter le territoire français ou si leurs ayants-droit n'y habitaient point, ils perdraient leurs droits à l'égalité du traitement, sauf traités entre leur pays et la France .

Ces traités conclus par la France avec les pays étrangers ont pour objet de faciliter l'introduction chez elle des éléments d'appoint, elle a eu soin de stipuler des clauses nettes. Par exemple, le 4 septembre 1919 à Varsovie, au moment de signer le traité d'immigration, les plénipotentiaires y ajoutèrent un protocole stipulant qu'en attendant la mise en vigueur du traité d'assistance, les ouvriers polonais en France et les ouvriers français en Pologne bénéficieraient du régime de l'égalité du traitement avec les nationaux pour les accidents du travail dont ils pourraient être victimes. Au reste,

aujourd'hui, la question n'a plus d'intérêt, elle a été en effet réglée par une grande convention internationale conclue en 1927, convention multilatérale ouverte, à laquelle la France a été signataire et qui, par conséquent, la lie non pas seulement avec les pays vis-à-vis desquels elle se trouve obligée par un traité bilatéral, mais vis-à-vis de tous les autres pays adhérents à la grande convention .

En ce qui concerne l'assistance médicale, le principe est que l'étranger se trouvant malade sur le territoire français doit recevoir les soins de l'Assistance publique française. Mais les frais peuvent être récupérés éventuellement contre le pays dont le malade est originaire, si ce pays n'a point avec la France un traité de réciprocité. En outre lorsque la maladie dure plus d'un certain temps (quarante-cinq jours), la France a alors option : ou proposer au pays d'origine de rapatrier l'étranger, ou continuer à le traiter aux frais du pays étranger en question.

C'est une sorte d'application internationale du principe du domicile de secours. L'étranger ne se voit pas opposer son extranéité pour se voir refuser les secours, mais ces secours ne restent pas nécessairement ni indéfiniment à la charge du gouvernement qui le paie.

En ce qui touche l'assistance-chômage, les chômeurs étrangers ne pourront en bénéficier qu'après le dernier décret du 6 mai 1939, ils appartiennent aux Etats ayant passé des traités de réciprocité avec la France.

En ce qui concerne les retraites, on peut citer par exemple, le traité franco-belge stipulant que les ouvriers mineurs belges ou les ouvriers mineurs français ayant travaillé tour à tour dans les mines belges et les mines françaises atteignant l'âge de la retraite spéciale des ouvriers mineurs, se verront attribuer une retraite pour la vieillesse.

Le principe est que l'ouvrier considère comme ayant, par son activité, participé à la mise en valeur du pays, la retraite est considérée comme étant un salaire différé, par conséquent il est légitime que la participation de l'Etat à la constitution et au paiement de cette retraite soit proportionnelle au temps pendant lequel cet ouvrier a fécondé le sol de l'un ou l'autre pays par son travail.

§ III. — LES CLAUSES POLITIQUES DANS LES TRAITÉS

Ces clauses confèrent aux ressortissants des pays cosignataires des traités, le droit d'association, de conciliation et d'arbitrage et le droit de nomination de délégués ouvriers.

En matière de droit syndical et d'association, l'article 12 paragraphe I de la seconde convention franco-polonaise dispose ainsi : « Les ressortissants de chacun des deux pays jouiront sur le territoire de l'autre de la liberté d'adhérer ou de ne pas adhérer à des syndicats ou groupements professionnels ou corporatifs accordée aux ressortissants du pays ». Mais cet article ajoute : « sous réserve des dispositions légales touchant l'administration de ces syndicats et de ces groupements ».

En conséquence, si les étrangers peuvent participer aux syndicats en tant que membres, ils ne peuvent pas y participer comme administrateurs, puisque la France a pris soin d'exclure les étrangers des postes administrateurs des syndicats professionnels dans la loi sur les syndicats.

En ce qui touche au droit d'association, les associations étrangères fonctionnant en France sous bénéfice d'un traitement réciproque en pays étranger, posséderont les droits et avantages des associations françaises, à la condition de se conformer aux lois françaises, en particulier à la loi du 1^{er} juillet 1901, complétée en dernier lieu par le décret du

16 avril 1939 en ce qui concerne les associations étrangères en France.

D'autre part les travailleurs et employeurs des pays contractants peuvent faire partie des comités de conciliation et d'arbitrage dans les conflits collectifs entre employeurs et salariés, quand ils y seront partie intéressée. (1).

Naguère, les travailleurs étrangers avaient le droit de participer à l'élection des délégués mineurs, qui est corollaire en quelque sorte de l'électorat politique, puisque dans la loi française il est prévu que ne peuvent participer à l'élection des délégués mineurs que les ouvriers jouissant de leurs droits politiques. C'est pourquoi les décrets du mois de mai 1938 viennent de le supprimer pour les ouvriers étrangers.

Cependant, il sera loisible, dans les mines françaises, aux ouvriers italiens et polonais, de déléguer un de leurs camarades pour exposer leurs demandes concernant les conditions de travail, soit aux délégués mineurs, soit aux autorités. Il en sera de même, naturellement, pour les ouvriers français en Italie, en Pologne. (2).

Ajoutons enfin une clause nouvelle dans les instruments diplomatiques, dite la clause de la nation socialement la plus favorisée. Cette clause, insérée dans l'article 4 de la première convention franco-polonaise du travail, et indiquant bien l'esprit de générosité dans les négociations internationales, dispose ceci :

« Si, postérieurement à la mise en vigueur de la présente convention, des conventions conclues entre l'une des deux parties contractantes et une autre puissance accordant aux

(1) L'article 18, paragraphe 1 du Traité franco-italien et l'article 2 de la Convention franco-polonaise.

(2) L'article 18, paragraphe 2 du Traité franco-italien et paragraphe 12 de la seconde convention franco-polonaise.

ouvriers de cette dernière des avantages plus étendus que ceux prévus à la présente convention, le bénéfice en sera accordé aux ressortissants de l'une et de l'autre des hautes parties contractantes employées dans l'autre pays ».

Les principes directeurs dominant ces conventions que nous venons d'exposer mettent en relief que la France est soucieuse d'éviter toute sous-concurrence extérieure que les nationaux redoutent par dessus tout.

Ainsi, elle accorde l'égalité absolue aux ressortissants des pays contractants, en ce qui touche les salaires, les conditions de travail, les lois de prévoyance sociale, l'assistance.

En ce qui concerne les droits politiques, ce sont des attributs ou privilèges attachés à la nationalité d'un pays. Ces droits ne peuvent pas être étendus sans réserve et sans tempérament, aux ressortissants des pays étrangers. C'est avec la plus grande discrétion que les traités ont apporté, même sur ce point, des exceptions au principe de l'égalité et dans la mesure nécessaire à la sécurité nationale.

CONCLUSION

Nous vivons aujourd'hui dans une période troublante, d'inquiétude et d'insécurité, période où se pose le principe : « le droit pour le peuple de disposer de lui-même » que réclament avec le plus d'acuité les Etats totalitaires de notre époque. Cela soulève et soulèvera encore le problème des minorités nationales ou des races. De l'avis de tous — la France en ayant compris, ne voudra pas et ne deviendra pas un pays de minorités nationales. Elle y aura peut-être plus de peine que par le passé, au temps où la supériorité de sa civilisation — le nationalisme moins exalté de certains peuples étrangers, l'immigration plus disséminée, plus diverse, lui permettaient la lente absorption de tous les étrangers. En effet, de 1921 à 1931, on a enregistré tout près de 500.000 naturalisés.

A la « *vis mediatrix naturæ* », à la seule action du milieu et du temps, viendra se joindre l'action systématique d'une politique méthodique. Cette politique ne se traduit pas par l'existence d'organismes spécialisés, mais comporte au contraire l'action combinée des étrangers eux-mêmes, des particuliers, des œuvres de l'administration, des pouvoirs publics. Mais quoique ses moyens d'action soient encore faibles, cette politique d'immigration de la France a déjà obtenu, — on ne peut le contester — de remarquables résultats au

cours de ces dernières années. Le moment est propice au recueillement, à l'élaboration de programmes mûris. La stabilité économique et politique de la France ira probablement marquer une période de digestion des éléments étrangers, facilitée par la restriction de l'immigration collective et individuelle comme pratiquée, à l'heure actuelle, dans bien d'autres pays, la politique de protectionnisme ouvrier ajoutée au protectionnisme douanier. Le flux des immigrants s'est stabilisé ; il a été régularisé par les décrets du 2 et 14 mai 1938. Ceux qui demeurent sur le sol français prouveront peu à peu l'attachement à la France — pour lesquels elle vient d'accorder, en leur faveur, de servir dans l'armée métropolitaine avec le décret du 16 avril 1939, article 1^{er}. La guerre actuelle ou la seconde grande guerre vient à se dérouler aujourd'hui en Europe, entre les Alliés et le III^e Reich de Grande Allemagne. Dès le premier jour de la mobilisation générale, même dans les jours qui l'ont précédée, beaucoup d'étrangers tant à Paris qu'en province se sont engagés comme volontaires dans l'armée française, pour témoigner de leur loyalisme et de leur affection dévouée à l'égard de la France protectrice. Dans ces jours pénibles de la guerre de 1939, la France ne doit-elle pas faire venir de nouveau sur son sol des travailleurs étrangers ? Ces travailleurs apporteront ainsi une fois de plus un secours sinon absolu, du moins relatif, qui contribuera au succès de la résistance des Alliés. Il importe donc pour les Français de ne pas les décourager, et de pratiquer à leur égard une politique faite tout à la fois d'intérêt, de justice et d'humanité. Ce que faisant, la France reste et restera un pays accueillant par-dessus tout.

VU :

Le Doyen,

P. LOUIS-LUCAS.

VU :

Le Président de la Thèse,

P. LOUIS-LUCAS.

Vu et permis d'imprimer :

Dijon, le 12 Décembre 1939.

Le Recteur de l'Académie de Dijon,

SPEULÉ.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES :

- AUGIER (Paul) : *Arbitrage et surarbitrage dans les conflits collectifs du travail*. Paris, 1937.
- BAILLE (Frédéric) : *Les Italiens en Provence devant nos lois de prévoyance et d'assistance*. Toulon, 1927.
- Xavier BARTHÉLEMY : *Des infractions aux arrêtés d'expulsion et d'interdiction de séjour*. Paris, 1936.
- André BOISSIER : *La Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents*. Paris, 1900.
- BOUTHOU (Gaston) : *La population dans le monde*, Paris, 1935.
- BROCARD (L.) : *Principes d'économie nationale et internationale*. Paris, 1929-1931.
- CATALOGNE (Edouard) : *La politique d'immigration en France depuis la guerre de 1914*. Paris, 1925.
- CHASSEVENT (L.) : *Appel à la main-d'œuvre étrangère par l'agriculture française*. Paris, 1919.
- CHROMECHI (Thadée) : *Le problème de l'immigration polonaise et la France*. Paris, 1929.
- DEMANGEON (Albert) et MAUCO (Georges) : *Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française*. Paris, 1939.
- DELEHELLE (Jean) : *La situation juridique des Russes en France*. Lille, 1926.
- DURAND (Louis) : *Etude historique et critique sur la condition des étrangers en France*. Lyon, 1884.
- FARGEAUD (Philippe) : *L'application des nouvelles lois sociales*. Paris, 1938.
- GEMAHLING (Paul) : *Les Grands Economistes*. Paris, 1933.
- Paul GENT : *Des clauses de déchéance en matière d'assurance contre les accidents*. Paris, 1911.
- GERMING (Cte Edouard de) : *Les Conflits de nationalités devant les juridictions internationales*. Paris, 1916.
- Charles GIDE : *Cours d'Economie politique*. Paris, 1919.
- Charles GIDE et Charles RIST : *Histoire des doctrines économiques*. Paris, 1929.
- GUÉRIOT (Paul) : *Politique d'immigration*. Paris, 1924.
- GUERMEUR (Paul) : *L'assurance contre les accidents du travail*. Paris, 1924.

- GUESDON (Victor) : *Le mouvement de création et d'extension des caisses d'allocations familiales*. Paris, 1922.
- GUITERA (J. B.) : *Le contrat-type pour l'emploi des travailleurs étrangers en France*. Paris, 1924.
- HSU FU-YANG : *La protection des réfugiés par la Société des Nations*. Lyon 1936.
- KIETCH (G.) : *L'organisation syndicale des travailleurs en France*. Paris, 1937.
- LACHAGE (Marcel) : *Du statut juridique de l'étranger au regard du droit public français*.
- Bernard LAVERGNE : *Eessor et décadence du capitalisme*. Paris, 1938.
- LECHARNY (Louis) : *La validité des actes internes des gouvernements du fait à l'égard des étrangers*. Paris, 1929.
- LI KOUE-TSAI : *Règlementation internationale de l'émigration*. Lyon, 1928.
- LORCH (A.) : *Les congés payés en France*. Paris, 1938.
- LUGAND (Joseph) : *L'immigration des ouvriers étrangers en France et les enseignements de la guerre*. Paris, 1919.
- MAUCO (Georges) : *Les étrangers en France*. Paris, 1932.
- MAZAS (Pierre) : *Le fondement de l'obligation aux allocations familiales*. Paris, 1936.
- MOSSE (Robert) : *L'assurance obligatoire contre le chômage au point de vue social*. Paris, 1929.
- François NEUVILLE : *Le statut juridique du travailleur étranger en France au regard des assurances sociales, de l'assistance et de la prévoyance sociale*. Paris, 1931.
- NOGARO (B.) : *Récents Conventions d'Emigration et d'Immigration*. Paris, 1920).
- B. NOGARO et L. WEIL : *La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre*. Paris, 1926.
- Jean NOGARO : *Les traités d'établissement et le droit des étrangers en France*. Paris, 1930.
- William OUALID : *Cours de législation et économie industrielles : l'immigration ouvrière en France : les faits, les traités, la législation*. Paris, 1936-1937
La guerre et le travail. Paris, 1928.
L'aspect juridique de l'immigration ouvrière.
- William OUALID et Charles GIDE : *Le bilan de la guerre pour la France*. Paris.
- André PAIRAULT : *L'immigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France*. Paris, 1926.
- Camille PERREAU : *Cours d'Economie Politique*. Paris, 1923.
- PETCHORINE (Dimitri) : *Questions concernant la condition des Russes en France et celle des étrangers*. Paris, 1929.
- Paul PIC : *Les lois ouvrières*. Paris, 1922.
- PLUYETTE (Jean) : *La sélection de l'immigration en France et la doctrine des races*. Paris, 1930.

NUMA RAFLIN : *Le placement et l'immigration des ouvriers agricoles polonais en France.*

A. REITHINGER : *Le visage économique de l'Europe.* Paris, 1937.

LIONET ROBBUS : *L'Economie planifiée et l'ordre international.* Paris, 1938.

YVES RODET : *L'immigration des travailleurs étrangers en France.* Paris, 1924.

ALBERT ROBERT : *Les congés payés.* Paris, 1937.

ROZWADOWSKI (Jean) : *L'immigration polonaise en France.* Lille, 1927.

SALMON-RICCI (Charlotte) : *La naturalisation des étrangers en France.* (La loi du 10 août 1927). Dijon, 1929.

ADAM SMITH : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations.*

TRINH DINH-THAO : *De l'influence du mariage sur la nationalité de la femme.* Aix, 1929.

GEORGES TROLET : *L'assurance d'accidents du travail dans la loi du 9 avril 1898.* Paris, 1917.

HENRI TRUCHY : *Cours d'Economie politique.* Paris, 1936.

II. REVUES

Revue d'Economie politique. Paris.

Revue internationale du Travail. Bureau international du Travail, Genève.

Revue politique et parlementaire. Paris.

Revue des Deux-Mondes. Paris.

Revue économique internationale. Paris.

Revue économique et financière. (*L'Economiste français*). Paris.

Politique étrangère. Paris.

L'activité économique. Paris.

Revue des sciences morales et politiques. Paris.

Statistique générale de la France. Paris.

III. JOURNAUX

Journal officiel. Paris.

Le Temps. Paris.

Le Jour — Echo de Paris. Paris.

Le Paris-Soir. Paris.

Le Petit Parisien. Paris.

Le Journal. Paris.

L'Œuvre. Paris.

L'Humanité. Paris.

Le Matin. Paris.

Le Progrès. Lyon.

La Vie Ouvrière. Paris.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — L'Histoire de l'immigration des travailleurs en France	11
SECTION I. — L'immigration ouvrière en France depuis le XIX ^e siècle jusqu'à la guerre (1914-1918)	11
§ 1. La répartition de la population active par nationalité	13
§ 2. La répartition professionnelle de la population étrangère	17
A) La population étrangère dans le commerce et l'industrie	18
B) La population étrangère dans l'agriculture	22
§ 3. De la localisation par nationalités.....	24
SECTION II. — L'immigration ouvrière en France pendant la guerre (1914-1918)	27
§ 1. La main-d'œuvre coloniale ou exotique.....	28
A) Recrutement	28
B) Contrats d'engagement	28
C) Discipline et encadrement	29
D) Protection administrative	29
§ 2. L'immigration de la main-d'œuvre européenne..	30
SECTION III. — L'immigration ouvrière actuelle.....	35
I. Le mouvement de la population étrangère depuis la guerre (1914-1918)	35
§ 1. La répartition géographique de la population étrangère	37
§ 2. La répartition des étrangers par nationalités....	41
II. Le mouvement migratoire en France depuis 1920.....	44
§ 1. L'étude de la représentation graphique des mouvements migratoires d'entrées et de sorties	45
A) Mouvements migratoires en France de 1920 à 1935	45

B) Représentation graphique du mouvement migratoire en France de 1920 à 1925	47
§ 2. La répartition des introductions par nationalité..	48
§ 3. La répartition des immigrants dans les différentes professions industrielles et agricoles	52
A) Les travailleurs étrangers occupés dans l'industrie française	52
B) La main-d'œuvre étrangère dans l'agriculture française	60
CHAPITRE II. — Les causes du mouvement d'immigration des travailleurs étrangers en France	67
SECTION I. — Les causes démographiques	68
§ 1. Les pertes dues à la Grande-Guerre (1914-1918)	68
§ 2. La crise de natalité	74
SECTION II. — Les causes économiques et sociales de l'immigration étrangère en France	88
§ 1. Besoins industriels	89
§ 2. Besoins agricoles	91
SECTION III. — Les causes politiques de l'immigration étrangère en France	94
CHAPITRE III. — Le statut juridique des travailleurs étrangers en France	97
SECTION I. — En droit interne	97
§ 1. Mesures de police et de sûreté	97
A) Au mouvement du départ de l'immigrant	97
B) A l'entrée en France	98
C) Pendant son séjour en France	98
§ 2. Mesures économiques et sociales de protection du travail national	105
SECTION II. — En droit international	114
§ 1. L'égalité économique	119
§ 2. L'égalité sociale	122
§ 3. Les clauses politiques dans les traités.....	125
CONCLUSION	129

Langres. — Imp. Moderne
